

Université de Montréal

Le socialisme de marché chinois : Analyse comparative de la structure économique de
Chine de l'époque des réformes et de l'URSS durant la NEP

Par Maxence Poulin

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade maître ès sciences (M. Sc.) études
internationales

Avril 2021

© Maxence Poulin, 2021

Université de Montréal

{Unité académique : Faculté des arts et des sciences}

Ce mémoire intitulé

{Le socialisme de marché chinois : Analyse comparative de la structure économique de Chine de l'époque des réformes et de l'URSS durant la NEP}

Présenté par

{Maxence Poulin}

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

{Bernard Bernier}

Président-rapporteur

{Mamoudou Gazibo}

Président-rapporteur

{Dominique Caouette}

Directeur de recherche

{Olga Alexeeva}

Membre du jury

{Serge Granger}

Membre du jury

Résumé

Cette thèse présente une analyse du mode de production chinois depuis les réformes économiques de 1978. Notre recherche prend la forme d'une analyse comparative de la structure économique et sociale de la NEP soviétique et des réformes chinoises en utilisant un cadre théorique marxiste. Notre thèse postule que le mode de production chinois moderne suit une logique semblable au mode de production soviétique à l'époque de la NEP. À la lumière de l'expérience de la NEP, notre recherche montre que la stratégie de développement chinoise ne doit pas être comprise comme étant vers une évolution néolibérale, mais plutôt comme une évolution originale du marxisme, s'inscrivant dans la tradition du marxisme-léninisme, adapté à la cohabitation à un système capitaliste mondialisé.

Le modèle de la NEP est l'un des premiers exemples d'un type de socialisme basé en partie sur les relations de marchés. En URSS comme en Chine, les structures critiques de l'économie, une grande régulation et un certain niveau de planification économique sont à la base de ce modèle de marché socialiste. Le socialisme de marché soviétique est basé sur une accommodation avec la paysannerie ainsi que sur les relations de marchés entre paysans et entre petites et moyennes firmes publiques. Le socialisme de marché chinois est lui basé sur l'extraversion de l'économie dans un cadre de modernisation technologique. Les relations de marchés sont aussi importantes en Chine dans l'allocation des ressources aux entreprises. La planification économique est à la base du modèle chinois, mais s'opère dans une optique de coordination économique.

Le modèle économique de la NEP et chinois partageant tous deux les mêmes objectifs qui sont théorisés dans le courant marxiste comme étant les bases d'une société socialiste : une modernisation technologique, la construction d'une classe ouvrière, une industrialisation et une amélioration de la qualité de vie de la population. À travers l'étude de la présente structure économique et sociale chinoise, il est possible de vérifier qu'un très grand progrès s'est effectué dans la réalisation de ces objectifs.

Mots clés : Chine, URSS, NEP, réformes économiques, socialisme, marxisme, marché

Abstract

This thesis presents an analysis of the Chinese mode of production since the economic reforms of 1978. Our research takes the form of a comparative analysis of the economic and social structure of the Soviet NEP and Chinese reforms using a Marxist theoretical framework. Our thesis postulates that the modern Chinese mode of production follows a logic similar to the Soviet mode of production during the NEP era. In the light of the NEP experience, our research shows that the Chinese development strategy should not be understood as a neoliberal evolution, but rather as an original evolution of Marxism, in line with the tradition of Marxism-Leninism, adapted to the cohabitation with a globalized capitalist system.

The NEP model is one of the earliest examples of a type of socialism based in part on market relations. In the USSR as in China, the critical structures of the economy, strong regulations and a certain level of economic planning are the basis of this socialist market model. Soviet market socialism is based on peaceful compromise with the peasantry as well as on market relations between peasants and between small and medium public firms. Chinese market socialism is based on the extraversion of the economy within a framework of technological modernization. Market relations are also important in China in the allocation of resources to companies. Economic planning is at the basis of the Chinese model but is carried out within the context of economic coordination.

The economic model of the NEP and the Chinese reforms both share the same objectives which are theorized in the Marxist current as being the foundations of a socialist society: technological modernization, the construction of a working-class, industrialization and improvement of the quality of life of the population. Through the study of the present Chinese economic and social structure, it is possible to verify that great progress has been made in achieving these goals.

Keywords: China, USSR, NEP, economic reforms, socialism, Marxism, market

Table des matières

Résumé	ii
abstract.....	iii
Liste des acronymes et abréviations	vi
Listes des tableaux.....	vii
Remerciements	viii
Introduction	1
Problématique	2
Question de recherche.....	3
Argument	3
Structure du mémoire.....	5
Chapitre 1 : L'étude de l'économie politique de la Chine.....	6
Conceptions de l'État chinois.....	6
Conception de la nature du système économique	9
Nature de la propriété en Chine	13
La nature de la société de classe chinoise	14
Lacunes et limites.....	16
Chapitre 2 : cadre théorique	17
Le matérialisme historique et la lutte de classe.....	17
Matérialisme dialectique	19
Le capital.....	20
Méthodologie	21
Chapitre 3 : L'URSS et la NEP	23
Mise en contexte et la période du communisme de guerre	23
Économie NEP.....	31
Agriculture.....	31
Industrie.....	33
Commerce.....	37
Contrôle et planification économique.....	39
Les classes sociales durant la NEP.....	41
Paysannerie.....	43
Prolétariat.....	45
Capitalistes.....	46
Parti et classes.....	47
Chapitre 4 : la Chine et les réformes économiques	51
Période des réformes.....	51

L'Économie de la Chine	53
Agriculture et milieux ruraux	53
Industrie	59
Commerce.....	65
Contrôle et planification	70
Classes.....	73
Paysannerie.....	73
Classes ouvrières	76
Les nouveaux riches et entrepreneurs.....	80
Parti et classes.....	83
Chapitre 5 : Analyse comparative et résultats	88
Analyse des variables économiques.....	88
Agriculture.....	88
Industrie	91
Commerce.....	94
Contrôle et planification	96
Analyse des variables sur les classes	99
Paysannerie.....	99
Classe ouvrière.....	102
Nouveaux riches et entrepreneurs.....	105
Conclusion	108
Conclusion.....	109
Stratégie de développement	109
Le Parti communiste chinois et le Parti bolchevik.....	116
Pertinence de la recherche.....	117
Limite de la Recherche	117
Le statut socialiste de la Chine et de son économie	118
Bibliographie	121

Liste des acronymes et abréviations

HRS : *Household Responsibility System* (Système de responsabilité des ménages)

IDE : Investissement direct à l'étranger

MLP : *Medium-Long Range Plan for Science and Technology* (Plan à moyen et long terme pour la science et la technologie)

PCC : Parti communiste chinois

SASAC : *State-owned Assets Supervision and Administration Commission of the State Council* (Commission de supervision et d'administration de Biens publics relevant du conseil des Affaires d'État)

SEI : *Strategic Emerging Industries* (Industries émergentes stratégiques)

SEZ : *Special economic zone* (Zone économique spéciale)

SOE : *State-Owned Enterprises* (Entreprises publiques)

TVE : *Township and Village Enterprises* (Entreprises de entreprises de bourg et de village)

URSS : *Union of Soviet Socialist Republic* (Union des républiques socialistes soviétiques)

VSNKH : *Vysshiy soviet narodnogo khozyaystva* (Conseil suprême de l'économie nationale)

Listes des tableaux

Tableau 1 : Chute de production en URSS.....	28
Tableau 2 : Répartition de l'industrie soviétique.....	34
Tableau 3 : Recensement de la valeur de l'industrie soviétique	35
Tableau 4: Comparaison de l'économie agricole.....	90
Tableau 5: Comparaison de l'économie industrielle.....	93
Tableau 6: Comparaison de la structure commerciale.....	95
Tableau 7: Comparaison des méthodes de contrôle et de planification.....	98
Tableau 8: Comparaison de la classe paysanne.....	101
Tableau 9: Comparaison de la classe ouvrière	104
Tableau 10: Comparaison de la classe capitaliste	107

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu Dominique Caouette, mon directeur de recherche, qui a su me guider à travers ce long projet. Je tiens à remercier ma soeur Annie-Claude qui a passé de nombreuses heures à relire et corriger mon texte. Je tiens à remercier mes parents qui m'ont offert leurs soutiens et leurs conseils tout au long de mon cheminement universitaire.

Je tiens à remercier ma compagne Zhang Chen qui, même séparée à cause de la Covid-19, s'est donnée au maximum pour m'offrir son soutien académique tout au long de la rédaction de ce projet. Elle qui fut mon support émotionnel et une source de bonheur inépuisable durant ces nombreux mois, merci.

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, il s'agit maintenant de le transformer ».

(Karl Marx)

« Il n'y a pas de routes droites dans le monde ».

(Mao Zedong)

Introduction

Le libéralisme, doctrine politique âgée de plusieurs siècles, n'a atteint son statut hégémonique qu'à la fin du 19^e siècle après moult conflits avec les forces de l'ancien régime. Ces conflits ont été l'instigateur d'une nouvelle pensée mettant la liberté individuelle et la propriété privée comme principes sacrés de la gouvernance humaine. Comme plusieurs peuples à travers le monde ont pu le constater après avoir subi les guerres de conquête menée par les forces libérales, la liberté individuelle n'est réservée en fait qu'à une minorité d'individus. Insatisfait de cette contradiction entre la théorie et la pratique, plusieurs mouvements se sont mis à militer contre cette doctrine. C'est dans ce contexte que le mouvement socialiste a vu le jour. Ce mouvement fut la force la plus déstabilisatrice de ce système libéral. Les champions du socialisme du début du 20^e siècle, ayant pris contrôle de l'État tsariste pour le transformer en bastion de nouveaux mouvements révolutionnaires, aidèrent les divers mouvements de libération coloniale du 20^e siècle. C'est à travers ces luttes que les pays occidentaux, rendus riches grâce à des siècles d'exploitation des classes subalternes domestiques et étrangères, perdirent une part de leurs influences hégémonique sur le reste du monde et que le système libéral s'affaiblit. Selon l'orthodoxie en Occident, le communisme serait mort à la fin du 20^e siècle lors de la restauration du capitalisme dans les Républiques socialistes de l'Europe de l'Est et le démantèlement de l'Union soviétique. Si le communisme n'est pas mort, il a vécu un déclin sévère à la suite des années 90. Lors de cette décennie, un discours idéologique qui ne pouvait voir autre chose que la victoire totale du libéralisme a propagé la thèse d'une Chine capitaliste, ou dérivant à grande vitesse vers celui-ci, a été créé.

La Chine est officiellement gouvernée par un parti marxiste-léniniste depuis 1949. Il n'y a qu'un parti ayant légalement le droit de gouverner la Chine, le Parti communiste chinois (PCC). La période communiste de la Chine peut être séparée en deux grandes ères : l'ère maoïste et l'ère post réformes. L'ère maoïste est caractérisée par un système où l'économie était centralisée, mais pas autant que celle de l'URSS. Durant l'époque maoïste, la terre fut collectivisée et un vaste système de sécurité sociale a été mis en place pour la paysannerie et le prolétariat des villes. Les plans quinquennaux, comme le suggère le nom, furent établis à tous les cinq ans pour guider le développement économique tout au long de cette période. L'économie était alors en grande partie dirigée par les organes de l'État. Lorsque Deng Xiaoping prend le pouvoir en 1978, une nouvelle stratégie de développement s'est mise en place. Cette stratégie consiste à prioriser le développement économique rapide. Pour ce faire, l'économie a progressivement fait place à des institutions de marchés dans le but d'attirer des capitaux ainsi que des technologies étrangères. Les terres furent décollectivisées et la propriété privée, chose très peu répandue durant l'ère maoïste, fit un retour en force dans les villes et les campagnes.

Problématique

C'est dans ce contexte qu'un grand débat règne actuellement : La Chine est-elle restée socialiste ou a-t-elle laissé tomber ses idéaux dans la course frénétique au développement économique? Il y a un temps, il était possible de lire dans la presse et les revues scientifiques libérales que la Chine était belle et bien devenue capitaliste sans toutefois laisser tomber son système autoritaire. Les libéraux et conservateurs se réjouissaient du soi-disant échec du communisme et des économies où le marché et le profit n'avaient pas préséance sur le bien-être de la société. Le discours théorique que la plupart de ces journalistes et intellectuels mobilisait était celui de la fin de l'histoire, idée mise de l'avant par Fukuyama (1989). Tous les idées et concepts qui déviaient du libéralisme européen ne seraient que des aberrations de l'histoire.

Est-ce vraiment le cas? La plupart des commentaires sur la Chine semblent plus être prescriptifs qu'analytiques lorsqu'ils disent qu'elle est devenue capitaliste (Dirlik 1989). La Chine est-elle réellement devenue une force capitaliste sur l'échiquier mondial? Son système économique reflète-t-il réellement le fonctionnement d'une économie de marché relativement libre comme c'est le cas dans les pays capitalistes? Ce sont toutes là des questions qui restent largement sans analyses suffisantes de la part de la communauté scientifique de l'Occident. Ces questions ne semblent plus avoir beaucoup d'importance pour les élites politiques et économiques des pays industrialisés et capitalistes. La Chine, comme la Russie et les autres pays ayant une capacité de contestation du système international présentement en place, est en voie de devenir un ennemi des États-Unis et de l'OTAN. Le fait d'être capitaliste ou socialiste ne change rien aux luttes de pouvoir entre les grandes puissances. C'est l'une des raisons pour laquelle les élites occidentales ont continué de lutter contre la Russie après qu'elle ait transformé son économie socialiste en économie capitaliste. L'ancienne excuse était que la force révolutionnaire bolchevik était dangereuse pour toutes sortes de raison, allant de la destruction de la civilisation européenne à la théorie d'un complot juif qui aurait eu pour objectif de conquérir les nations du monde chrétien. Une raison plus plausible est que ce type de régime mettait en danger le pouvoir de la bourgeoisie des pays industrialisés et l'ordre libéral. Maintenant que la Russie est gouvernée par sa propre classe bourgeoise, on assiste aujourd'hui à un conflit entre classes bourgeoises. Selon les opinions les plus courantes, la Chine serait aussi tombée dans la même logique où c'est maintenant la classe bourgeoise chinoise qui règne sur le pays et les autres classes.

Bien que cette question n'intéresse guère les élites occidentales, nous jugeons que pour la communauté scientifique spécialement marxiste, la question à savoir si la Chine est socialiste ou non demeure de grande envergure. Il serait même possible de dire que cette question est aujourd'hui encore plus importante qu'elle ne l'était durant les années 80 parce que la Chine est maintenant le dernier grand pouvoir sur la scène internationale à se proclamer fidèle à cette longue tradition fidèle à la classe ouvrière.

Question de recherche

Ce mémoire tente de répondre à ces questionnements, plus précisément : comment comprendre les réformes économiques chinoises et l'impact sur le caractère socialiste de la Chine? Mais également, qu'est ce qui explique les réformes économiques mises en place en Chine à partir de 1978? Et enfin, est-ce que ces réformes remettent en question le modèle socialiste chinois ou dit plus simplement, est-ce que la Chine est train de devenir capitaliste?

Argument

Notre hypothèse est que les caractéristiques spécifiques du mode de production chinois, l'idéologie du Parti communiste chinois (PCC), ainsi que le contexte international, permettent de comprendre le processus des réformes économiques ayant débuté sous Deng Xiaoping. D'ailleurs, ces réformes nous apparaissent très similaires à celles mises en place par Lénine en URSS au long de la période de la NEP. Nous croyons alors que les réformes économiques chinoises peuvent être comprises à la lumière d'une analyse de la NEP soviétique.

Selon la théorie marxiste, le socialisme est une période de transition du capitalisme vers le communisme. De plus, des positions d'hybridité différentes peuvent exister dans des pays de type socialiste. Notre hypothèse sera examinée par l'étude de la structure de la société chinoise et l'idéologie du PCC ainsi que les dynamiques géopolitiques et économiques. Nous verrons que la société chinoise reste encore bien ancrée par un socialisme poussé par le PCC, ce qui indique un engagement affirmé de la part des élites chinoises vers les idéaux de Marx et Engels. Les contradictions, entre autres, entre la propriété privée et collective, entre le socialisme dans un pays et le système capitaliste international, ne doivent pas être vues comme des signes indiquant le retrait du socialisme en Chine. Elles doivent être comprises dans une optique où les forces socialistes dans notre système international sont parfois en retrait en raison de causes structurelles.

Les réformes de Deng Xiaoping ont créé une situation où une grande partie de la communauté intellectuelle ne sait pas comment caractériser le régime de la Chine. Un pays à caractère socialiste n'est pas censé héberger des marchés. Mais la Chine, comme la plupart des autres pays socialistes d'aujourd'hui tels que le Vietnam, le Népal et le Laos, a en son sein des forces de marchés d'ampleur différentes. Les changements de stratégies économiques créent toujours pour le pays des circonstances pouvant mener à des changements d'orientation politique et d'idéologie. La recherche d'une réponse aux questions soulevées

plus tôt nous permettra de comprendre en quoi le caractère de la Chine actuelle et de son Parti communiste est resté ou non fidèle aux idéaux communistes.

Le présent travail prend la forme d'une analyse comparative de la Chine post réforme et de l'Union des républiques socialistes soviétiques durant la période de la Nouvelle politique économique (NEP) qui nous servira d'idéal type. La raison pour laquelle ce pays sera notre point de référence est due au fait que celui-ci et la Chine partagent dans une large mesure plusieurs caractéristiques semblables dans les sphères économique et sociale. L'URSS, naissant de la première révolution socialiste à avoir su garder solidement le pouvoir d'État, comparativement à la Commune de Paris, nous paraît être un bon archétype avec son gouvernement socialiste révolutionnaire qui œuvrait avec l'objectif de bâtir le communisme à long terme dans le pays et dans le reste du monde. Bien que son économie durant la NEP contenait des éléments caractérisés par un mode de production capitaliste, cette nouvelle politique économique ne peut être comprise que dans le contexte d'une lutte pour la construction du communisme, un nouveau mode de production. C'est une politique qui a fait place quelques années plus tard au mode de production socialiste de type soviétique. Dans ce mémoire, nous allons comparer la Chine actuelle avec l'URSS de la NEP dans le but de mieux comprendre le mode de production chinois actuel et son caractère socialiste. Notre analyse de la Chine couvrira la période post-réforme de 1978 jusqu'à nos jours. La raison pour laquelle nous avons fait le choix d'analyser une si grande tranche de l'histoire chinoise vient du fait que le processus des réformes ne s'est jamais arrêté. Pour être capable de comprendre le mode de production d'aujourd'hui, il faut analyser l'évolution des réformes dans le temps et dans l'espace, sans quoi notre étude du socialisme chinois ne sera pas apte à saisir sa vraie nature. Par contre, le manque de documentation qui est inhérent à l'étude d'un phénomène encore en cours nous contraint à terminer notre étude aux alentours de 2017.

En terminologie marxiste, nous allons analyser deux sociétés que nous jugeons être dans un stade de contradiction similaire. La contradiction principale en ce qui a trait à ces deux pays, selon nous, repose sur le fait que les forces productives du pays ne sont pas encore aptes à permettre l'édification d'une société communiste. Ces deux révolutions doivent être comprises dans un contexte d'un moment historique révolutionnaire où une contradiction entre les relations de production et les forces productives avait poussé le monde sur le bord de l'annihilation, ce que les périodes des grandes guerres mondiales ont révélé. Cette contradiction a rendu possible du point de vue matériel les révolutions socialistes. Ces dernières n'ont pas eu lieu dans des espaces politiques où les forces productives étaient développées. Dans le cas des deux pays, le groupe révolutionnaire dirigeant a pris la responsabilité de rendre possible l'émergence de la société communiste dans ces États et dénouer la contradiction entre forces productives et relations de production. L'analyse de l'influence de l'idéologie (une partie de la superstructure), du parti révolutionnaire, sur la base économique et sociale de la société (la structure) se trouve au cœur de notre étude.

L'URSS nous paraît être l'idéal type de ce genre de dialectique entre le développement des forces productives dans une situation de sous-développement et de la transition vers le socialisme. C'est une révolution qui, pour le meilleur ou pour le pire, n'avait pas encore été tachée par les critiques des groupes idéalistes de l'Ouest qui supportent, pour reprendre les mots de Michael Parenti, toutes les révolutions à l'exception de celles victorieuses (1997, p.51). L'Union soviétique durant le NEP était l'exemple typique du pays révolutionnaire sous-développé qui détenait l'objectif, de construire les bases sur lesquelles le socialisme et le communisme pourraient être atteints. Si l'on peut démontrer que la Chine est semblable à l'URSS de cette époque, qui incarne la même nature contradictoire d'un socialisme naissant.

Structure du mémoire

Pour arriver à valider ces propositions conceptuelles, le mémoire est organisé comme suit. Le premier chapitre offre un survol de la littérature sur l'étude de l'économie politique de la Chine. Le deuxième chapitre porte sur l'analyse de l'économie soviétique et de sa structure de classe durant l'époque de la NEP qui constitue notre idéal type (réfèrent analytique). Le troisième chapitre applique cette même grille d'analyse à l'économie chinoise après les réformes de Deng Xiaoping. Dans le quatrième chapitre, nous comparons les variables que nous avons recueillies dans les deux chapitres précédents et nous faisons l'analyse des similarités et des différences des deux modèles. Dans le cinquième chapitre, nous entreprenons une analyse comparative des stratégies de développement employées en URSS et en Chine dans le but de comprendre les décisions économiques prises par les partis dirigeants de ces deux pays. Ceci nous permet d'établir un lien entre la NEP et la Chine des réformes. La dernière partie de ce mémoire présente une synthèse des conclusions qui ressortent de notre étude et des difficultés de la comparaison de deux espaces spatio-temporels assez différents.

Chapitre 1 : L'étude de l'économie politique de la Chine

Selon Gao (2018, p.8), l'Occident aurait une mainmise hégémonique sur les droits du savoir. Cette mainmise se serait formée après des siècles d'impérialisme et de colonialisme. Cette hégémonie permet à l'Occident de contrôler les traditions discursives par lesquelles nous essayons de comprendre le monde. Les paradigmes utilisés par la plupart des membres de l'élite politique et intellectuelle de l'Occident tendent à favoriser les intérêts nationaux de leur pays. Puisque les intérêts nationaux de ces pays résident dans le flux international de capitaux, ceux-ci deviennent aussi des intérêts transnationaux qui peuvent coïncider avec les élites des pays bénéficiant du système capitaliste mondialisé. Les intérêts transnationaux incluent les intérêts de classe, les valeurs politiques et l'orientation idéologique commune (Gao 2018, p.10). Le « China Bashing » (Amin 2013) est chose commune dans les articles de journaux, surtout depuis l'avènement de Xi Jinping au pouvoir. Pour les producteurs de savoir en Occident et ailleurs comme en Chine, il peut être difficile de sortir des paradigmes hégémoniques. La Chine, comme la plupart des pays à l'extérieur du centre capitaliste, n'a pas le contrôle sur la production et la diffusion du savoir.

C'est sous emprise hégémonique qu'il faut comprendre les paradigmes qui visent à expliquer l'ère de Mao Zedong et celle de Deng Xiaoping. Dans la vision libérale du monde, le paradigme qui eut le plus de traction pendant un temps fut celui de la fin de l'histoire et la victoire absolue du libéralisme politique et économique (Fukuyama 1989, p.3). L'histoire aurait une trajectoire linéaire et la fin de l'histoire serait le capitalisme, le libéralisme et la démocratie républicaine occidentale. Les autres courants de pensée de l'époque moderne n'auraient été que des aberrations face au libéralisme. Ainsi, l'histoire du socialisme a été démonisée jusqu'au point où la plupart des citoyens occidentaux ne savent pas vraiment ce qu'est le socialisme est.

Conceptions de l'État chinois

Il y a de grands débats sur la nature de l'État chinois autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la discipline marxiste. Selon la tradition marxiste, l'État naît lorsque la société se divise en classe. Dans une société sans classe, il n'y aurait pas d'État. Selon Lénine, « l'État est une machine qui permet à une classe d'en opprimer une autre, une machine destinée à maintenir dans la sujétion d'une classe toutes les autres classes qui en dépendent » (Lénine 1979, p.14). Dans une société où une classe possède la majorité de la richesse, cette classe possède aussi la majorité du pouvoir politique. La classe dirigeante dans les pays capitalistes, même dans les pays démocratiques, est la bourgeoisie. Dans les républiques socialistes comme la Chine, la classe qui est censée être au pouvoir est le prolétariat. En théorie, c'est par la dictature du prolétariat que le Parti communiste gouverne le pays. Dans la théorie marxiste, l'État ne constitue pas une

abstraction vide de sens, mais plutôt l'outil d'une classe qui permet l'oppression d'autres classes. Au niveau national cette oppression est faite contre les autres classes du pays. Sur le plan international, l'oppression peut être faite contre toutes les classes d'un autre pays, comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale où la compétition entre chaque classe bourgeoise nationale a causé l'une des guerres les plus dévastatrices.

Rendre compte de la nature d'un État peut prendre plusieurs formes et peut donc générer plusieurs réponses qui peuvent paraître contradictoires à première vue, mais qui, dans une certaine perspective, s'agencent selon le cadre théorique choisi. Ainsi, certains auteurs analysent la stratégie de développement de l'État pour en définir sa nature. Pour les auteurs marxistes, cette nature est théorisée à partir des classes et des groupes que l'État tente de représenter. L'idéologie couplée avec les facteurs de légitimation du pouvoir illustrent pour les analystes marxistes la voie par laquelle la nature d'un État peut être décelée. Une réponse adéquate demandera alors de balancer ces trois modes de vérification : la stratégie de développement, la représentation et l'idéologie. Les auteurs présentés dans cette section explorent tous certains aspects de la question. Nous allons donc dresser un portrait comportant ces trois formes.

La Chine occupe une place importante dans les débats sur de l'idéologie communiste. Puisqu'elle utilise en partie l'économie de marché pour accomplir ses objectifs socialistes, elle sème la confusion dans les orthodoxies bien établies sur la manière de concevoir les États socialistes. Il ne semble pas y avoir de débats de ce genre à propos de Cuba, par exemple, car le parti communiste au pouvoir, n'a que très peu changé son modèle de développement comparativement au Parti communiste de Chine. Dans ce cas, ce qui a créé est la rupture entre l'époque maoïste et l'époque des réformes économiques et d'ouverture. Pour plusieurs, l'époque maoïste est la seule vraie période socialiste de la Chine (Xu 2018; Gao 2008; Dirlik 1989; Li 2017). Selon ces auteurs, l'époque maoïste peut être considérée comme étant une période socialiste principalement en raison d'une économie très largement planifiée, celle-ci est caractérisée par l'absence de marché national, l'absence de marchandisation de la plupart des biens de production, la mise en place de réseaux de communes regroupant de quelques villages à plusieurs centaines de villages durant le Grand bond en avant, l'instauration de politiques intérieures et extérieures fondées sur la théorie de la lutte des classes, la mise en place de filet de sécurité sociale, etc. Le point le plus important est la primauté accordée à la propriété collective sur la propriété privée. Le système avait alors une certaine ressemblance avec les autres systèmes socialistes en URSS et en Europe de l'Est.

Il s'est ainsi créé une cristallisation au sein des analystes autour d'une perspective analytique qui voit la Chine d'avant 1978 comme socialiste tandis que les réformes économiques sont considérées comme l'objet d'une rupture totale avec le passé révolutionnaire (Lin, Cai, et Li 2003, p.3-4). C'est dans cet esprit

que le mythe du « miracle chinois » a pris place dans les cercles académiques et journalistiques de l'Occident.

C'est sous cette optique qu'est compris le phénomène du « miracle de la Chine ». Comment ce pays s'est-il sorti de son système économique dirigiste considéré par les idéologues libéraux comme étant une création irrationnelle et a-t-il atteint des taux de croissance très haut? La réponse libérale typique est la suivante : les réformes économiques et la privatisation d'une grande section de l'économie publique ont pu faire en sorte de créer des taux de croissance élevés et apporter la prospérité à plusieurs millions de personnes. La cause de la croissance est ainsi attribuée au marché libre et au libéralisme économique, même si celui-ci est à un stade peu avancé en Chine. Il n'est pas attribué à la planification étatique ou au passé maoïste, par exemple. Pour plusieurs intellectuels dans la tradition marxiste, il n'y aurait pas eu de miracle parce que la période maoïste n'était pas pauvre en ce qui a trait à la croissance économique (Li 2016; Gao 2018; Xu 2018). Ce courant de pensée est assez marginal, comme la tradition entière marxiste d'ailleurs et ne figure pas dans les visions dominantes du discours occidental.

Au-delà de l'époque maoïste, il existe une panoplie de concepts expliquant la nature de l'État moderne de Chine, soit la période post-maoïste. Pour Knight (2014, p.1335), l'État chinois serait un État développementaliste. Il n'y a pas de définition unanime établie dans la littérature sur la nature d'un État développementaliste. Selon l'auteur, ce sont les objectifs d'un État et non forcément ses politiques qui font en sorte qu'un État soit développementaliste. Le PCC a choisi depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping de favoriser la croissance économique à tout prix, une rupture avec les objectifs de l'État maoïste. Dans le modèle gouvernemental du PCC, il y a des motivations à tous les niveaux pour augmenter la croissance économique. La légitimité du Parti serait fondée sur sa capacité à créer de la croissance économique. Le modèle de développement de la Chine ne serait alors pas fort différent des modèles adoptés par les autres pays de l'Asie de l'Est, notamment le Japon des années 50 à 80, la Corée du Sud et Taiwan durant leurs périodes de dictature militaire respective.

Dans le même état d'esprit, Allen (2011, p.132-145) décrit la Chine ainsi que l'URSS comme des pays ayant utilisé la méthode du « big push industrialization » dans le but de rattraper les pays riches du centre. Le but, ici, est encore la croissance économique. Ce qui diffère du modèle de Knight et de celui d'Allen est que, pour le premier, la légitimité et la raison d'être d'un gouvernement reposent sur la croissance économique, tandis que pour le second, le « big push » est une stratégie de survie pour les États pauvres de la périphérie qui ne veulent pas se faire écraser par la force des hégémons riches. Il n'y aurait donc pas eu de différence entre la stratégie du Parti communiste de l'époque de Mao Zedong et celle de l'époque de Deng Xiaoping. Il y a toujours eu un accent mis sur le rattrapage des pays riches dans les deux époques. C'est dans cette optique qu'Allen tente de démontrer comment la période maoïste n'était pas

uniquement mauvaise du point de vue économique. Il rejoint certains marxistes lorsqu'il affirme que la période de planification centrale était nécessaire à la période de grande croissance économique des réformes (Allen 2011, p.144).

Selon Gao (2018, p.87), les « compradors » au sein du gouvernement de la Chine, des individus servant les intérêts d'acteurs transnationaux capitalistes, ont pris le pouvoir depuis la grande libéralisation des années 90. La classe intellectuelle de la Chine n'est pas la même que la classe politique. Cependant, puisque l'un des critères importants pour choisir les élites politiques de Chine est le rendement économique, il y a beaucoup de chevauchement entre ces deux classes. Ainsi, les intérêts d'une grande partie de la classe intellectuelle et politique et ceux des capitalistes occidentaux sont souvent les mêmes. C'est dans cette optique que Gao explique comment le gouvernement de la Chine s'est tourné progressivement vers des pratiques néolibérales.

Pour Wang Hui (2014), figure importante de la nouvelle gauche chinoise, la Chine de l'ère moderne est encore caractérisée par une nature socialiste, bien qu'il y ait eu des changements dans les politiques de l'État chinois entre les deux périodes. Pour cet auteur, la Chine ne serait pas post socialiste, mais elle serait plutôt entrée dans une ère qu'il appelle post parti (Wang 2014, p.219). La caractéristique importante de cette ère est la grande dépolitisation de la société et du Parti communiste dû à la fusion du Parti et de l'État, une forme d'« étatisation » des partis politiques, chose qui arrive aussi dans les pays occidentaux où la bureaucratisation de l'État dû à la formation de monopoles économiques rend le système parlementaire une démocratie vidée de contenu démocratique. Le parti perd sa force de représentation politique, de « super-représentation » dans le cadre du PCC, parce qu'il est un « super-parti » (p.220). Le Parti devient progressivement un outil administratif et non politique, qui tombe nécessairement dans les mains de puissants groupes d'intérêts de la société chinoise (p.219). Ce phénomène avait lieu durant l'ère maoïste, bien qu'à un moins grand rythme. Pour cet auteur, la nature socialiste du pays est tenue pour acquise.

Conception de la nature du système économique

La nature des systèmes économiques des pays socialistes a longtemps fait débat dans la littérature marxiste. Resnick et Wolff (1993) donnent une vision détaillée des débats concernant la nature du système économique de l'URSS durant la NEP et les périodes consécutives. Les principaux points de vue sont que l'économie de l'URSS était capitaliste, capitaliste étatique, socialiste et en transition vers le socialisme (p.46). La Chine fait aussi le sujet d'un tel débat dans lequel les principaux points de vue sont semblables. L'objectif de cette section est d'explorer ce débat d'un point de vue économique tout en dessinant un portrait

de l'économie politique de la Chine. Il est donc moins question de la politique, explorée dans la partie précédente, mais plutôt de l'économie politique.

Il y a un grand débat pour savoir si le mode de production de la Chine est encore socialiste ou s'il est devenu capitaliste. Arif Dirlik (1989) a été l'un des premiers à poser cette question et à tenter d'y trouver une réponse qui ne se situe pas dans un camp ou dans l'autre. Selon lui, la Chine serait un pays postsocialiste. Par-là se réfère :

to the condition of socialism in a historical situation where: (a) socialism has lost its coherence as a metatheory of politics because of the attenuation of the socialist vision in its historical unfolding, partly because of a perceived need on the part of socialist states to articulate "actually existing socialism" to the demands of a capitalist world order, but also because of the vamacularization of socialism in its absorption into different national contexts; (b) the articulation of socialism to capitalism is conditioned by the structure of "actually existing socialism" in any particular context, which is the historical premise of all such articulation; and (c) this premise stands guard over the process of articulation to ensure that it does not result in the restoration of capitalism. (Dirlik 1989, p.34)

Le postsocialisme, selon cet auteur, n'est pas une idéologie vide de sens où le PCC se servirait d'une idéologie morte dans les faits réels pour garder sa légitimité au pouvoir. L'économie serait devenue un mélange de socialisme et de capitalisme. Le capitalisme aurait été utilisé comme moyen de promouvoir la construction des forces productives. L'économie ne serait pas complètement devenue capitaliste, mais serait une combinaison des deux systèmes.

Ceci fut l'objet de grand débat à l'intérieur même du PCC depuis le début de la formation de la République populaire. La gauche communiste, représentée par Mao, promulguait la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat nouvellement établie en Chine. Pour la droite communiste représentée à cette époque par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, le plus important était le développement des forces productives matérielles, et ce, à tout prix. Lorsque Deng a pris le pouvoir en 1978, la Chine s'est lancée sur cette voie (Li 2017, p.66).

La route du capitalisme a alors été prise pour développer le pays (Amin 2005). L'économie peut-elle cependant être décrite comme étant de nature capitaliste? Amin ne le croit pas. Selon cet auteur, le destin de la Chine socialiste repose sur le droit égal d'accès à la terre pour les paysans. La terre n'a pas encore été commercialisée en Chine et reste donc en dehors des principes du capitalisme. Sans cette caractéristique cruciale, le système ne peut pas encore être qualifié comme étant capitaliste. Dans la même logique, d'autres auteurs (Long, Herrera, et Andreani 2018; Herrera 2019; Delaunay 2018) suggèrent que le système économique de la Chine ne peut pas non plus être considéré comme étant capitaliste à cause de certains points cruciaux de l'économie. Ces auteurs indiquent que dans la constitution, la propriété publique et collective prône sur la propriété privée. Cette dernière n'est là que dans le but de renforcer les deux autres

et de remplir des programmes économiques importants. Comment expliquer alors que la plupart des entreprises en Chine soient privées et que les entreprises publiques aient une place moindre que le secteur privé dans l'économie? Même si le nombre de ces compagnies d'État se fait moindre comparativement à la période maoïste, elle occupe tout de même les places les plus importantes dans l'économie chinoise. C'est en raison du grand pouvoir de ces compagnies publiques que les coûts de production sont si bas en Chine, le coup de la main d'œuvre ne constitue qu'à peu près 10 pour cent du prix final des marchandises (Long, Herrera, et Andreani 2018).

Le système chinois ne peut pas être perçu comme étant capitaliste, voire capitaliste d'État, car les compagnies ne suivent pas la logique de la loi de la valeur, le profit. Un système capitaliste, monopolistique ou non, est caractérisé par une production de marchandise faite sur un marché dans le but de faire du profit. Un système socialiste a été caractérisé par l'utilisation des moyens de production afin de répondre à des besoins sociaux. Le social prime donc sur l'économie. Dans le cas de la Chine, puisque le Parti maintient un grand contrôle sur l'économie à travers les entreprises d'État ainsi que dans certaines entreprises privées jugées trop importantes pour l'économie (Fan, Morck, et Yeung 2011, p.18), l'économie peut être vue comme remplissant des besoins sociaux choisis rationnellement par le Parti communiste.

Losurdo supporte cette vision de l'économie chinoise (2017, p.20-29). La Chine selon cet auteur aurait choisi la voie du développement capitaliste sans pour autant devenir capitaliste. Il ne nie pas que les réformes de Deng Xiaoping ont créé une inégalité montante entre les individus et entre les régions de la Chine. Il avance cependant que ces réformes ont été entamées dans le but de réduire les inégalités internationales entre elles et les pays du centre. La raison pour laquelle l'économie chinoise se serait tournée vers un modèle plus ouvert économiquement est pour détruire la division axiale du travail qui règne dans notre présent système-monde. Les entreprises privées, en Chine, jouent ce rôle en captant la technologie extérieure de haute pointe avec des contrats faits avec les firmes occidentales, chose que les entreprises publiques peuvent très difficilement faire. Avec son intégration dans la chaîne de valeur mondiale, la Chine serait alors capable de rattraper le centre dans les industries de technologie de haute pointe. Il est déjà possible de constater ce phénomène avec les nouveaux téléphones intelligents chinois, le 5G développé en Chine, etc. Avec le développement de ces technologies, la quantité de plus-value siphonnée de la Chine vers le centre sera de moins en moins grande et l'écart qui la sépare du centre se réduira de plus en plus. Il est facile de comprendre que cela a créé un vrai danger pour les pays du centre et en particulier pour l'hégémon mondial. Un des grands champs de contestation dans la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis est l'ensemble des aspects concernant le supposé vol de la propriété intellectuelle. Le transfert du savoir intellectuel s'est fait, la plupart du temps, sur des bases contractuelles. Les entreprises peuvent avoir accès au marché et à la main d'œuvre chinoise si elles acceptent de donner leurs technologies et leurs savoir-faire

aux entreprises locales, qui sont toutes reliées au PCC par un petit comité présent surtout dans les grandes compagnies importantes pour le pays.

Allant dans un courant opposé, David Harvey (Harvey 2005, p.3) caractérise la Chine comme étant néolibérale. Il qualifie le néolibéralisme comme cela :

Neoliberalism is in the first instance a theory of political economic practices that proposes that human well-being can be advanced by liberating individual entrepreneurial freedoms and skills within an institutional framework characterized by strong private property rights, free markets, and free trade. The role of the state is to create and preserve an institutional framework appropriate to such practices. The state... must also set up those military, defense, police, and legal structures and functions required to secure private property rights and to guarantee, by force if need be, the proper functioning of markets. (p.2,3)

La raison d'être de l'État chinois serait donc de préserver les institutions nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché. Dans cette optique, il vient rejoindre Gao en disant que la Chine utilise de plus en plus des méthodes de gouvernance néolibérale (M. Gao 2018; 2008). Cependant, aucun de ces auteurs ne parle de la Chine comme d'un système capitaliste. C'est une possibilité dans un futur incertain.

Selon d'autres auteurs (Fan, Morck, et Yeung 2011, p.18), la raison pour laquelle la Chine ne peut pas à ce jour être considérée comme étant capitaliste est que le PCC a encore le contrôle des « secteurs critiques de l'économie » que Marx et Lénine avaient théorisés. Ces secteurs critiques de l'économie sont en fait les industries essentielles à l'économie telles que les infrastructures, l'électricité, les ressources naturelles, l'industrie lourde et le contrôle sur le commerce extérieur. Le PCC, par le pouvoir qu'il exerce sur les compagnies publiques et sur quelques compagnies privées, est encore en mesure d'avoir un contrôle sur l'économie chinoise. Le système financier chinois est presque totalement public et sous contrôle du Parti. Naughton (2017, p.7) estime que le PCC contrôle 38 pour cent du PIB du pays. Il indique aussi que dans la tranche des « middle income countries » aux pays développés, la Chine est le pays où le gouvernement influence le plus l'économie (p.4). Les actifs qui appartiennent à la Chine lui donnent une place de monopole sur le marché, ce qui lui permet d'en retirer de l'argent et du contrôle (p.8). Les autres actifs se trouvent à des endroits stratégiques dans le système de production chinois tels que la production d'équipement et de biens intermédiaires (p.8). C'est cette production qui prouve ce qu'expliquent Long, Herrera et Andreani (2018) sur le prix des entrées des compagnies publiques qui permet d'attirer les flux de capitaux étrangers. Ces compagnies publiques peuvent fonctionner avec des profits beaucoup plus bas dans le but d'attirer des compagnies étrangères et remplir les objectifs des plans quinquennaux. C'est dans cette optique que ces trois auteurs avancent que la Chine ne peut être conçue comme ayant un système de capitalisme d'État, puisque ses compagnies étatiques ne sont pas là pour faire un profit maximal et remplir le coffre-fort de

l'État et de ses investisseurs. Aux contraires, le maximum de dividendes donnés aux investisseurs est de 10%. Le but de ces compagnies publiques est la mise en œuvre des directives des plans quinquennaux. Le social prime sur l'économie et la nature du système peut être vue comme étant socialiste.

Nature de la propriété en Chine

Dans les sociétés socialistes existantes, la nature de la propriété a toujours été l'une des caractéristiques qui les différenciaient des régimes capitalistes. La propriété dans les régimes socialistes est largement collective ou publique, tandis que la propriété privée n'est jamais dominante. L'objectif de cette section est d'analyser la littérature sur l'évolution de la propriété en Chine. La nature de la propriété dans une société socialiste n'a jamais été totalement collective. Comme le disait Engels dans son ouvrage les Principes du communisme, « [l]a révolution prolétarienne [...] ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle et ne pourra supprimer complètement la propriété privée que quand on aura créé la quantité nécessaire de moyens de production » (Engels 1847).

En Chine, à l'ère maoïste, la propriété a été largement collectivisée par le système des communes. La terre des paysans fut collectivisée, sans toutefois toucher à leurs maisons. À l'air de Deng Xiaoping, les campagnes furent décollectivisées, ce que certains auteurs appellent un retour vers le capitalisme (Xu 2018, p.14). Ceci aurait été fait sous prétexte qu'il y avait un problème de stratification sociale à l'intérieur des communes. La stratification a été la raison principale pour laquelle certains paysans ont accepté ces réformes sans trop de grabuges, bien que beaucoup parmi ces derniers ne voulaient pas forcément se débarrasser de ce système. C'est le cas notamment de familles travaillant dans des communes industrialisées qui ne disposaient que de très peu d'hommes et qui pouvaient difficilement avoir la même force productive sur la terre (Xu 2018, p.14).

Bien que la terre ne soit dorénavant plus une propriété collective, elle est néanmoins une propriété publique. Le gouvernement chinois octroie un bail de 50 à 70 ans à chaque famille paysanne. La terre n'est pas une propriété privée, elle est la propriété collective de la société. Cela empêche les paysans de pouvoir vendre leurs terres à d'autres. Ils peuvent cependant la louer pour un certain nombre d'années. C'est en utilisant cette méthode que des familles des milieux ruraux quittent la campagne pour aller en ville. Le fait que la terre soit publique garantit aux paysans le droit d'accès. C'est pour cette raison, selon Amin (2013), qu'il ne s'est pas développé en Chine des immenses bidonvilles à l'image de l'Amérique latine et de l'Afrique où la paysannerie est nettement pire qu'en Chine. Une grande partie des entreprises privées, aujourd'hui, en Chine, sont des entreprises de village (TVE), héritées de l'ère maoïste (Fan, Morck, et Yeung 2011, p.7). Ces compagnies ne sont pas inscrites sur les listes des compagnies publiques en Chine. Ce sont

des compagnies privées qui ne le sont pas véritablement. Elles permettent plutôt aux familles paysannes d'accroître leurs revenus. Certaines entreprises de village ont donné leurs droits de propriété à des acteurs privés, mais la plupart d'entre eux, surtout depuis les années 2000, sont restés très proches des gouvernements locaux (Naughton 2007, p.280-281). Le mode de propriété de plusieurs entreprises privées est alors de nature collective encore aujourd'hui.

Cependant, tout n'est pas beau pour les paysans. Le gouvernement, par la décollectivisation, a enlevé une grande force politique aux paysans qui avaient par l'entremise des unités collectives un réel poids politique. Il est beaucoup plus facile pour des fonctionnaires corrompus de gagner de l'argent en vendant illégalement la terre de familles paysannes qu'en vendant les terres d'une commune où les paysans ont une force politique considérable. Selon une étude, « [I]and sales currently account for around 30 percent of total local government revenues, and in some cities make up more than half the revenue. Land is being sold without the support and at the expense of the villagers who have use rights to plots that are collectively owned; while the proceeds of such land sales are lining the pockets of local officials » (Foster et Mcchesney 2012). En conséquence, les paysans perdent de plus en plus leurs terres à cause de la vente clandestine de leurs propriétés par les forces gouvernementales locales. Bien que la propriété soit publique, cela n'empêche pas les cadres corrompus de partir les mains pleines en exploitant les propriétés communes des paysans.

La nature de la société de classe chinoise

Dans la tradition marxiste, une classe est un regroupement d'individus possédant une conscience commune, interagissant entre eux. La classe n'est pas uniquement un regroupement d'individus, car elle a plutôt une existence indépendante (Giddens et Held 1982, p.20). Bien que les personnes composant une classe n'agissent pas toujours de façon à faire avancer les intérêts de leurs classes (Engels, par exemple, était un bourgeois), les intérêts du groupe triompheront toujours sur les intérêts individuels (Gao 2018). Il est possible de repérer quelques classes à l'ère du capitalisme. Il y aurait les classes qui n'ont pas besoin de travailler, la bourgeoisie et les propriétaires. Les autres classes sont celles qui n'ont d'autres choix que de travailler pour leur survie, le prolétariat, la classe moyenne et la paysannerie. Il est à noter ici que la classe paysanne n'était pas considérée comme une classe par Marx, mais que dans certains cas elle peut l'être lorsqu'elle se développe une conscience et une culture distincte (Bottomore 1992, p.58). La classe est définie par ses relations aux moyens de production. Le prolétariat est la classe d'individus ne possédant aucun moyen de production, comparativement à une certaine portion de la classe moyenne et de la paysannerie, et qui doit donner une partie de son surplus aux propriétaires des moyens de production qui sont la bourgeoisie et la classe propriétaire. Il y a donc un transfert de surplus des classes qui travaillent vers les classes qui ne travaillent pas. C'est ce transfert de surplus qui caractérise les sociétés de classe et la situation de pouvoir

inégal dans la société. C'est donc la classe qui contrôle cette redistribution qui est la classe dominante et dirigeante d'une société. Dans la société capitaliste, la classe dirigeante et dominante est la classe bourgeoise. Ce concept est très important pour comprendre la composition de la société chinoise en matière de classe, ceci est l'objectif de cette section.

La Chine n'est pas une société sans classe et ne l'a jamais été. À l'époque maoïste, les divisions de classes n'étaient pas très prononcées parce que la propriété privée n'était pas très répandue après la collectivisation des terres, bien qu'elle ait été encore existante. La société était divisée en statuts plutôt qu'en classes (Bian 2002, p.92). Bien que cette société soit l'une des plus égalitaires au monde, les fonctionnaires, bureaucrates et cadres du Parti avaient plus de privilèges et de luxe. Il fut alors établi 26 rangs de salaires allant de 30 à 560 yuans (Meisner 1979, p.119). L'une des conséquences sociales des réformes économiques fut le retour de la société de classe en Chine avec le retour de la propriété privée. Dans les années 1980, le capital privé a réapparu et a rapidement grandi. Le nombre d'investisseurs privés reconnus par l'État a alors rapidement augmenté de 300 000 en 1992; à 3,95 millions en 2000; à 17,9 millions en 2010 et à 29,6 millions en 2014. Ceux-ci constituent la classe capitaliste reconnue par l'État. En 2006, 3200 personnes possédaient des propriétés privées valant plus de 15 millions de dollars américains. Dans 90% des cas, il s'agissait d'un membre de la famille de fonctionnaire d'État et membre senior du Parti (Li 2017, p.71).

Est-ce que cette nouvelle bourgeoisie a pris le contrôle du Parti communiste chinois? Selon Gao (2018), le gouvernement est rempli de « compradors » qui veulent vendre la Chine et ses travailleurs aux capitalistes transnationaux dans le but de s'enrichir, mais il semble avoir des doutes sur l'exécutif. Selon cet auteur, l'exécutif, soit l'administration de Xi Jinping et Li Keqiang, semble vouloir retourner le Parti et le gouvernement vers son objectif principal, l'élaboration d'une société communiste par la voie du socialisme. L'exécutif ne serait pas bourgeois. Losurdo (2017, p.29) affirme aussi que l'exécutif chinois n'est pas contrôlé par les nouvelles forces bourgeoises chinoises. Il compare la Chine actuelle à l'URSS durant le NEP où certaines personnes pouvaient devenir riches, mais ne contrôlaient pas le gouvernement. Le gouvernement aurait fait l'expropriation complète du pouvoir politique de la bourgeoisie sans lui exproprier son pouvoir économique. La bourgeoisie a donc un pouvoir économique, mais n'a pas de pouvoir politique comme il est possible de l'observer dans les régimes bourgeois où ces deux pouvoirs vont main dans la main ou sont bien souvent confondus. Du même point de vue, Samir Amin (2005) ne pense pas que la bourgeoisie tienne les reines du pouvoir en Chine. L'arme que la bourgeoisie utilise dans le nouveau système est la corruption qui est certes très répandue en Chine. Néanmoins, grâce aux campagnes anticorruptions entreprises par la présente administration, il y a une possibilité que l'exécutif veuille neutraliser le pouvoir grandissant de la bourgeoisie en évitant que leurs richesses ne deviennent un outil pour acquérir du pouvoir politique.

Lacunes et limites

L'une des lacunes de la littérature marxiste sur l'économie politique de la Chine se trouve dans le manque d'analyse des politiques intérieures chinoises depuis les quelques dernières années. Les politiques intérieures ont été largement documentées durant la période maoïste et la période dengiste. Dans les années 90, le pouvoir de l'État a été considérablement restreint à la suite d'une grande vague de privatisation de l'économie (Naughton 2017, p.4-5). À cause de l'instabilité de la société chinoise du fait de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, des politiques de lutte contre les injustices sociales et pour l'expansion des services sociaux ont été instaurées depuis les vagues de privatisation. Depuis l'administration de Xi Jinping et Li Keqiang, des politiques rappelant l'ère maoïste ont été mises en place telles que la mise en place de la ligne de masse et la lutte anticorruption (Gao 2018, p.156). Même si le changement de direction qui s'est effectué lors de la rentrée au pouvoir de la nouvelle administration a été documenté (Brown 2016), la perspective marxiste n'a que très rarement été la théorie mise en pratique pour analyser ce phénomène dans un cadre de continuité avec les politiques des administrations passées. Les réformes économiques sont dans la plupart des cas analysées à la manière d'une rupture avec le passé maoïste et son héritage socialiste. À notre avis, le paradigme de la rupture est la mauvaise voie pour comprendre la Chine actuelle. Comme nous allons le formuler dans notre prochaine partie détaillant notre cadre théorique, nous suggérons que pour bien comprendre un événement dans une perspective marxiste, le matérialisme dialectique, qui se fonde sur l'étude de l'évolution des sociétés par la force de multiples contradictions, est nécessaire. L'effet des contradictions entre une société socialiste d'une part et un système international capitaliste d'autre part, qui se sont progressivement répandues durant les dernières décennies est l'une des perspectives fondamentales à saisir pour bien comprendre les actions du Parti communiste chinois et les réactions de la société chinoise. Bien que la théorie soit importante l'analyse des sociétés communistes, nous trouvons que les études sur la question à propos du mode de production chinois et du rôle des classes dans celui-ci n'utilisent pas à notre avis assez de données quantifiables et empiriques et ne sont que très rarement étudiées de manière holistique. Notre étude fera donc usage de multiples sources de données dans le but de pouvoir former une conclusion sur le mode de production chinoise qui se veut scientifique et rigoureuse tout en voulant s'éloigner des formes d'orientalismes anciennes ou modernes qui empreinte à notre avis plusieurs études sur le socialisme chinois.

Il est à noter que notre étude se concentre sur le cas de la Chine et non sur la NEP, qui ne nous sert qu'à établir des jalons comparatifs avec la Chine. Nous n'avons pas de prétention de traiter le cas soviétique avec exhaustivité. Pour cette raison, l'étude de la NEP sera élaborée à l'aide de quelques ouvrages reconnus.

Chapitre 2 : cadre théorique

Le cadre théorique que nous allons utiliser dans notre analyse est le marxisme. Nous avons choisi le marxisme, car nous croyons que c'est la théorie la plus apte à analyser la nature de l'économie politique d'un pays. Le marxisme est né des écrits de Karl Marx et de son collaborateur Friedrich Engels. Ce qui différencie les théories du marxisme des autres est, dans un premier temps, le fait qu'elle soit pluridisciplinaire, allant des études économiques aux études politiques et des historiques aux sociales. Dans un deuxième temps, la théorie prône le changement dans le monde. Comme il l'a écrit dans les Thèses sur Feuerbach, « Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le *transformer* » (Marx 1888). N'importe quel bon théoricien marxiste inclut non seulement la réflexion, mais aussi l'action sociale et politique. C'est pour cette raison que le marxisme a été la théorie sociale qui a influencé le plus les groupes révolutionnaires à travers les années : de la Commune de Paris aux diverses révolutions anticoloniales qui ont radicalement changé des sociétés de manière positive. C'est avec les nombreux écrits de Marx, notamment sa critique de l'économie politique, le Capital (Marx 1992), ainsi que les nombreux écrits d'Engels tels que Socialisme utopique et socialisme scientifique (Engels 1950), qu'il est possible d'identifier les origines des concepts clés de cette école. La tradition marxiste est vieille de plus d'une centaine d'années maintenant et plusieurs théoriciens ont, au fil des époques, ajouté des concepts maintenant clés à la compréhension du monde actuel. Dans cette section nous allons examiner les concepts clés de notre analyse et préciser sous quels angles nous définissons certains cadres conceptuels afin d'améliorer la clarté de notre analyse.

Le matérialisme historique et la lutte de classe

Selon Marx et Engels, la force motrice de l'histoire est la lutte des classes. Une classe est déterminée par ses relations avec les moyens de production. Dans le mode de production capitaliste, c'est par la propriété privée que les classes se divisent. Toutes les sociétés sorties de la préhistoire sont composées de classes. Ce qui caractérise une classe par rapport à une autre est son niveau de contrôle des moyens de production définissant, du coup, sa position hiérarchique sociale. Chaque classe sert un rôle distinct dans la société. Certaines ne sont là que pour consommer la majorité du surplus social telle que les classes aristocratique et religieuse. D'autres se manifestent pour produire ce surplus, par exemple, les classes paysanne et prolétaire. Dans certains cas, la classe bourgeoise est amenée à produire un certain surplus et à le consommer. Les classes, que ce soit dans la tradition marxiste ou dans les nombreuses autres traditions sociologiques, ne sont pas des entités stables au courant de l'histoire, mais mutent et évoluent au gré des changements sociaux (O'Meara 2010). La classe dominée d'une époque peut devenir dominante à une autre

époque comme ce fut le cas de la bourgeoisie lorsqu'elle a pris le contrôle des sociétés européennes au XIXe siècle. Ce phénomène, moteur des grands événements historiques, s'appelle « la lutte des classes ».

Le matérialisme historique, développé par Marx et Engels, est la théorie qui cherche à trouver une loi universelle sur l'évolution des sociétés. Engels, dans son ouvrage *Socialisme utopique et socialisme scientifique* la décrit comme suit :

[...] je me sers [...] du mot matérialisme historique pour désigner une conception de l'histoire qui recherche la cause première et le grand moteur de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre elles (Engels 1950, p.20).

Ce qui pousse l'évolution des sociétés sont les forces productives et celles-ci à leur tour déterminent le mode de production. Il faut garder à l'esprit cependant que la relation est dialectique et que ces deux agissent et réagissent les uns sur les autres. Il n'est pas ici question d'une relation purement causale. La classe qui aura l'effet le plus révolutionnaire sur ces moyens de production, capable de les développer davantage, sera en effet la classe qui aura l'hégémonie sur la société. Par exemple, la bourgeoisie était la classe révolutionnaire de la fin de l'ère féodale en Europe parce qu'elle était la plus apte à développer les moyens de production. La situation était alors révolutionnaire puisque la contradiction entre l'évolution des forces productives et la structure de la société féodale était devenue antagonique.

Ce type de raisonnement est dialectique. La société est formée par des oppositions. Ces oppositions sont les contradictions qui font évoluer les sociétés (Lefebvre 2012, p.58-73). Les principales contradictions se trouvent dans la relation de la base et de la superstructure de celles-ci. La base est la structure économique de la société. Il y a dans cette structure le niveau de développement des moyens de production et les relations entre classes. Cette base est reliée à la superstructure de la société. Elle est en fait sa conscience. La forme que prend l'État ainsi que les idées générales de la société forment la superstructure. Cette dernière n'est pas indépendante, mais dans une relation dialectique avec la base économique. Dans le mode de production bourgeois (capitaliste), l'idéologie en place est le libéralisme. Dans les pays où les partis communistes ont pris le pouvoir, une partie de la superstructure de la société, l'État, essaie d'influencer directement la base économique du pays.

Le matérialisme historique tente donc d'expliquer les mouvements des sociétés. Il y a des contradictions entre les trois éléments de la formation économique et sociale d'une société : la base économique de la société; le mode de production, qui n'est que le mode d'organisation à un moment donné des forces productives; et sa superstructure. Plus les contradictions se font grandes, plus le potentiel révolutionnaire est là. Plus le changement quantitatif a lieu, plus le changement qualitatif approche. C'est dans cette optique que les marxistes tentent d'expliquer les lois derrière l'évolution des sociétés. Par

exemple, la vieille aristocratie de France ne jouait plus aucun rôle concernant l'évolution de la vie économique et les moyens de production qui étaient de plus en plus de nature capitaliste très évoluée. Les contradictions entre, d'une part, une base économique très développée, et d'autre part un système social dominé par une aristocratie firent germer les idées révolutionnaires de la bourgeoisie.

Matérialisme dialectique

C'est avec cette méthode basée sur l'analyse des contradictions inhérentes entre la base et la superstructure que l'analyse marxiste essaie de comprendre les sociétés. Dans les zones industrialisées du vieux monde, ce sont les contradictions entre les forces productives et la structure de la société, les relations de production, qui empêchent leur épanouissement. Selon Marx et Engels, par cette prise du pouvoir du prolétariat, sans accès aux moyens de production, cette classe pourra croître dans un environnement sans crises économiques, caractéristiques inhérentes au capitalisme, qui détruit périodiquement le surplus de la société.

Le matérialisme dialectique constitue le référent théorique avec lequel nous allons analyser notre question de recherche. Comme son nom l'indique, cette méthode d'analyse se veut matérialiste dans le sens où le monde matériel est indépendant de la conscience des hommes. Cette dernière dépend du monde extérieur. La connaissance humaine est une réflexion du monde objectif externe (Mao 2020, p.221). Elle est dialectique, car elle affirme que toute chose est unie par ses opposés. Tous les objets à l'étude ne sont alors que certains aspects de la même totalité (Ollman 2003, p.27). La technique dialectique structure notre pensée en remplaçant la notion des choses possédant des relations externes et des histoires propres avec la notion du processus et des relations internes formées par l'abstraction (Ollman 2003, p.13). Elle forme une théorie du développement humain, un développement poussé par les contradictions internes aux objets, définies par les mouvements et les relations des unités formant une totalité. Les aspects d'une contradiction sont unis parce qu'elles sont relationnelles, mais elles ne sont pas stables puisqu'elles sont opposées l'une à l'autre. Par exemple, il ne peut exister d'esclaves sans avoir de maîtres, de serfs sans seigneurs et d'employeurs sans employés. S'ensuit alors une lutte entre les aspects d'une contradiction. Plusieurs contradictions peuvent avoir lieu au sein d'un système de relations, mais le mouvement, c'est-à-dire le développement, soit la croissance de celui-ci est poussée par sa contradiction principale tandis que la nature de la chose est déterminée principalement par la position dominante de la contradiction principale (Mao 1971, p.112). Lors du processus de développement d'une chose, lorsqu'un aspect dominé prend la place de l'aspect dominant, la chose ainsi que ces aspects se transforment qualitativement vers une autre chose. Dans le cas du socialisme, le prolétariat, dans sa lutte révolutionnaire, lorsqu'il devient l'aspect dominant de la contradiction entre lui et la bourgeoisie, la chose change qualitativement. L'ancienne société capitaliste en

devient une nouvelle et les anciens aspects de la contradiction, le prolétariat et la bourgeoisie, se transforment qualitativement en d'autres aspects (Mao 1971, p.114). Le développement des sociétés est donc poussé par leurs contradictions internes.

Le matérialisme de la théorie indique que la possibilité d'une situation dépend du monde objectif et non des idées. La structure économique de la société joue donc un rôle en grande partie indépendant du monde des idées, de la conscience, de la superstructure. Même si la superstructure peut avoir un effet transformatif sur la structure de la société le monde économique tend à avoir un caractère déterminant sur les autres sphères de la société. Par exemple, c'est par l'évolution des forces productives d'une société que la conscience humaine pourra théoriser de manière nouvelle et que la superstructure pourra soit rester en arrière tourner sur les vieilles idées et mettre un frein sur l'évolution du mode de production, ou bien suivre l'évolution des forces productives. Par la connaissance des lois poussant le développement de l'histoire humaine, la conscience des individus pourra diriger le processus du développement humain de manière rationnelle en écartant les fétichismes idéologiques et le pouvoir contraignant de la nature. Cette théorie du développement humain est celle que nous allons utiliser dans notre analyse. Elle est au centre du système théorique marxiste.

Le capital

Bien que le capital et les capitalistes aient existé à travers les âges sous la forme de marchands et leurs marchandises, le système économique devient de nature capitaliste lorsque la loi de la valeur conditionne le prix des marchandises et que les moyens de production apparaissent sous la forme de capital. Le changement quantitatif a pris une telle envergure qu'un changement qualitatif est survenu et le mode de production a changé de nature. Le marché est l'institution maîtresse de la société. Uniquement l'argent qui est avancé à des fins d'accumulation est considéré comme du capital. La raison d'être de ce système est la recherche de profit. Lorsque le surplus de la société est créé à l'aide du capital, la société peut être vue comme étant de nature capitaliste. Le capital doit alors être compris en tant que relation sociale, et même comme une totalité. Les débats à savoir si les Républiques socialistes soviétiques étaient en fait de nature de capitaliste étatique, débats qui prennent en compte aussi la Chine en ce moment, considèrent la recherche du profit et la loi de la valeur, c'est-à-dire si le prix d'échange de la marchandise est proportionnel à la quantité de travail socialement nécessaire à sa production.

Méthodologie

Cette recherche est ambitieuse puisqu'elle compare deux pays de cultures, d'histoires et de contextes différents. Pour la mener à bien, nous allons centrer notre travail sur les structures économiques et sociales des deux États en prenant soin de comparer des variables qui sont aptes à évoquer la nature des systèmes de production. Selon les situations, les contradictions peuvent changer de forme. Le problème méthodologique est cependant encore présent puisque les variables dialectiques, dans un cadre d'analyse marxiste, « are not conceptualized as constants across their range of application and their causal relations are not strictly one-way » (Paolucci 2007, p.148). Notre dialectique ne se veut pas déterministe. La base économique n'est pas l'unique force motrice de l'histoire, bien qu'elle encadre les possibilités tend à déterminer les autres aspects de la société. Au contraire, la conscience sociale peut en temps révolutionnaire avoir des effets transformateurs sur la structure de la société (Mao 1971, p.116). C'est sur cette logique que notre analyse repose. Les variables que nous allons étudier doivent alors être comprises à l'intérieur d'une logique dialectique. Nous employons l'abstraction pour créer des unités provenant de la même totalité et qui ne peuvent alors qu'être comprises en relation avec la totalité. Dès lors, notre variable déterminante/independante sera le groupe révolutionnaire dirigeant, représentant d'un mouvement de lutte des classes. C'est celui-ci qui, dans un contexte révolutionnaire, exerce une force sur le développement de leurs nations dans le but d'établir le socialisme. Les variables déterminées/dépendantes dans notre cas seraient les éléments de la structure économique des deux pays, c'est-à-dire les différents secteurs de l'économie ainsi que les relations entre classes. Bien que ces éléments aient une fonction motrice sur les actions des partis révolutionnaires dans quelques instances, nous considérons que la tâche de ces groupes était la prise en charge de la destinée de l'humanité par ceux-ci et par la collectivité au détriment des forces du capital et de l'ancienne superstructure. Dans ce cas, ces partis ont joué le rôle de la variable déterminante, bien qu'elle ne soit pas nécessairement l'aspect dominant de la contradiction principale au niveau global et au niveau national dans certains cas.

Nous allons organiser notre comparaison des structures de l'économie des deux nations en les divisant en différentes composantes qui sont centrales à l'établissement d'une vision d'ensemble d'un système productif. Les éléments analysés seront les structures économiques dans les principales branches du mode de production tels que les secteurs agricole et industriel. Pour le secteur agricole, les éléments seront les structures d'accumulation économique, la division du travail et les changements démographiques dans les milieux ruraux. Ces deux premières variables sont d'une importance majeure pour comprendre la structure économique chinoise. La démographie est importante puisque les projets socialistes dans ces deux pays ont été des projets de modernisation sociale et de transformation de la paysannerie, une classe qui avait un poids lourd dans les deux pays. Dans le secteur industriel, nous avons identifié deux facteurs nécessaires

à l'analyse du mode de production : la part de l'industrie lourde et de l'industrie légère, ainsi que la part de l'économie publique et privée. Ces deux concepts économiques ont été au cœur des stratégies de modernisation socialiste au 20^e siècle et sont de bons indicateurs dans le cas des pays en voie de développement pour juger premièrement du caractère socialiste d'une économie, en partie par la puissance et la dominance du secteur public, et pour juger de l'industrialisation d'un pays, chose que les marxistes voient comme un des piliers du communisme. Les deux prochaines composantes qui seront à l'étude sont la logique du commerce, c'est-à-dire de l'échange de biens, et du contrôle et la planification. Comme pour la plupart des économies, le commerce sert de voie pour atteindre les buts économiques d'un certain régime d'accumulation. Le commerce peut être alors vu comme synonyme de marché dans le cadre d'une économie capitaliste, tandis qu'il est tout autre dans le cadre d'une économie socialiste. Par l'analyse de celui-ci, nous pouvons alors comprendre les structures d'une économie. Quant à eux, la planification et le contrôle économiques sont deux aspects qui sont parfois en conflit total avec la logique du commerce de libre marché et l'économie capitaliste. Analyser les forces de la planification, qui est au cœur du modèle soviétique et du communisme en général, nous permettra donc de comprendre comment se produit l'allocation des ressources dans les structures économiques chinoise et soviétique.

En dernier lieu, nous ferons une analyse de classe dans les deux sociétés. L'analyse se fera dans l'optique de leurs relations mutuelles et de leurs relations avec le Parti communiste. Ce sont des variables qui nous paraissent très importantes pour analyser le statut du projet de construction socialiste d'un pays révolutionnaire, car la théorie marxiste avance que le rôle des classes est primordial pour comprendre et transformer une société. La visée est l'élimination des classes libération de tous les membres opprimés de la société jumelés avec une socialisation des moyens de production. Pour pouvoir juger du progrès et de la nature d'un projet socialiste, l'analyse du rôle des classes dans un système productif est nécessaire. La relation du parti révolutionnaire avec les multiples classes peut nous donner alors des pistes sur les intérêts que celui-ci entretient ainsi que clarifier son allégeance de classe.

Par l'analyse de ces multiples variables dans le domaine de l'économie et par les relations de classes, notre comparaison prendra en compte les aspects critiques de l'économie politique et pourra nous faire comprendre l'idéologie du Parti communiste chinois ainsi que sa stratégie de développement depuis l'époque des réformes par la comparaison avec ce que nous croyons être un pays ayant mobilisé une stratégie semblable. Par la comparaison de ces deux cas, nous allons tester notre hypothèse sur la nature de l'économie chinoise. À la fin de cet exercice, nous pourrons alors juger, par leurs similitudes et différences, si le modèle de la Chine des réformes économiques correspond à celui de la NEP. Nous allons donc pouvoir déterminer les principaux aspects de la transition socialiste dans les deux pays. Nous tenons à ajouter que le choix des variables de notre étude ainsi que le choix de leur attribuer les rôles de déterminantes/déterminés doit être

compris dans le contexte du niveau du cadre théorique marxiste que nous avons décidé d'employer dans le cadre de notre recherche. Dans d'autres circonstances sociales, ou bien dans le cadre l'étude d'un autre phénomène, le choix aurait pu être fait d'attribuer la caractéristique déterminante/déterminée à d'autres variables que celles à l'étude dans cette analyse afin de mettre en exergue d'autres sources d'influences, puisqu'en réalité chacun des mouvements d'une totalité sont en mesure de causer des changements sur les autres.

Dans les prochains chapitres nous ferons l'analyse des variables économiques et sociales du mode de production de l'URSS durant la NEP. Puis, nous reprendrons le même exercice pour la Chine durant la période des réformes.

Chapitre 3 : L'URSS et la NEP

Mise en contexte et la période du communisme de guerre

L'Union des républiques socialistes soviétiques, l'URSS, naquit en 1922, une conséquence directe de la révolution de Bolchévik de 1917.

Le moment décisif des mouvements socialistes du 20^e siècle a été la Première Guerre mondiale. C'est dans les entrailles de ce carnage humain qu'une lueur d'espoir est apparue : la première révolution victorieuse de l'histoire de l'humanité ayant comme protagoniste les classes les plus exploitées de la société. Il n'était pas question ici d'une révolution bourgeoise, bien que les mencheviks l'aient menée à bien quelques mois auparavant en créant la République russe. Il était non pas ici question, selon le raisonnement de Lénine, d'une révolution prolétaire, mais d'une révolution à la fois prolétaire et paysanne. Cette alliance entre classes, qui paraissait aux yeux de certains marxistes à l'époque comme étant non souhaitable ou même impossible, a été le caractère déterminant pour la victoire de la révolution non seulement contre cet empire, mais aussi au sein d'innombrables pays vivant sous le joug de l'impérialisme de l'époque telle la Chine.

La raison pour laquelle la révolution soviétique a marqué l'histoire et offert tant d'espoirs, mais aussi tant d'anxiétés aux sociétés du monde est qu'elle fut la première à avoir capturé le pouvoir d'État pendant une longue période. Elle a pu passer d'une phase de rébellions à une phase de reconstruction économique. Ce sont les deux phases clés d'une révolution. La Commune de Paris n'a pu résister à la réaction sanglante des États français et allemand et la phase de rébellion n'a jamais pu établir un nouvel ordre stable. La révolution haïtienne, quant à elle, a mené à bien sa phase de rébellion et a réussi à prendre le contrôle du pouvoir d'État pendant un temps, mais la période de reconstruction économique s'est vu obstruer par les États coloniaux à tous moments. Cette phase de reconstruction nationale et économique est d'une importance et d'une difficulté considérable (Losurdo 2016, p.286-292). Grâce à cette construction économique et nationale, l'URSS est devenue une nation fière, puissante, industrielle et créatrice d'une

modernité non capitaliste. Dans son livre *Red Star Over the Third World* (2019), Prashad mentionne qu'elle a servi d'exemple et de modèle aux nations du tiers-monde, y compris la Chine, pour l'obtention d'une forme de gouvernance politique et économique qui reflétait les aspirations des classes exploitées.

La période du communisme de guerre a commencé huit mois après la révolution d'octobre jusqu'au milieu de l'année 1921. L'empire russe était alors plongé dans une guerre civile entre les rouges qui représentaient les forces progressistes de la Russie et qui unissaient les bolcheviks, les travailleurs, les paysans, certains membres des ailes radicales des mencheviks et du Parti socialiste révolutionnaire de gauche, et les blancs qui unissaient les forces réactionnaires de l'empire telles que les seigneurs, les propriétaires terriens, la bourgeoisie et une coalition de pays impérialistes. C'est dans cette période extrême que la première tentative de création d'une économie moderne socialiste et sans argent a été mise en place.

La centralisation des pouvoirs et la rationalisation des produits de l'économie ont été les directions décisives de cette époque. Nove dit que le saut vers le communisme a été poussé par l'impossibilité pour l'État d'obtenir de céréales aux prix officiels (1992, p.52-54). L'armée rouge et les villes avaient besoin d'un approvisionnement constant en nourriture. D'une part, l'armée en avait besoin pour effectuer leur mission, combattre les forces réactionnaires et impérialistes. D'autre part, les villes en avaient besoin dans le simple but de survivre. Il fallait donc à tout prix avoir accès aux céréales des paysans. Les quelques paysans riches, les koulaks, qui avaient la capacité de faire des provisions de céréales se refusèrent catégoriquement à donner leurs ressources à l'État aux prix officiels. Ils savaient bien que leurs céréales allaient grimper en valeur au fur et à mesure que la situation se détériorerait. Là est la logique du marché et de l'entrepreneur. L'autre point pour comprendre le refus de la part des koulaks de vendre leurs surplus à l'État se trouvait dans la valeur de l'argent. La problématique était que cette monnaie ne possédait presque aucune valeur à cause d'une inflation épouvantable. Les paysans pauvres et moyens n'étaient déjà guère en mesure de se nourrir eux-mêmes bien que la réforme agraire ait redistribué les terres pour une plus grande égalité paysanne. L'État devait donc faire pression sur les koulaks pour assurer la survie de la révolution.

Si la vente de céréales par l'État ne pouvait avoir lieu, la réquisition des surplus de céréales allait devoir se faire de façon forcée. Un décret du Parti bolchevik tenta d'instaurer une réponse à cette impasse par les Comités des pauvres (*kombedy*) dans les villages pour créer une plus grande alliance politique entre les paysans pauvres, les paysans moyens et l'État contre le koulak. Ces comités avaient pour but de continuer la lutte des classes dans les villages. Les paysans aisés, bien qu'une pièce centrale de la victoire de la révolution contre le régime féodal, n'étaient pas tous très ravis des plans marxistes d'une économie socialiste. Il fallait donc un moyen de s'allier aux tranches pauvres de cette paysannerie pour assurer la victoire de la révolution. Cette victoire allait se faire par la réquisition des matériaux nécessaires à la défense du pays et à l'approvisionnement des villes. La réquisition du surplus des céréales et d'autres biens matériels des

koulaks (*prodrazverstka*), lorsqu'ils étaient suspectés de ne pas donner leurs surplus, se faisait à l'aide des bandes de travailleurs des villes (*Cheka*) et des paysans pauvres des comités des villages. « Thus the process of grain confiscation went hand in hand with the effort to fan class warfare in the villages. A bitter struggle was waged between the government and the peasants and among the peasants themselves », nous indique Nove (1992, p.53). Le marché des biens agricoles a été éliminé officiellement dans les campagnes durant la période du communisme de guerre.

En ce qui a trait à la situation des villes, le communisme de guerre a aussi changé leurs fonctionnements. L'industrie a été presque totalement nationalisée. Les capitalistes et les banquiers ont tous été expropriés de leurs avoirs et les travailleurs se sont fait donner pendant un temps le contrôle sur les industries par l'entremise des Conseils des travailleurs. Les décrets des travailleurs étaient d'une grande importance dans le fonctionnement de la nouvelle industrie d'État et la direction de ces compagnies devait respecter les souhaits des travailleurs. Le fait que ces derniers ne pouvaient réellement se coordonner de façon spontanée a contribué au chaos qui s'étendit de manière considérable dans toutes les sphères de la société russe de cette époque (Nove 1992, p.43). La situation s'est considérablement améliorée avec la coordination économique en mars 1918 lorsque Lénine a commencé à mettre l'accent sur la discipline et le contrôle sous les menaces de la désintégration des forces révolutionnaires. Dans les faits, ce décret visait explicitement les travailleurs des chemins de fer qui n'étaient pas sous le contrôle du Parti. Les chemins de fer étaient un point très important pour l'économie dans son ensemble, mais encore plus critique dans la guerre civile contre l'armée blanche et les forces impérialistes. Les Comités des travailleurs ont alors été fusionnés avec les syndicats qui étaient déjà à l'époque sous le contrôle du Parti tandis que les chemins de fer se sont fait extirper du contrôle direct des travailleurs pour être repris par l'État. Le contrôle direct avait, selon Lénine, rempli sa fonction de disruption de l'ancien régime, mais il était temps de retourner à l'ordre et la discipline lorsque le pouvoir avait été conquis (Nove 1992, p. 50). Le pouvoir central du nouvel État et du Parti a acquis, dans cette situation de crise de vie ou de mort pour la révolution, une place progressivement importante dans les organisations indépendantes de travailleurs.

Bien que la nationalisation de l'industrie ait son origine avant la période du communisme de guerre, c'est durant cette dernière qu'elle a été poussée à des extrêmes. Les grandes industries, les cartels, comme ils étaient communément appelés, ont été nationalisés avec le reste de l'industrie lourde et légère de l'époque. Même si les leaders bolcheviks n'étaient pas en faveur de la nationalisation de la propriété bourgeoise, car le Parti n'aurait pas eu la capacité de les diriger dans ce moment de chaos. Il ne voulait pas créer trop de mécontentement au sein de la population dans ces années cruciales. Ainsi, la majorité de la petite propriété s'est fait nationaliser contre les directives du Parti. Nove nous indique ici que la grande vague de nationalisation n'était pas survenue sous les ordres du gouvernement central qui aurait espéré garder à ce

moment une économie mixte pour encore quelque temps. Elle était venue plutôt des branches locales du Parti et d'autres institutions gouvernementales (Nove 1992, p.46-47). Les petites entreprises, y compris les moulins dans les villages, et les grandes entreprises furent nationalisées et mises sous le contrôle d'un État qui se trouvait incapable de les prendre toutes en charge et qui n'avait toujours pas repris le contrôle complet de son territoire.

C'est aussi durant la période du communisme de guerre que le rôle de l'argent a vastement changé, pour ne pas dire simplement cessé d'avoir une fonction. C'était premièrement dans le secteur public de l'industrie que l'argent était devenu superflu. Les transactions entre les secteurs de l'industrie et les compagnies ne se faisaient plus par le transfert d'argent, mais plutôt par le transfert de capitaux. Le tout était noté dans des cahiers de transactions et alors compris dans leur budget octroyé par l'État. Les services publics étaient devenus, eux aussi, gratuits. Les travailleurs se faisaient payer en rations et non pas en argent. L'abolition de l'argent était-elle uniquement une réponse à l'aggravation de la crise causée par la guerre civile à l'époque? Selon Nove, le processus avait atteint son apogée à la fin de 1920 lorsque les blancs avaient alors déjà été vaincus. Il nous dit alors que ce processus « was undoubtedly deeply influenced by the ideology which was so widespread among the party during the period of war communism » (Nove 1992, p.58). La mesure employée ici par les bolcheviks était alors en partie influencée par une ferveur idéologique. Ils pensaient pouvoir atteindre le stade de la société communisme en quelques années seulement. Ils poussèrent ainsi dans la direction d'une société où la valeur marchande et le rôle de l'argent ne restaient en vie que dans la mémoire collective du peuple.

La planification centrale, caractéristique du modèle soviétique, n'avait toujours pas fait son entrée sur la scène, bien que ce soit dans cette période qu'elle en tire son origine. La planification était un concept important pour les marxistes révolutionnaires. La planification de l'économie de l'État devait, pendant un moment, en finir avec l'anarchie du marché capitaliste. Peu après le début de la révolution, le VSNKH (*Vesenkha*) a été établi en ayant pour but l'organisation de l'économie nationale et des finances. Son objectif était alors de guider et de coordonner l'économie sans pour autant avoir un contrôle complet sur celle-ci. Plusieurs autres plans économiques coexistaient à cette époque. Par exemple, le GOELRO, le plan d'électrification du pays, coexistait avec les autres organes de planification. « Central organs, in and out of VSNKH, while enforcing stern centralization, were often at odds with one another. No unified plan existed » (Nove 1992, p.65). Ce qui a poussé le VSNKH durant cette période à étendre son contrôle sur certaines parties de l'industrie était la volonté du gouvernement de garder l'Armée rouge bien alimentée et fournie en équipements. « Vesenkha was scarcely less concerned to extend its control over consumer goods industries than over industries directly supplying the Red Army [...] » (Carr 1950, p.229). La période du communisme

de guerre n'avait donc pas une planification centrale, mais plusieurs planifications qui nécessitaient un organe de coordination et un outil pour l'organisation et le ravitaillement de l'Armée rouge.

Qu'était-ce alors le communisme de guerre? Nous allons ici conclure en établissant une liste des caractéristiques principales du système économique instauré dans l'Union soviétique à cette période de l'histoire.

Le communisme de guerre a été établi huit mois après la révolution d'octobre en Russie dans une période où la guerre civile et les invasions impérialistes faisaient pression sur la nouvelle révolution. Elle est apparue dans une période où l'économie de la Russie avait déjà été ruinée par la Première Guerre mondiale et où le chaos dans les villes et les campagnes n'avait en aucun cas aidé l'économie du pays à retrouver une semblance de normalité. Derrière la première révolution socialiste à avoir conquis le pouvoir d'État pour une durée qui dépassait les quelques semaines, les révolutionnaires remplis d'espoir de voir la transformation d'une société corrompue embarquèrent dans une lutte de trois années en n'ayant pas un, mais deux ennemis; les forces réactionnaires de l'ancien régime allié des grands empires coloniaux, ainsi que les vieilles structures d'une économie en transition du féodalisme vers le capitalisme. C'était une lutte militaire et économique contre un système productif et ses partisans nationaux et internationaux. Construire un monde nouveau était déjà une tâche d'une grande complexité lorsque les bases sociales et économiques du pays n'étaient que très peu développées. La révolution dut entreprendre cette tâche difficile dans une situation de crise nationale et internationale. Selon Carr,

It [war communism] was the product of a special emergency, and lacked a sufficiently solid social and economic basis to ensure its full survival (even though some of its legacies were likely to remain) when the emergency was over (1950, p.271).

Un manque de développement des bases sociales et économiques a forcé la main des bolcheviks et les a propulsés dans une direction qui était, oui de nature socialiste, mais d'une rapidité extrême dans un système économique et social qui ne pouvait pas encore résister de manière autonome et indépendante. Le résultat fut que la révolution avait réussi à survivre dans un environnement international très peu enclin à voir un nouveau système social prospérer. Pour Nove, il s'agissait à la fois d'une réponse à la guerre et d'une tentative vers l'établissement d'une économie purement socialiste (1992, p.73).

L'économie de cette période de crise et de guerre était caractérisée en grande partie par la négation du marché et du secteur privé de l'économie. En voici les cinq grandes caractéristiques :

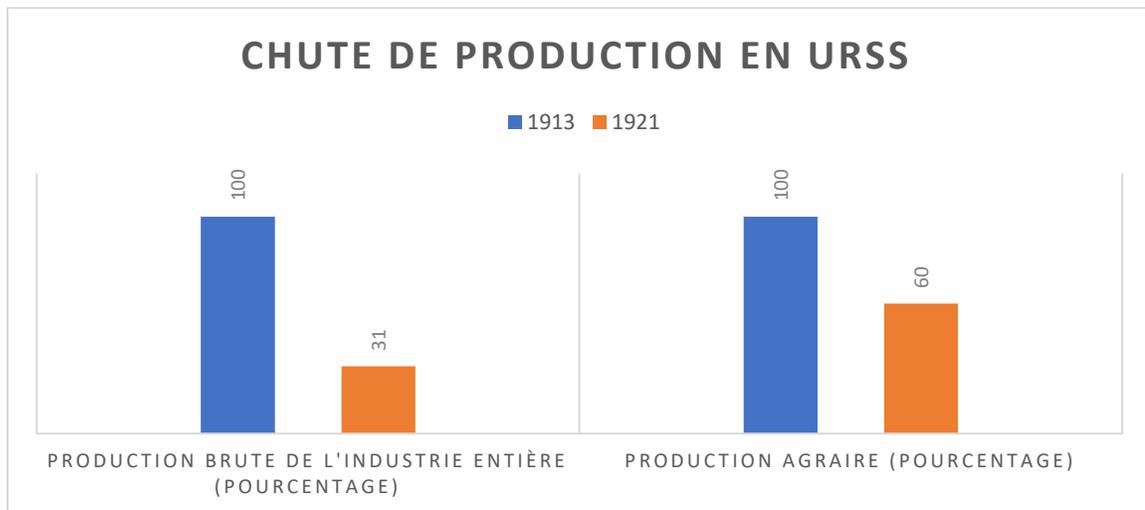
1. Une centralisation des pouvoirs économiques de l'industrie par la nationalisation de larges portions des industries;
2. Une négation du commerce agricole et industriel par l'allocation des ressources produites en fonction des choix du gouvernement;
3. Une grande place à la planification des industries et des projets de développement.

4. L'élimination de la forme valeur-échange. La production se faisait par rapport à la valeur d'usage et non pour la valeur d'échange à destination du marché.; et,
5. La production agricole destinée à la réquisition de l'État et non à la vente sur le marché.

Résultats et fin du communisme de guerre

L'empire russe a été plongé dans sept années de guerre : la période de la Première Guerre mondiale et celle de la guerre civile russe. Cette période de troubles et de crises a eu un effet très néfaste sur la structure économique russe où la totalité de l'économie fut réduite considérablement en matière de production. La production a chuté dans le pays entier.

Tableau 1 : Chute de production en URSS



Source : Nove, Alec. 1992. *An Economic History of the USSR, 1917–1991*. Penguin Books.

La production du niveau total a baissé de 70 pour cent durant cette période. L'une des raisons pour lesquelles cette chute a été aussi gigantesque vient du fait que la plupart des zones industrialisées du pays ont été perdues lors du traité de paix Brest-Litovsk. L'une des bases industrielles importantes du pays se situait en Pologne, qui avait gagné son indépendance. Le commerce international du pays a aussi subi des pertes importantes causées par un embargo des forces impérialistes présidé par l'Empire britannique qui effectuait un blocus naval de Leningrad dans le golfe de la Finlande. Les conséquences pour le pays révolutionnaire ont été d'une terrible amplitude. La baisse de production agricole, qui ne produisait pas assez de céréales pour nourrir les villes, jumelée à la pénurie d'emploi pour la quantité de travailleurs dû à la chute des exportations et au chaos régnant dans l'économie, a fait en sorte de faire baisser la quantité du prolétariat de moitié (Nove 1992, p.60). C'est face à ce désastre économique dans lequel la Russie est tombée du début de la période d'hostilité jusqu'à la guerre civile que les dirigeants bolcheviks ont dû

changer le cours du développement économique dans le pays. Il fallait, pour le meilleur ou pour le pire, retrouver un semblant de normalité dans un pays qui n'avait goûté qu'à la guerre depuis quelques années.

La fin du Communisme de guerre

En 1921, le pays qui deviendra l'Union des républiques socialistes soviétique un an plus tard est passé du communisme de guerre à la Nouvelle politique économique (NEP). La NEP était en fait la réintroduction progressive du marché dans plusieurs secteurs de l'économie soviétique. Elle est apparue dans le secteur de l'agriculture pour ensuite gagner les autres secteurs de l'économie. Ce n'était pas une politique qui s'est établie d'un seul coup, elle fut plutôt une série de politiques ayant pour visée de régler les problèmes les plus criants ayant surgi durant le communisme de guerre. Nous allons dans la prochaine section faire l'analyse des structures économiques et sociales de l'URSS caractéristique de la NEP.

Pourquoi la NEP?

Pourquoi a-t-on choisi le marché pour régler les problèmes de l'économie soviétique de l'époque? Était-ce simplement l'abandon d'un système économique jugé utopique et donc impossible à réaliser de la part de révolutionnaires ayant perdu leur foi dans la pensée marxiste ou bien était-ce une réponse pragmatique aux enjeux économiques et politiques du pays à ce moment bien précis de l'histoire? Les avis sont partagés sur ce point. Losurdo indique que plusieurs dans le mouvement communiste à l'international étaient de l'opinion que la NEP était une trahison du communisme et en Union soviétique même « [t]he tolerance shown the nouveau riche, despite enduring proletarian poverty, prompted a widespread, intense feeling of 'betrayal' [...] » (Losurdo 2016 p.215-16). La révolution aurait donc été trahie par la NEP de Lénine se mettant à dos plusieurs anciens bolcheviks et l'opposition des travailleurs qui sentaient que la voie à suivre aurait été celle de la continuation du communisme de guerre sous des formes différentes. Pour Lénine, la NEP n'était pas une trahison de la révolution, loin de là, mais une tentative pour la sauvegarde de la révolution en Russie. Même Trotski, ardent opposant de la NEP, nous dit que les formes économiques choisies par le Parti au cours du communisme de guerre avaient pour but de défier l'ennemi intérieur jusqu'à ce que le prolétaire des pays d'Europe vienne à l'appui de la révolution. C'était avec cette aide de la part des pays industrialisés que la Russie aurait eu la chance de se développer économiquement.

The theoretical mistake of the ruling party remains inexplicable, however, only if you leave out of account the fact that all calculations at that time were based on the hope of an early victory of the revolution in the West. It was considered self-evident that the victorious German proletariat would supply Soviet Russia, on credit against future food and raw materials, not only with machines and articles of manufacture, but also with tens of thousands of highly skilled workers, engineers and organizers (Trotsky 1936).

Le communisme de guerre n'était donc pas conçu comme un modèle de développement de longue durée, mais comme une réponse à une crise avec l'espoir qu'une force supérieure vienne à l'aide des bolcheviks.

Il fallait pour Lénine créer des concessions à deux groupes en particulier, les paysans et les spécialistes bourgeois (Losurdo 2016, p.216). Lorsque la guerre civile fut achevée et que les paysans n'ont plus craint le retour de leur oppresseur, le seigneur, cette paysannerie n'avait que très peu d'intérêts de classe à court terme à garder leur alliance avec les bolcheviks. Ils avaient, eux, ce qu'ils voulaient avec la redistribution des terres et la non-pénétration des principes marchands dans la propriété de celle-ci. Les terres n'étaient pas des marchandises et les paysans ne pouvaient pas en théorie se retrouver privés de leur moyen de production principal. Les réquisitions d'État sur les céréales se faisaient très impopulaires et les paysans, du moins les paysans aisés qui avaient une grande influence sur le Conseil de village, ne voyaient plus l'intérêt de supporter une révolution qui n'avait pas un caractère explicitement agraire. Carr nous dit qu'il y avait une incompatibilité entre cette révolution anti-féodale et agraire de la paysannerie aux aspirations petite-bourgeoise et la révolution anti-capitaliste du prolétariat urbain pour qui la destruction de la division de classe était son plus grand intérêt (1950, p.274). La NEP et la réintroduction du marché a donc été en fait une concession à la paysannerie dans le but de garder en vie la révolution dans un pays où le prolétariat était la classe au pouvoir, mais était loin d'être la classe dominante. C'était une stratégie pour édifier le socialisme dans un pays (Carr 1950, p.279).

Nove donne une explication semblable. Lénine, comme la plupart des révolutionnaires marxistes de l'époque, se servait des leçons tirées par la Révolution française pour assurer la survie et l'essence de la révolution. Il nous dit que lorsque la révolution de 1793 assura sa victoire en 1794, le gouvernement de Robespierre, caractérisé par sa terreur révolutionnaire contre les éléments réactionnaires et sa grande centralisation de l'économie du pays, avait perdu sa raison d'être. Les forces réactionnaires auxquelles ils s'attaquaient étaient vues et comprises sous l'angle de l'individu et non sous l'angle de classes ayant des intérêts communs. Les paysans aisés n'étaient plus en accord avec le gouvernement de Robespierre et voulaient retrouver la liberté de commercer et de s'enrichir. C'est avec cette nouvelle alliance en main que les forces bourgeoises ont exécuté Robespierre et fait bifurquer la Révolution française vers la droite. C'est de cette manière que Lénine comprenait la situation en Russie et, maintenant armée de la théorie marxiste de la lutte des classes, a pris toutes les mesures nécessaires pour garder la révolution en vie (1992, p.76-77).

C'est dans l'optique de la concession aux forces qui risquaient de faire tomber la révolution qu'il faut faire l'analyse de la NEP, de ses conséquences et de sa ressemblance avec le système chinois actuel.

Économie NEP

Nous allons dans cette section analyser les structures de l'économie soviétique durant la NEP. Cette analyse sera divisée en plusieurs thèmes qui correspondent aux différents secteurs-clés de l'économie.

Agriculture

Réformes agraires

Le secteur de l'agriculture en Union soviétique est celui qui s'est le plus transformé dans ses relations avec l'État lors du commencement de la NEP. Les relations entre le gouvernement et la paysannerie se trouvaient progressivement bourrées de tensions à mesure que les paysans, avec la guerre maintenant derrière eux, ne voulaient plus avoir une relation avec l'État caractérisée par la réquisition (prodrazverstka) obligatoire de ses surplus agricoles. La paysannerie, du moins son secteur aisé, voulait pouvoir les vendre sur un marché et être libre de pouvoir s'enrichir. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la NEP dans le secteur agricole de l'industrie.

La transition de la réquisition (prodrazverstka) vers la taxe (prodnalog) n'a pas été une décision facile pour les politiciens révolutionnaires. Lénine était contre l'idée de l'instauration d'une taxe et, par le fait même, contre la renaissance du marché dans les campagnes soviétiques. Il s'était prononcé sur cette question lors de la session plénière du 18 février 1921. Cependant, les multiples révoltes paysannes dès la fin de la guerre civile et la révolte des marins de Kronstadt lui ont fait alors changer d'avis à ce sujet (Nove 1992, p.78-79). Pour assurer la survie de la révolution, Lénine avait besoin de garder l'allégeance de la classe paysanne à tout prix. C'est avec l'introduction de la NEP et de la taxe que les révoltes paysannes ont cessé (Carr 1950, p.295). La révolution a été sauvée au prix de la réintroduction du marché, une décision lourde de conséquences dans l'évolution de l'économie russe.

Le nouveau système, qui continua d'évoluer durant la NEP, a été celui basé sur la taxation. Les paysans devaient toujours payer une partie de leurs surplus à l'État, mais devaient le faire dorénavant à l'aide d'une taxe en nourriture (production agricole). Le gouvernement central a opté pour ce genre de taxes parce que le pays à l'époque n'avait pas encore de monnaie stable et le rouble n'avait presque qu'aucune valeur pour l'État ou pour le paysan. Ce n'est qu'en 1924, lorsque la devise soviétique est redevenue stable, que le système de taxation a été changé pour offrir la possibilité de payer cette taxe en argent. Le changement de système productif, du communisme de guerre à la NEP a changé le rôle que l'État avait dans la société, du moins dans la société rurale. Pour les paysans, Il est devenu un simple collecteur de taxes (Carr 1950, p.280).

La conséquence de se défaire du système de réquisition était la réintroduction du marché. Le paysan pouvait dès lors produire et vendre le fruit de sa production par lui-même et aux personnes de son choix. Durant le communisme de guerre, le gouvernement s'occupait de l'approvisionnement en nourriture des villes par la réquisition. Il fallait maintenant que les producteurs de produits agricoles transportent leurs produits dans les marchés où il serait possible de les vendre à bon prix. La plupart des paysans ne pouvaient pas entreprendre ce genre de travail de manière autonome. Il fallait faire appel à des commerçants privés pour acheminer les produits agricoles de la ferme jusqu'aux villes. C'est de cette manière que les Nepmen, les hommes devenus riches grâce aux réformes économiques de la NEP, ont vu le jour. C'était ce phénomène que Lénine ne voulait pas voir s'étendre d'une grande manière dans le pays révolutionnaire. Il voulait, au début, limiter ce commerce privé parce qu'il voyait par là la naissance d'un capitalisme de type marchand dans les campagnes, mais en raison des réformes économiques, ces Nepmen remplissaient une fonction que le gouvernement avait délaissée en partie. C'est alors que la place des Nepmen a commencé à prendre de l'ampleur dans tous les secteurs de l'économie où ils pouvaient acheter et vendre aux paysans, aux entreprises publiques et aux entreprises privées (Nove 1992, p.78-80). L'une des conséquences de la naissance du marché est l'établissement des commerçants privés, les Nepmen, qui étaient libres d'accaparer la plus-value de la population au lieu de l'appareil public qui s'en chargeaient durant la période du communisme de guerre.

La taxe n'avait pas un but unique, mais servait des objectifs différents pour le parti. La taxe avait pour but premier de faire diminuer la quantité de surplus extraits à la paysannerie. Durant la première année de la NEP, les autorités établirent une taxe pour les paysans qui était nettement en dessous du niveau de réquisition de l'année précédente. Le quota de réquisition de 1920-1921 était de 423 millions de poods (1 pood = +16 kg) de céréales et en comparaison à 240 millions pour l'année suivante par la taxe. Pour la viande, c'était 25,4 millions et l'année suivante 6,5 millions (Nove 1992, p.79). Il y avait donc là une véritable diminution du surplus que l'État prenait de la paysannerie. Le but était d'alléger le poids de la reconstruction économique que le paysan devait payer (Carr 1950, p.280). Les autorités voulaient diminuer le fardeau afin de sauver la révolution socialiste en Russie lorsque la paysannerie n'avait plus autant de raisons immédiates en tant que classe de s'allier aux travailleurs urbains de la révolution.

Le deuxième objectif de l'État était d'accroître la quantité de production des paysans. Durant l'époque du communisme de guerre, les paysans n'avaient guère d'incitatif à produire davantage. La taxe avait donc la caractéristique d'être progressive. Elle était proportionnelle à l'effort du producteur. Plus le paysan produisait, plus le pourcentage de sa récolte qu'il devait donner en taxes diminuait. L'État avait cependant prévu que la taxe à payer ait été moindre pour les paysans et les travailleurs migrants des villages moins fortunés. Il fallait pousser la paysannerie à produire plus et à produire mieux. Dans le court terme et

dans la situation de crise dans laquelle l'URSS se trouvait à l'époque, selon le Parti, la technique à prendre pour augmenter la production agricole ne pouvait être socialiste. Nous allons revenir sur ce point lors de la discussion sur la question paysanne. Le Parti a donc choisi de miser sur l'initiative individuelle des paysans pour régler le problème de chute de production. Selon Carr, « [t]he original conception of NEP—that agricultural production could be increased by guaranteeing to the peasant freedom to dispose of his surpluses and freedom and security in the tenure of his land—was correct » (Carr 1950, p.283). Il indique que la récolte avait été la meilleure depuis le début de la révolution et que la contrainte économique avait été placée sur l'industrie et non plus sur la paysannerie (1950, p.294). Nove indique que pour le secteur de l'agriculture, en matière de taux de terres cultivées, le niveau de 1923 était revenu à peu près à ce qu'il était avant le début des troubles en 1913 tandis que la production agricole totale était à 75 % du niveau d'avant-guerre (Nove 1992, p.88). Même si une terrible famine commençant en 1921 avait dévasté l'URSS, la récolte a pu s'améliorer grâce aux réformes agraires de la NEP.

En matière de démographie, l'époque de la NEP fut une période durant laquelle la condition de la paysannerie a grandement changé comparativement à l'époque de la guerre civile. Une source soviétique (Saba et Malcom 1981) calcule qu'en 1926, quelques années suivant le commencement de la NEP, les paysans pauvres représentaient 29,4 % de la population paysanne, les paysans moyens, 67,5 % et les paysans riches (koulaks), 3,1 %. La paysannerie représentait 80 % de la population totale de l'Union à la fin du communisme de guerre, une proportion plus élevée qu'avant la Révolution (Carr 1950, p.274). Il est donc convenable d'affirmer que la paysannerie avait un très grand poids sur les décisions que le Parti bolchevik prenait en matière de développement économique.

Industrie

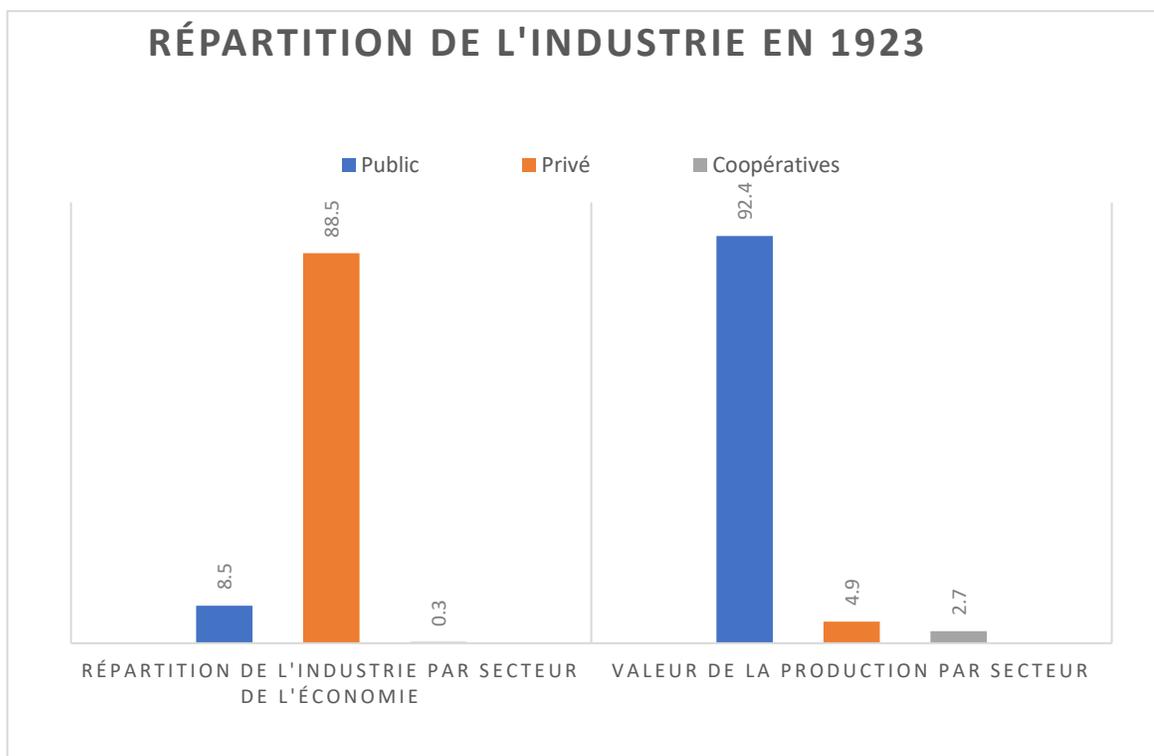
Même si la NEP a été conçue comme une politique principalement agraire, nous allons étudier dans cette section les effets de cette politique sur le secteur industriel et commercial de l'Union soviétique. En effet, cette politique agraire a causé une transformation dans le secteur industriel et de la stratégie de développement économique en plus de changer le rôle de l'État dans l'économie.

Industrie privée/publique

Le premier grand changement a eu lieu dans la croissance de l'entreprise privée dans le secteur industriel. Durant les années du communisme de guerre, la quasi-totalité des entreprises ont été nationalisées, et ce contre le souhait du gouvernement central qui savait très bien qu'il ne serait pas en mesure de contrôler la totalité des entreprises à ce stade de l'histoire. Ce qu'a fait le Parti avec la NEP fut premièrement de

prendre la décision de dénationaliser un certain nombre d'entreprises. Il faut remarquer cependant que la dénationalisation complète se faisait très rare (Nove 1992, p.80). Le Parti voulait, deuxièmement, louer une partie de ces entreprises à des personnes privées, le plus souvent aux anciens patrons qui ne s'étaient pas échappés du pays lors de la guerre civile à condition que l'entrepreneur puisse faire augmenter la production (Carr 1958, p.359-60). Le VSNKH a loué les très petites installations de capital et de petites entreprises, la plupart du temps les moulins des villages qui n'auraient jamais dû être nationalisés selon le gouvernement central, pour une durée allant de deux à cinq années et pour un montant payé à l'État de 10 à 15 % de la production totale. En 1922, 10 000 entreprises ont été louées, parmi celles-ci, 3800 étaient des entreprises de 10 à 15 employés (Nove 1992, p.80).

Tableau 2 : Répartition de l'industrie soviétique



Carr, Edward Hallett. 1950. *The Bolshevik Revolution, 1917–1923*. Vol. 2. A history of Soviet Russia. London: MacMillan.

L'État a redonné le droit aux citoyens de prendre part à la poursuite de l'entrepreneuriat et à la formation des entreprises de 10 à 20 employés au maximum. C'était souvent dans les campagnes que l'industrie privée avait vu une certaine renaissance. L'un des objectifs de la NEP était l'expansion de l'industrie rurale et artisanale pour absorber le surplus de populations des campagnes qui augmentait (Carr 1958, p.360-61). Un recensement de 165 000 industries avait été fait en mars 1923, à peu près deux années après le début des réformes, et montrait que 88,5 % de ces entreprises étaient privées ou étaient

louées à des personnes privées tandis que les entreprises publiques comptaient 8,5 %. Le 0,3 % des entreprises restantes constituait des coopératives (Carr 1950, p.302).

Il serait tentant de dire en regard à ces chiffres que l'État avait bel et bien perdu sa position dominante dans l'économie de l'Union soviétique en termes de la quantité d'entreprises sous son contrôle. Un point qu'il faut cependant garder en tête est que l'une des stratégies de l'État était en fait de centraliser le plus possible les entreprises publiques sous des cartels géants qui pourraient faire des économies d'échelles à cause de la grosseur des entreprises tout en décentralisant certains secteurs de l'économie en les privatisant (Carr 1950, p.304). La quantité de travailleurs industriels dans le secteur public était nettement supérieure à celle des travailleurs dans le secteur privé de l'industrie. La recension comptait 84,5 % des ouvriers travaillant pour les secteurs publics qui produisaient 92,4 % de la valeur créée par la production contre 4,9 % pour le secteur privé et 2,7 % pour les coopératives (Carr 1950, p.302).

Tableau 3 : Recensement de la valeur de l'industrie soviétique

	Recensement de la valeur de l'industrie			Industrie rurale et artisanale	Total
	Public	Coopérative	Privé		
1923-1924	3346	204	195	1668	5414
1924-1925	4985	394	252	1935	7567
1925-1926	7100	500	291	2322	10 214

Carr, Edward Hallett. 1958. *Socialism in one country, 1924–1926*. Vol. 1. A history of Soviet Russia. New York: Macmillan.

En 1925, la situation n'avait que très peu changé en ce sens qu'elle était encore dominée très largement par l'État. La production par millions de roubles était divisée comme le montre le tableau du haut. Il est possible de voir que pendant la période de la NEP, l'industrie privée a augmenté, bien que la valeur que les entreprises d'État produisaient continuait toujours d'augmenter en proportion. L'État gardait sa place dominante dans l'industrie soviétique. Il faut tout de même noter qu'il y a eu un saut de nature quantitative dans la proportion des entreprises publiques puisque son nombre a tout de même diminué lors de la transition du communisme de guerre vers la NEP. Il y avait beaucoup plus de compagnies privées qu'avant, bien qu'il soit facile pour son nombre d'augmenter lorsque la quantité originale était presque nulle. Le grand changement dans l'industrie ne se trouve alors pas dans l'introduction du secteur privé dans ce secteur.

Qu'en est-il alors au niveau qualitatif? Une compagnie publique peut opérer de plusieurs façons. Elle peut répondre aux besoins de la population par son suivi des directives de la collectivité et par son suivi d'un plan rationnel de production dans le but d'effectuer de l'investissement socialement profitable. Elle peut aussi se comporter exactement comme une compagnie privée. Une entreprise privée est une entité pour

laquelle la seule raison d'être est la recherche du profit. Elle effectue uniquement de l'investissement profitable pour l'entreprise et ses propriétaires. Rien n'empêche une compagnie publique de se comporter de la sorte si elle en reçoit ces ordres de la part de la collectivité. C'est ce dont Allen nous informe lorsqu'il dit que le secteur public de l'industrie opérait de manière capitaliste durant la NEP. Dans la plupart des cas, ces entreprises ne se souciaient que de leurs propres profits sans évaluer le profit social que leurs investissements pourraient amener aux autres firmes de l'économie et n'employaient que des travailleurs si la valeur créée par ceux-ci était plus grande que la valeur que leur coût en salaires (Allen 2009, p.50). Si la nature, le fonctionnement, de l'industrie publique a changé, il serait donc convenable d'affirmer que la transformation que la NEP a causée ne s'est donc pas faite dans une mesure quantitative, mais plutôt qualitative puisque ces entreprises publiques avaient changé leur nature et leur fonction dans l'économie.

Industrie lourde/légère

Les discussions sur la répartition de l'industrie lourde et celle légère étaient au cœur des débats du Parti sur les stratégies de développement à choisir. L'industrie lourde dans l'économie russe avant la révolution et pendant la guerre civile n'était pas très développée. Elle avait même perdu sa place durant la période de troubles. En 1913, elle comptait 22,6 % de la production industrielle pour ensuite tomber à 17,4 % en 1923-1924 (Carr 1958, p.332). C'est l'industrie qui nécessite le plus de capital et qui produit des biens industriels tandis que l'industrie légère ne demande que très peu de capital, mais beaucoup plus de facteurs travail et produit surtout des biens de consommation.

Si la NEP avait représenté une chute vers le capitalisme dans laquelle les forces économiques du pays n'auraient que suivi leurs chemins dans le marché, l'industrie lourde n'aurait pas gardé sa place, déjà assez minimale dans le secteur, au profit de l'industrie légère qui était beaucoup plus lucrative. Ce n'est pas ce qui s'est passé. L'industrie lourde était à 98,18 % dans les mains de l'État tandis que l'industrie légère venait du secteur privé caractérisé par l'artisanat et les ateliers (Nove 1992, p.99-100). C'était un secteur des plus importants pour l'État et il continuait d'être soumis à une planification économique par le VSNKH (Nove 1992, p.95). Le secteur privé de l'économie n'avait que très peu de raison pour investir dans l'industrie lourde parce que les retours sur l'investissement ne se faisaient sentir que beaucoup plus tard, et ce dans tous les secteurs de l'économie et non pas uniquement dans le profit de l'entreprise. Par exemple, une compagnie d'État pourrait construire sans chercher à accroître son profit personnel l'infrastructure d'un pays pour que le transport des marchandises et des gens se fasse de beaucoup plus rapidement et à moindres coûts. De cette façon, bien que la compagnie publique ne reçoive pas ou peu de profit de cette activité, elle affectera d'une manière très positive la croissance de l'activité économique dans le pays.

L'État avait donc décidé de planifier cette industrie, après quelques débats sur lesquels nous reviendrons, mais à un niveau beaucoup moins fort que ce qu'il était possible de voir durant les années 30 (Carr 1958, p.340-41). Elle était perçue par le Parti comme étant la base de l'ordre socialiste du futur et il n'était pas question que ce futur se fasse contrôler par des intérêts privés (Carr 1958, p.329). Alors, bien que minimal au niveau quantitatif, au niveau qualitatif le secteur de l'industrie lourde, derrière le mouvement d'industrialisation, n'avait pas perdu sa place importante dans l'économie, même si elle n'avait pas encore reçu l'attention qu'elle allait recevoir durant la grande vague d'industrialisation des années 30. C'est le secteur qui n'était pas tombé totalement dans la logique de la recherche de profits qui s'était généré dans l'économie durant la période de la NEP.

Commerce

Le commerce privé a commencé à avoir lieu légalement en URSS à partir du début de la période de la NEP, en 1921. Le Parti a d'abord opté pour une certaine libéralisation de l'économie rurale en donnant la possibilité aux paysans de vendre leurs surplus de production sur le marché. Cette nouvelle façon d'organiser la vie économique en campagne a eu de lourdes répercussions sur le modèle socialiste dans les villes. Puisque le paysan n'avait plus à vendre ses produits agricoles à l'État, qui détenait le monopole sur l'achat en l'absence de marchés, à un prix fixé par celui-ci, mais pouvait le faire dans un marché ouvert où, bien sûr, n'importe qui pouvait l'acheter, l'État n'avait plus assez de céréales pour continuer le système de rationnement qui existait dans le système industriel du pays (Carr 1950, p.331-32). L'origine de la transformation soviétique de ces années avait alors comme point de départ l'introduction de la légalité du marché dans les régions rurales.

Le changement dans la méthode d'extraction du surplus de la paysannerie a fait en sorte de créer les bases sur lesquelles les Nepmen pouvaient croître dans le pays en siphonnant une partie du surplus de la population grâce à son capital marchand. La paysannerie ne pouvait pas vendre directement aux villes. Il fallait quelqu'un qui s'occupe du transport de la marchandise, ce que les Nepmen ont fait. Le Parti n'avait pas encore, au début, dans le décret du 21 mars 1921, légalisé le commerce à l'égard du transport de la marchandise. La limite était alors mise dans la circulation locale de la marchandise. En voyant l'impossibilité de restaurer l'économie dans la situation dans laquelle l'Union soviétique se trouvait à l'époque si les politiques restaient au stade d'un entre-deux insatisfaisant aux demandes de la production économique, le Parti a émis un décret le 28 mars 1921 qui stipulait la légalisation du transport privée de la marchandise et a donné aux citoyens individuels le droit d'échanger, d'acheter et de vendre (Carr 1950, p.334). Sachant que le commerce libre dans les campagnes pourrait entraîner un danger pour l'ordre socialiste naissant à l'époque, Lénine voulait limiter ce commerce privé (Nove 1992, p.79). Il savait que le

début du commerce privé dans les campagnes allait continuer le développement capitaliste de l'économie, en créant à la longue des empires commerciaux contrôlé par les paysans ayant la chance de devenir riche et allait devenir une force contre le gouvernement prolétaire¹. Dans les faits, il ne pouvait pas contrer les éléments capitalistes en limitant ce commerce privé. Cette contradiction particulière entre la paysannerie et le prolétariat dans laquelle le Parti se trouvait ne pouvait pas être limité, car le commerce privé remplissait les fonctions que l'État n'était plus capable de prendre en charge (Nove 1992, p.99). Le système d'approvisionnement centralisé de matériaux de base et de marchandise nécessaire à la production a progressivement rendu l'âme et les entreprises publiques ont eu la permission de s'approvisionner en matériaux sur le marché, lequel était maintenu par les Nepmen (Carr 1950, p.341). Il est cependant important de noter que l'Union soviétique n'a pas créé le commerce privé de toute pièce à cette époque. Ce commerce existait déjà, mais de manière illégale et illicite. Par la légalisation, les Nepmen, sortis tout droit du milieu criminel, on pu avoir accès à des profits « [...] doubtless large enough to enable them to resort to direct and indirect forms of corruption » (Carr 1950, p.342). Le gouvernement pouvait au moins, par la légalisation, contrôler un tant soit peu ce commerce privé à une époque où ses ressources étaient faibles en quantité et qualité (Carr 1950, 333). L'échange privé avait tellement pris d'ampleur à l'époque que 75 % de la totalité du commerce de l'Union durant l'année 1922-1923 était privé (Nove 1992, p.83). Le commerce privé à l'échelle nationale a pris beaucoup d'ampleur et a donné naissance à une classe en formation, celle des Nepmen, les commerçants privés, qui avaient une relation d'hostilité envers l'État socialiste et qui manifestaient un vrai danger pour la survie de l'ordre socialiste, notamment par les formes de corruption naissantes avec l'économie mixte.

La période de la NEP a aussi donné naissance à une augmentation du commerce international entre l'Union et une multitude de pays incluant les principales forces impérialistes de l'époque. Le commerce international n'a jamais connu de libéralisation, du moins pour les forces nationales soviétiques. L'État gardait le monopole du commerce international entre ses mains et le régulait à l'aide d'une organisation spéciale (Carr 1950, p.340). Le commerce international faisait partie des secteurs critiques (commanding heights) devant rester sous le contrôle public que Lénine avait théorisés pour que l'économie garde sa nature socialiste dans le cadre de son utilisation du capitalisme (Nove 1992, p.80). L'Union avait signé des traités avec l'Empire britannique et avec la plupart des autres pays d'Europe et importait de la machinerie, des locomotives et de l'équipement productif dans le but de mener à bien ses efforts d'industrialisation. Il fallait faire des concessions avec les entités capitalistes extérieures en leur donnant une chance d'exploiter les ressources pétrolières et le bois que l'Union n'était pas en mesure de faire par elle-même à l'époque (Nove

¹ Voir [Lenin, Vladimir Ilitch. 1964. « The Development of Capitalism in Russia: The Process of the Formation of a Home Market for Large-Scale Industry ». marxist.org. 1964.]. La Russie était sur la voie d'un développement capitaliste qui aurait continué si l'État soviétique ne l'avait pas arrêté.

1992, p.84-85). Il est important de noter que Lénine regardait la situation de manière pragmatique. La situation était catastrophique et il fallait à tout prix à l'aide d'une concession faire augmenter la production du pétrole pour que le pays ne tombe pas en ruine (Lenin 1921). Si la concession allait servir à renforcer le pouvoir soviétique, il fallait la permettre. L'URSS n'a cependant jamais laissé ses forces capitalistes nationales en contact avec celles des autres pays. Le commerce international était entre les mains de l'État. Ce comportement démontre que le nouveau gouvernement avait réellement peur que les forces réactionnaires de son propre pays accroissent leurs pouvoirs déjà grandissants avec la NEP à l'aide des forces réactionnaires des autres pays. Ces derniers avaient beaucoup à gagner si le pays révolutionnaire tombait et éviter l'agrandissement des forces révolutionnaires dans leurs propres pays et dans leurs colonies.

Contrôlant la grande majorité des flux commerciaux du pays, le commerce privé en URSS à l'époque de la NEP était plutôt de nature nationale. C'est un point très important de la NEP qui est encore débattu quant à la nature du système économique de l'Union à cette époque. Le débat était de savoir si l'Union pouvait rester socialiste même si elle utilisait des méthodes capitalistes dans certains secteurs de son économie.

Contrôle et planification économique

La planification économique et le contrôle des institutions économiques par l'État constituaient deux des caractéristiques les plus importantes du modèle soviétique. C'était par la planification rationnelle que l'État devait guider les investissements faits dans la sphère économique, contrairement à la méthode capitaliste où la régulation de l'économie se fait par le marché et par la recherche de son équilibre. Comment ce contrôle et cette planification étaient-ils donc effectués pendant la NEP?

À l'époque, l'URSS est passée d'une économie très largement publique à une économie mixte où le secteur public et le secteur privé coexistaient. Le rôle de l'État par rapport à l'économie a également dû se transformer afin de répondre aux nouveaux défis du moment. L'une des nouvelles tâches importantes du gouvernement était la régulation de l'économie par la voie de fixation des prix des marchandises manufacturées dans le secteur public qui, dans la première année de la NEP, étaient ignorées par les entreprises. L'État avait donc décidé de fixer le prix minimum de ces marchandises, bien que les Nepmen pouvaient les revendre aux prix qu'ils voulaient (Nove 1992, p.97-98). Même si en majorité l'industrie soviétique à cette époque était largement publique, elles se comportaient comme des entreprises privées et vendaient sur le marché pour accroître autant que possible leurs taux de profits à une exception; les grands cartels étatiques, les mastodontes de l'économie soviétique telle que l'organisation pétrolière Baku, qui contrôlaient en majorité la production de pétrole soviétique et étaient sous le contrôle de l'État par

l'entremise d'une subdivision du VSNKH (Nove 1992, p.97). L'État n'avait pas le contrôle sur la majorité des industries publiques du pays à cette époque puisque serait allé à l'encontre de la logique de la NEP. Il fallait créer une compétition au sein de ses entreprises et de l'économie en général. Il y avait cependant des exceptions à cette règle. Le gouvernement, selon Lénine, devait garder à tout prix le contrôle des secteurs critiques de l'économie, les secteurs de l'économie sur lesquels le reste de l'économie dépendait (Carr 1950, p.303). Ces secteurs ne pouvaient pas fonctionner sous le principe de la loi de la valeur et sur des bases capitalistes. Si ces secteurs fonctionnaient sous des bases socialistes, le reste de l'économie allait pouvoir garder sa nature socialiste. Le contrôle que l'État avait sur l'économie durant la période de la NEP avait fortement diminué comparativement à la période précédente en raison de l'introduction d'éléments capitalistes dans l'économie. Cependant, l'objectif n'était pas la libéralisation économique. Les bolcheviks avaient fait en sorte de garder entre leurs mains les secteurs en amont de l'économie sans lesquels le reste ne pouvait survivre.

Bien que l'économie était alors très peu contrôlée, la planification économique a tout de même gardé une place importante dans l'Union soviétique. C'était durant la première année de la NEP, en 1921, que le Gosplan, le comité d'État pour la planification, a été créé avec la fonction de produire un plan général pour l'économie. Durant les années 20, les prérogatives de cette institution étaient, entre autres, d'examiner d'une part, le budget de l'État et les questions liées à la finance et d'autre part, de coordonner les nombreux programmes de planifications économiques des autres institutions étatiques (Nove 1992, p.95-96). Un certain niveau de planification avait donc une place dans l'économie de l'Union, mais en restant différent de celle des décennies à venir. Ce qui caractérisait l'économie de l'URSS des années 30 à l'introduction du système soviétique aux comparativement aux années 20 était qu'elle était intégralement planifiée, le marché n'avait aucune place dans ce système dans l'allocation de l'investissement. Le plan prévoyait la production des entreprises et leurs allocations en matières premières. La planification de l'économie avait plus des fonctions coordinatrices que des fonctions de planification totale (Nove 1992, p.96). La planification, avec son rôle de coordination, s'occupait surtout de mettre en œuvre les nouveaux investissements de l'industrie lourde, qui étaient déjà un secteur très planifié comparativement à celui de l'industrie légère (Nove 1992, p.95) et de mettre en œuvre les projets d'infrastructure dans l'économie. Il faut se souvenir qu'à l'époque l'industrie lourde était perçue comme la base sur laquelle le socialisme pouvait se développer. Les plans touchaient alors en grande partie la reconstruction de cette industrie (Carr 1958, p.340-341). La planification économique à ce moment occupait une fonction différente de celle généralement admise comme étant la caractéristique principale des économies de type soviétique.

La planification économique était ainsi pour l'URSS et pour le courant socialiste souvent une question fondamentale liée aux développements des forces productives et au communisme en général dans un contexte de sous-développement économique. Les débats se faisaient longs à ce sujet :

The issue between the supporters and the antagonists of planning, between the enthusiasts and the sceptics, was the issue which underlay every economic, and almost every political, problem of the Soviet regime: the relation of industry to agriculture, of the state to the peasant (Carr 1958, p.508).

Selon cet auteur, c'est justement la planification économique qui avait mis fin à la NEP. L'économie soviétique était en proie à un très grand taux de chômage. Avec les améliorations de la productivité en agriculture et dans l'industrie, plusieurs anciens emplois étaient maintenant superflus. L'État devait trouver un moyen pour mettre fin à ce grand problème qui affamait la force de travail et qui descendait le prix de la main d'œuvre vers le bas, ce que le Parti voulait éviter. Les travailleurs étaient leurs principales bases de support et les membres du Parti ne voulaient guère voir leur base politique souffrir davantage. À l'aide de la planification, le gouvernement s'est mis à créer des emplois industriels et à promulguer l'industrie (Carr 1958, p.492-494). Les maux du marché introduit quelques années plutôt ont été réglés par l'emploi de la raison dans la sphère économique grâce aux commandements conscients des investissements. La crise des ciseaux, où le prix des produits agricoles baissait tandis que celui des produits industriels montait, faisait en sorte que la paysannerie, la grande majorité de la population, n'était pas en mesure d'acquérir des produits industriels de consommation. C'est pour répondre à ce problème que les principes de base à la NEP ont commencés leurs long processus de négation pour se voir remplacer par les principes de la planification centrale (Carr 1958, p.493). Le premier plan quinquennal, en 1926, fut alors le début de la fin de la NEP. Le gouvernement commença à opter pour une économie planifiée dans laquelle les moyens de production, par le contrôle grandissant des autres secteurs de l'économie, pourraient être produits sans les contraintes que le marché créait contre eux (Carr 1958, 513).

La planification et le contrôle de l'économie durant la période de la NEP en URSS étaient donc caractérisés par des fonctions et des logiques différentes de ce qui a été pratiqué dans les économies de type soviétique. L'État ne possédait qu'un certain contrôle sur les industries qu'il jugeait essentiel pour conserver le caractère socialiste de l'économie. Le contrôle s'est réintroduit au fur et à mesure que la planification fut utilisée par l'État pour contrer les problèmes structurels de l'économie.

Les classes sociales durant la NEP

L'analyse des classes en Union soviétique à cette époque charnière de l'histoire sociale de la région est importante pour comprendre les débats et les confrontations politiques au sein du pays socialiste. Dans cette section nous allons présenter une analyse de classe pour examiner le système social de cette époque

dans les régions urbaines et rurales. En deuxième lieu, nous allons nous concentrer sur la question de classe au sein du Parti de cette époque pour savoir si une classe plus qu'une autre se retrouvait dans une situation hégémonique.

La structure du système de classe dans l'empire russe avant la révolution suivait les logiques d'une période de transition du féodalisme vers le capitalisme. Le pays était toujours dirigé par la classe aristocratique terrienne qui avait comme figure de chef le tsar. Bien que le servage eût été aboli des années auparavant, la situation pour la paysannerie était restée au stade de la pauvreté abjecte. La terre appartenait en grande partie à une noblesse tandis que les moyens de production des villes étaient entre les mains d'une bourgeoisie naissante. La révolution altéra complètement cette configuration de classe dans l'empire. Il ne restait que très peu des polarisations entre classes existantes du temps de l'empire. Même le prolétariat, la classe la plus jeune dans ce pays, avait presque disparu (Fitzpatrick et al. 1991, p.13). Les classes réactionnaires, la bourgeoisie et l'aristocratie qui constituaient les principales forces des armées blanches, avaient soit péri dans la guerre civile ou s'étaient enfuies du pays. L'analyse de classe de la période de la NEP ne peut se baser sur un principe de continuité avec le passé impérial. Le rôle des individus dans les sociétés constituant l'Union soviétique avait acquis une fluidité qui avait été rarement vue dans l'histoire récente. Selon Carr, cette fluidité rendait la tâche de faire une analyse marxiste des classes, une analyse par la fonction économique et sociale du groupe auquel un individu appartient, très compliquée (Carr 1958, p.133). Marx et Engels n'ont jamais donné une définition détaillée ou un schéma très clair de ce qu'était une classe. Une classe n'était pas juste une occupation économique. Il ne suffisait pas de travailler dans une usine pour devenir un prolétaire. Il fallait avoir une certaine idéologie, une certaine conscience attachée à cette classe. Le Parti avait donc décidé de classer les gens par rapport à l'origine sociale de l'individu parce qu'il y avait de plus en plus de prolétaires qui occupaient des emplois au gouvernement et qui se faisaient alors loin de l'usine, tandis que plusieurs intellectuels se proclamaient prolétaires et paysans sans jamais n'avoir pas fait de travail physique et souffert d'inconfort dans leurs vies (Carr 1958, p.91-92).

It was no longer true that the class analysis determined policy. Policy determined what form of class analysis was appropriate to the given situation. The class analysis had been subordinated to the political issue (Carr 1958, p.99).

Parce que l'ancien territoire de l'Empire était dans une sorte de carte blanche où l'évolution des classes restantes pouvait aller vers le socialisme ou le capitalisme, dans une situation de transformation profonde, l'État révolutionnaire souhaitait utiliser la politique pour façonner l'évolution des classes dans le pays et la lutte de classes qui allait continuer dans la période de construction du socialisme. Dans un monde mis à neuf, le pouvoir politique n'était plus une réflexion de la stratification de la société, car le mouvement socialiste s'était emparé de la société pour la transformer.

Paysannerie

La situation de la paysannerie s'est considérablement transformée durant la révolution. Les paysans avaient de façon autonome reconquis les terres du sol russe de l'aristocratie. Les paysans avaient conquis leur ennemi juré, l'aristocratie, qui était à leur égard une force parasitaire. Les terres avaient été redistribuées au sein de la paysannerie et les paysans avaient maintenant un droit à la terre. Elle appartenait au village qui allait prendre soin de la redistribuer après un certain nombre d'années pour assurer l'égalité et la justice entre familles. C'était le système de la commune. C'était à cause de ce système que les grandes terres agricoles n'existaient plus. La quantité de fermes individuelles était passée de 17-18 millions en 1917 à 25 millions en 1925 (Nove 1992, p.102). Bien que le système eût été mis en place par les paysans dans le but d'être égalitaire, il y avait toutefois une force qui tendait à la stratification des campagnes. Encore une fois, la classification se faisait difficile à l'époque, car le contour des classes surtout à la campagne était encore assez flou. Selon les classifications gouvernementales, les trois forces sociales dans les campagnes à l'époque étaient le koulak, représentant le paysan riche, le paysan moyen et le paysan pauvre. Le constat important à faire est que la paysannerie à l'époque était loin d'être un groupe homogène.

Les grandes différences entre les groupes, ou sous-classes, de la paysannerie se trouvent en fait dans leurs rôles économiques ainsi que dans leurs acquis. Le paysan pauvre possédait parfois sa terre. Bien que le droit à la terre ait été promis par la structure de la *mir*, de la commune, ce paysan n'était pas en fonction de travailler sa terre de façon autonome. Il devait la louer à un paysan plus aisé et vendre sa force de travail pour pouvoir assurer sa reproduction. Le paysan moyen, quant à lui, était le paysan qui se trouvait entre la pauvreté et l'autonomie. Il vendait parfois sa force de travail, et parfois employait le paysan pauvre. De 40 à 50 % de ceux-ci possédaient des chevaux qui constituaient les principaux moyens de production de cette classe. Le koulak était le paysan riche qui pouvait posséder de nombreux animaux et qui possédait assez de terre, notamment à cause de la location des terres du paysan pauvre et moyen, pour manger toute l'année et faire du profit sur sa production. Ils pouvaient prêter de la nourriture aux pauvres qui manquaient de nourriture et étaient en mesure de spéculer sur les prix de leurs récoltes et de faire un maximum de profit. Ce groupe constituait à peu près 5-7 % de la paysannerie et a augmenté durant la NEP (Nove 1992, p.102-104). C'est le koulak qui faisait peur à l'État soviétique durant ces années. Il était, durant la NEP, le capitaliste en naissance. Même si les paysans pauvres se faisaient de moins en moins absolus dans le nombre de paysans (Bettelheim 1978, 86), la différenciation se faisait sentir toujours plus par les autorités. Comment y avait-il eu une différenciation si importante au sein de la paysannerie? C'est une bonne question. La propriété n'était-elle pas commune? Il est vrai que la terre fut redistribuée, mais les moyens de production ne le furent pas. Les paysans qui avaient déjà une certaine quantité de richesse matérielle n'avaient pas à la partager avec les autres paysans. Comme l'explique Bettelheim, le paysan pauvre et moyen avait beaucoup

de difficulté à épargner. Lorsqu'ils eurent à utiliser des moyens de production, le koulak leur louait à un très grand prix.

The inadequate provision of instruments of labor to the poor and middle peasants was the underlying factor in the development of specific forms of dependence by the mass of the peasants upon the rich peasants, and the specific forms of exploitation to which the latter subjected the working peasants (1978, p.95).

Il y avait donc une situation d'exploitation dans la campagne entre le koulak et le reste de la paysannerie. Une situation d'exploitation qui avait été rendue possible par la différenciation causée par la NEP (Resnick et Wolff 2002, p.234). Resnick et Wolff ici utilisent une théorie sur la classe sociale qui différencie les individus par rapport à leur relation au surplus économique de la société (2002, p.8). L'échange inégal entre le paysan pauvre et riche existait bien. L'exploitation du paysan pauvre par le koulak était loin d'être une simple invention de « démagogues » communistes, elle était une réalité bien concrète de la vie dans les milieux ruraux (Carr 1958, p.232). Carr peint un portrait de la condition des travailleurs agricoles de ces années. Ils étaient traités de façon abjecte par leurs employeurs. Il y avait des menaces faites à leur égard s'ils voulaient rejoindre les syndicats popularisés par le gouvernement. Les koulaks utilisaient la violence pour les contrôler (1958, p.233). Le koulak dans les milieux ruraux était donc devenu, ou était en train de devenir, la nouvelle classe parasitaire. La paysannerie n'était donc pas, pour le répéter, une classe homogène. La paysannerie pauvre et moyenne avait réellement à gagner d'une alliance avec les bolcheviks, tandis que le gouvernement avait de bonnes raisons de se méfier d'une nouvelle « classe » qui se montrait de plus en plus parasitaire.

La classe au sens marxiste du terme ne constitue pas uniquement une occupation ou une origine, mais aussi une idéologie. L'idéologie de la paysannerie était anciennement considérée comme étant celle de la petite-bourgeoisie, une classe qui avait à gagner dans son combat contre les capitalistes et les aristocrates, mais qui conservait une idéologie réactionnaire puisque la plupart de ces membres ne voulaient que rejoindre le rang des riches paysans et ne voulaient pas nécessairement une fin au système d'exploitation dans lequel ils se trouvaient. La tâche du gouvernement soviétique dans ces années était de construire une conscience socialiste commune, une tâche primordiale à la construction du socialisme. Comment se portait alors la conscience de la paysannerie à cette époque? Selon Bettelheim, l'État n'était que très peu capable d'intégrer la paysannerie au système soviétique (1978, p.163). En 1929, la quantité de paysans dans le Parti était de 242 000, ce qui représentait pendant cette décennie la majorité du pays et n'était qu'une très petite portion du total de ses membres (Bettelheim 1978, p.165).

The ideas that dominated the Soviet village at that time were not, of course, held by all the peasants (for a section of the middle and poor peasants adhered to the ideas of socialism, even if they did not join the Party), but nevertheless they did ensure, broadly, the 'authority' of the rich and powerful among the peasants and 'respect' for the social hierarchy of the village (Bettelheim 1978, p.182).

Alors, bien que la paysannerie ne soit pas en tant que telle réactionnaire, elle se faisait écraser sous le poids de l'influence des koulaks dans l'arène politique des villages. Les koulaks dominaient les institutions rurales, y compris les soviets et leurs organes (Carr 1958, p.234). Ceci faisait en sorte que le Parti bolchevik, une organisation premièrement pour les travailleurs urbains, ne pouvait que très difficilement faire pénétrer son influence dans les campagnes. La plupart des villageois, tout en méprisant les koulaks, voulaient eux aussi devenir riches (Bettelheim 1978, p.90). Le socialisme n'était donc pas le souhait premier de la majorité de ce groupe. Le souhait était de devenir riches et puissants et de se joindre aux paysans riches. Les koulaks, la nouvelle classe parasitaire des campagnes, étaient alors devenus un des ennemis internes de la révolution durant cette époque, mais la paysannerie dans son ensemble, bien qu'il y eût des tensions, n'était pas tout à fait à l'encontre du Parti.

Prolétariat

Le prolétariat était la classe pour laquelle le Parti avait fait la révolution. C'est cette classe qui était considérée la plus importante et la plus propice à amener le socialisme. C'est par cette classe que les classes allaient disparaître. Cette classe avait malheureusement presque disparue de l'Union soviétique suivant les périodes de troubles. Parce que l'économie avait été en partie détruite par la guerre, les travailleurs urbains avaient quitté les villes pour rejoindre les campagnes où ils ont augmenté le nombre de paysans. Ce n'était pas uniquement leur quantité qui avait diminué, mais aussi leur caractère distinctif qui les différençait de la masse paysanne (Carr 1958, p.101). Les paysans qui reprenaient les emplois dans les industries n'étaient pas encore devenus des prolétaires. Pour Lénine, ce qu'il fallait faire était bâtir une conscience de classe chez les nouveaux ouvriers industriels. Cette conscience de classe, avec son savoir-faire organisationnel qui l'aidait dans la lutte des classes, se trouvait surtout chez les travailleurs de l'industrie lourde. Pour cette raison, dès que la NEP fut entreprise et que les éléments capitalistes, les Nepmen et les koulaks ont eu la chance de prospérer dans le nouvel environnement économique, le gouvernement soviétique a entrepris :

a feverish drive for the development of heavy industry, the traditional stronghold of the class-conscious worker, and an unprecedentedly rapid expansion of the proletarian sector of society, achieved by a progressive restriction of the market economy of NEP and a far-reaching intensification of planning (Carr 1958, p.125).

Il fallait créer une nouvelle conscience de classe par une industrialisation rapide de l'économie. Dans les faits, les premières années de la relance économique ne se sont pas traduites dans l'immédiat par une conscience de classe prolétaire. Lénine a décrit la mentalité de ces travailleurs comme étant syndicaliste (Fitzpatrick et al. 1991, p.17). Ces travailleurs, équipés d'une conscience petite-bourgeoise plutôt que prolétaire, ne pensaient qu'à leurs propres intérêts, et ce dans le court terme, et non aux intérêts de la classe au complet. Les travailleurs des syndicats étaient dans la plupart des cas contre l'intégration des jeunes

adultes dans la force de travail, même si d'un point de vue de classe, il était très important d'éduquer la force de travail en jeune âge. Ils étaient contre l'intégration des femmes pour les mêmes raisons. Les emplois se faisaient rares et ils ne voulaient pas de compétition. On voulait alors défendre ses intérêts propres et non ceux de la collectivité (Fitzpatrick et al. 1991, p.18). Ce manque de maturité en matière de conscience de classe se faisait aussi sentir entre les paysans et les travailleurs. Une hostilité s'était implémentée entre les deux classes pour les mêmes raisons. Ce chômage était causé par un manque d'investissement en capital de la part de l'État dans les villes et les campagnes, non pas par choix, mais par un manque réel de surplus dans une économie venant à peine de se remettre de la guerre civile et de la Première Guerre mondiale. Ce chômage différait de celui des pays capitalistes où ses raisons étaient enracinées les crises et le cycle économique de l'économie de marché (Fitzpatrick et al. 1991, p.144-45). L'idéologie socialiste, dite comme étant celle appartenant au prolétariat conscient de sa classe, se trouvait donc dans la société, mais n'était toujours pas l'idéologie de la plupart des travailleurs à l'époque de la NEP.

La condition du prolétariat, véritable ou non, s'était cependant réellement améliorée depuis le début de la guerre. Le salaire moyen avait augmenté de 28,4 % en 1926-1927 comparativement à la période d'avant-guerre (Bettelheim 1978, p.192). Il est impossible de dire que le salaire n'avait augmenté qu'en raison du souhait des planificateurs, bien qu'ils ne soient pas contre l'idée, loin de là. Ces salaires avaient augmenté à mesure que la lutte des classes se faisait plus féroce (Bettelheim 1978, p.243). C'est avec cette augmentation de la qualité de vie que la quantité de grèves dans le pays avait aussi diminué (Bettelheim 1978, p.341). Il est possible ici d'observer une montée de la puissance organisationnelle de la classe ouvrière de l'URSS durant les années de la NEP.

Capitalistes

L'autre classe qui mérite d'être mentionnée dans notre analyse est celle des Nepmen, le marchand privé. Les Nepmen étaient travailleurs, paysans ou intellectuels, qui avaient su par leur entrepreneuriat se faire du profit dans l'achat et la vente de produit. Ils achetaient de l'État pour revendre à la paysannerie et vice-versa. Ils étaient capables de se faire un grand profit par échanges inégaux, par la différence entre la valeur et le prix obtenus. Les Nepmen étaient en mesure de capturer une partie du surplus que l'État voulait capter des paysans (Resnick et Wolff 2002, p.214). Ce marchand, en captant une valeur en exploitant les marchés, exploitait les paysans et mettait un frein aux efforts de l'industrialisation de l'État par la perte de surplus que ce dernier pouvait recevoir. Les Nepmen étaient alors une classe de capitaliste marchand en genèse. Dans les faits, leur capital était très contrôlé et ils n'avaient pas la chance de l'investir pour devenir des capitalistes industriels. Le gouvernement avait peur qu'il y ait un rapprochement entre cette classe naissante et la nouvelle élite étatique. On ne voulait pas que ces marchands corrompent les cadres

nouvellement formés. Parce que le gouvernement voyait l'histoire d'un point de vue déterministe, il craignait que la révolution ne dégénère et qu'elle reprenne une nature bourgeoise (Fitzpatrick et al. 1991, p.19-21). Les bolcheviks ne voulaient pas que la révolution devienne bourgeoise. Il fallait alors porter une attention particulière à cette classe en formation. La conscience de cette classe n'était pas nécessairement cimentée. Ces Nepmen n'étaient pas les anciens capitalistes. La croissance de leur conscience de classe allait prendre du temps, mais le Parti voulait tout de même s'assurer que cela n'arrive jamais.

La force de classe majeure durant la NEP était la paysannerie, qui était la plus peuplée du pays, le prolétariat, qui avait subi d'importantes pertes durant les périodes de troubles et dans laquelle les nouveaux travailleurs du pays n'avaient pas encore évolué. Les Nepmen et les koulaks, la force intérieure hostile aux communistes n'avaient pas encore évolué vers des classes conscientes de leurs positions dans la société soviétique de l'époque. Le Parti, qui n'étaient nullement à l'extérieur de ces dynamiques de classes, allait nécessairement se faire influencer par les alliances et les tensions qui se tissèrent durant la période de la NEP.

Parti et classes

La révolution en Russie a été gagnée par un parti politique, un parti qui se disait révolutionnaire et représentant les intérêts de la majorité. Les tactiques de partis, d'hier à aujourd'hui, se basent sur la mise en scène de l'idée qu'ils sont les véritables représentants de certains groupes de la population avec l'objectif de renforcer son pouvoir. Les politiciens représentant la classe dirigeante des pays capitalistes, la bourgeoisie, jouent ce jeu en période d'élection et tentent de faire croire à la classe ouvrière qu'ils luttent et parlent en leur nom. En serait-il de même pour le Parti bolchevik durant la période de la NEP? Les bolcheviks étaient-ils véritablement les représentants de la classe ouvrière et de la paysannerie dans ce pays? Le Parti bolchevik était-il un parti de travailleurs qui militaient pour les intérêts de sa classe? L'opinion des révolutionnaires à l'époque était dans certaines circonstances partagée à l'époque, en raison du caractère ambigu de la NEP. Nous allons donc analyser le caractère de classe du Parti bolchevik pour voir quelle classe disposait du pouvoir dans ce pays, à cette époque.

Pour Marx et Lénine, l'État est un outil utilisé par une certaine classe pour opprimer les autres, « it is the creation of 'order' that legalizes and perpetuates this oppression by moderating the conflict between classes » (Lenin 2014). Le but de la Révolution d'octobre et des communistes était l'abolition de l'État qui devait se faire en premier lieu par la dictature du prolétariat et qui par la transition vers le communisme la division entre classes de la société allait cesser d'exister et l'État allait perdre sa raison d'être. Le Parti était donc supposé représenter les intérêts politiques et économiques des majorités opprimées du pays et surtout

de la classe ouvrière. Dans les faits, le prolétariat en URSS était très faible, voire quasi inexistant vers la fin du communisme de guerre. La NEP avait aussi changé les politiques économiques. Les réformes avaient fait en sorte que la nouvelle bourgeoisie, les koulaks et les Nepmen, se trouvait dans une situation meilleure comparée à celle de la classe ouvrière. Le Parti avait donné à ses ennemis officiels de nouvelles libertés qui allaient se traduire rapidement en pouvoir économique et peut-être politique. Avec ces nouvelles forces sociales durant la période de la NEP, qu'elles étaient les forces au pouvoir alors dans le Parti?

Le nombre de prolétaires dans le Parti avait grandement fluctué depuis le début de la révolution. On en comptait 60 % des membres au début de la révolution tandis qu'en 1921 leur proportion avait baissé pour atteindre 41 %. Le Parti n'est revenu qu'à son nombre initial de prolétaires qu'en 1929 sous les efforts de Staline (Carr 1958, p.106). Les autres membres du Parti étaient, dans bien des cas, des intellectuels qui avaient choisi la voie socialiste et qui étaient allés contre les intérêts immédiats de leur classe, comme Lénine, des techniciens et des cadres recrutés directement de l'ancien régime. Les intellectuels et les professionnels occupaient alors une place considérable dans les rangs du Parti (Carr 1958, p.114-24). La paysannerie n'était que très peu représentée directement dans le Parti, même si les bolcheviks se disaient eux-mêmes représenté une alliance entre ceux-ci et le prolétariat. Les Nepmen et les koulaks n'avaient pas le droit d'entrée dans le Parti puisqu'ils en étaient l'ennemi intérieur. Au début de la NEP, le Parti n'était donc pas en majorité absolue peuplée par le prolétariat, il était la force principale de celui-ci, mais cela ne signifiait pas nécessairement que le Parti prenait ses décisions en faveur de ce dernier.

Le Parti bolchevik était dirigé par une alliance entre le prolétariat et d'anciens petits-bourgeois. La mission politique de ce parti était-elle alors conçue dans l'optique d'aider uniquement ceux de leurs propres classes et castes, c'est-à-dire les intellectuels et la portion de la classe ouvrière qui faisait partie de l'organisation? Dans une telle optique, la paysannerie n'aurait eu aucune place ou considération dans les politiques du Parti, ni même pour le reste de la classe ouvrière. Notre analyse montre que les politiques prises par le Parti durant la NEP avaient pour but d'accorder une concession avec la paysannerie et non de la soustraire à l'oppression complète du groupe au pouvoir. Bettelheim nous dit que « [t]he NEP as an active alliance between the peasantry and the proletariat in power was a special form of the dictatorship of the proletariat, a form corresponding to the specific conditions prevailing in Soviet Russia in the 1920s » (1978, p.22). La paysannerie était une partie importante de la nature de Parti durant cette époque. Elle n'était pas très bien représentée au sein du Parti, mais cela ne voulait pas nécessairement dire qu'il ne prenait pas ses décisions en sa faveur et dans son intérêt politique. Il fallait cependant garder cette alliance à tout prix entre les deux classes, ce qui représentait la priorité du Parti, surtout entre 1924 et 1927 (Bettelheim 1978, p.358).

Le Parti bolchevik se disait alors être la dictature du prolétariat. Le rôle historique de cette dictature avait pour but de remodeler la société en une qui ne serait plus divisée entre les différentes classes sociales.

La dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie pour la grande majorité de la population, aurait progressivement fait place à une société où la dictature n'aurait plus eu de sens, puisque les classes, antagoniques par nature, auraient-elles aussi cessé d'exister. Dans les faits, dans l'ancien Empire russe, le prolétariat était si peu puissant que la dictature directe de celui-ci aurait été en réalité impossible à réaliser dans une situation où le prolétariat d'Europe ne serait pas venu à l'aide de leurs camarades russes. Le peu d'éducation et le peu de conscience de classe que ceux-ci détenaient avaient rendu la dictature de l'avant-garde du prolétariat, le Parti bolchevik, une nécessité de circonstance (Carr 1958, p.105-106). Théoriquement, l'avant-garde du prolétariat se compose majoritairement des éléments les plus avancés de cette classe parce qu'il était impossible dans les circonstances de l'URSS et de bien d'autres pays peu développés industriellement d'avoir un prolétariat qui était assez mature, organisé et nombreux pour être capable d'organiser la société de manière autonome. La dictature du prolétariat était devenue la dictature du Parti. Gramsci appelait ce processus d'autonomisation le césarisme. Il explique que dans une situation où les forces historiques sont dans une impasse et ne peuvent dominer l'autre, une troisième force, progressiste ou réactionnaire, vient prendre le pouvoir et domine ce qui reste des deux forces initiales (Gramsci 1971, p.219). Cette forme d'autonomisation avait fait en sorte de séparer à des niveaux qui varient durant les cycles historiques, le Parti et les masses populaires. Parce qu'il était un parti qui était idéologiquement allié au prolétariat et le représentait, mais dans un pays et au sein d'un parti dans lequel ce prolétariat ne constituait pas l'écrasante majorité et que beaucoup d'éléments de l'ancienne société étaient entrés dans ses rangs pour assurer la reconstruction économique, le Parti devait être très discipliné pour que l'avancée révolutionnaire continue. Cette discipline s'était mélangée à une concentration du pouvoir politique entre les mains du pouvoir exécutif (Carr 1958, p.132-133). Le Parti bolchevik détenait progressivement de très grands pouvoirs sur la société civile, mais parce que les politiques devaient avoir l'approbation des planificateurs, des administrateurs et de la majorité de la population, « [...] it had become more responsible and less autocratic since the seizure of power. But it was not exercised by members of the proletariat » (Carr 1958, p.112). Le Parti était l'outil d'une classe ouvrière qui déjà faible avant la révolution, avait été presque décimée après les périodes de troubles. Cet outil s'était autonomisé de sa classe représentative, mais elle garda son caractère progressif.

Si la révolution socialiste allait avoir lieu dans ce pays agraire, les pouvoirs allaient devoir être pris par les révolutionnaires jusqu'à ce que le prolétariat puisse se gouverner par lui-même. La dictature du Parti ne signifiait pas que la classe ouvrière n'était pas la base sociale sur laquelle il reposait. Bettelheim nous dit que c'était justement le cas, que la base sociale du Parti, la seule raison pour laquelle les bolcheviks étaient encore au pouvoir était due au support de la classe ouvrière (1978, p.338). La situation avec la paysannerie était différente. Les figures qui représentaient l'État durant la NEP étaient le collecteur de taxes, la milice, l'agent d'approvisionnement en grains, qui par leur nature problématique avec la paysannerie, augmentaient

les tensions avec le Parti et la paysannerie (Fitzpatrick et al. 1991, p.331). Les bolcheviks voulaient remédier à cette situation tendue. Ils voulaient transformer la paysannerie en prolétariat, mais cela allait prendre un temps considérable. Entre-temps, Staline, figure importante dans l'implémentation initiale de la NEP et de son arrêt quelques années plus tard, en 1924, avait spécifié aux cadres communistes de traiter la paysannerie et les autres éléments non socialistes de la société avec dignité et respect pour assurer la continuation de l'alliance entre les deux classes (Cité dans Bettelheim 1978, p.558). Il y avait des efforts pour augmenter la popularité du Parti dans les campagnes et pour augmenter la qualité de vie de la paysannerie. Mais, cette classe était tout de même vue comme de trop, une classe qui n'avait pas sa raison d'être dans une société industrielle. Il fallait donc transformer les individus de cette classe en prolétaire et en partisans du socialisme. Le Parti ne pensait pas que la paysannerie en entier était contre ces idées. Dans les campagnes de dékoulakisation, Staline voulait compter sur l'aide des paysans pauvres pour mettre un arrêt à la puissance des paysans riches dans les campagnes en effectuant la collectivisation des terres et par le fait même en mettant fin à la NEP (Stalin 1929). La classe était très fragmentée et une partie majoritaire était sympathique aux idées de la révolution socialiste.

La nature du Parti durant la période de la NEP, de 1921 à 1927, était donc celle d'une alliance entre classes. Une alliance qui était sous domination du Parti. Bien qu'il ait perdu, dans les faits, une partie de sa composition à des éléments non prolétaires et non communistes, le Parti était toujours l'arme d'un prolétariat affaibli qui avait dû faire des concessions avec d'autres classes. Au prix de ne pas pouvoir diriger la société de manière autonome, le prolétariat avait cédé le pouvoir à une caste de sa classe, à ses éléments les plus avancés et aptes à mener à bien la lutte des classes dans un environnement hostile. Ainsi, le Parti était véritablement demeuré de nature prolétaire durant cette époque.

Chapitre 4 : la Chine et les réformes économiques

Période des réformes

La période de réforme a commencé en Chine en 1978. C'est à cette époque que la crise de succession de Mao a atteint sa conclusion. La révolution culturelle et ses partisans avaient été arrêtés. Il était maintenant temps de songer au futur. Ce futur allait se matérialiser dans les stratégies du nouveau leader que le Parti allait choisir. Les deux candidats furent Deng Xiaoping et Hua Guofeng. Ce dernier se voyait comme étant le successeur légitime de Mao Zedong. Il n'était pas contre les réformes économiques comme pourraient le penser certains. En effet, ce pays venait de sortir de la grande crise politique qu'étaient la révolution culturelle et la prise du pouvoir par la bande des Quatre. Hua Guofeng, tout comme Deng Xiaoping, voulait instituer des réformes dans le secteur économique (Teiwes et Sun 2011, p.21). Le combat politique entre ces deux réformateurs semble avoir été la conséquence d'une différente conception des réformes. Les réformes de Hua représentaient une synthétisation des courants de la pensée politique chinoise des dernières années. Ces courants étaient principalement : la révolution culturelle, les idées de Mao Zedong et la modernisation économique de Zhou Enlai (Delaunay 2018, p.95). Il n'était donc pas question de stagner sur la stratégie économique de l'époque pour le Parti communiste avec l'un ou l'autre des candidats. La question résidait dans le choix de la voie que ces nouvelles réformes allaient prendre.

Une délégation de la Chine en Yougoslavie, en 1978, produit un rapport détaillé de l'économie de ce pays socialiste. Le Parti explorait de nouvelles idées pour la construction socialiste de la Chine. Cette exploration mena d'ailleurs à l'envoi de délégations dans d'autres pays socialistes de l'époque pour pouvoir comparer leur construction. Il ne s'arrêta pas au pays d'idéologie similaire. Il était possible de voir les délégations chinoises dans les pays capitalistes développés. Le but était de remettre en perspective le développement économique de leur pays. Ce qui avait surpris Deng, tout comme Hua, lorsque les délégations sont revenues de ces pays riches, était à quel point leur pays était arriéré économiquement par rapport aux pays développés. Il fallait donc chercher un moyen de rattraper ces pays pour ne pas risquer de rester dans une position de faiblesse. En lisant les rapports de l'économie yougoslave, Hua fut grandement impressionné par ce système d'économie socialiste planifiée où l'autogestion avait produit de très bons résultats (Teiwes et Sun 2011, p.19). C'est à cette période qu'il envoya Zhao Ziyang, membre du Politburo chinois et personnage important dans le futur des réformes, dans la province du Sichuan pour expérimenter avec l'idée de l'autogestion des entreprises.

Entre temps, pour Deng Xiaoping, autre personnalité importante de cette époque pour le Parti, les réformes étaient d'une grande importance pour le destin du pays socialiste. Tout comme Hua, Deng avait aussi un projet de réformes centré sur une plus grande compétition dans le système de production chinois et

une ouverture sur l'économie mondiale. Il n'avait pas pris le modèle de ses réformes dans le monde occidental. Bien au contraire, son plan avait été théorisé par un héros de la révolution, Zhou Enlai.

Les Quatre Modernisations ont joué un grand rôle dans la théorisation de la stratégie des réformes. C'est à la troisième session plénière du 11^e Comité central du PCC que Deng a apporté à l'ordre du jour les Quatre Modernisations (Pang 2015). Ce plan n'était pas une création de Deng, mais de Zhou Enlai qui l'avait lui-même créé en 1965 comme stratégie de planification économique pour la Chine (Naughton 1993, p.499). La stratégie n'avait pas eu le support du Parti durant les 10 années suivantes à cause de la destitution de Zhou pendant la Révolution culturelle. Ce n'est que dix ans plus tard, lors de son retour sur la scène politique de la Chine qu'il put faire part de son plan ambitieux au Parti. Pour Zhou, la stratégie à mettre en place pour assurer la survie et la prospérité de la Chine devait être conçue sur dans la durée. La première partie du plan aurait pris forme durant la période 1965-1980 et avait pour objectif de bâtir une base industrielle assez forte dans une période d'autarcie de circonstances due aux tensions entre les deux grands camps de l'époque dominés par l'Union soviétique et les États-Unis. La deuxième phase du plan aurait été l'ouverture de l'économie chinoise par l'entremise de relations économiques plus fortes avec des puissances étrangères qui entraîneraient une période de croissance économique élevée. (Naughton 1993, p.499). C'est sur ce plan que Deng théorisa les nouvelles structures sur lesquelles les réformes se baseraient.

L'année 1978 a catapulté le socialisme chinois dans une direction tout autre (Herrera 2019, p.25). Certains disent que c'était le début de la fin pour le socialisme chinois, tandis que d'autres argumentent, comme le font les dirigeants chinois, que ce n'est qu'une phase différente du socialisme, un autre essai, une autre expérimentation. Pour les communistes, la théorie doit toujours être en lien avec la pratique. Une théorie sans pratique ne vaut rien. Comme l'a dit Mao, « La connaissance commence avec l'expérience, c'est là le matérialisme de la théorie de la connaissance » (Mao 1937). Il faut que la théorie guide la pratique, sans cependant oublier que la pratique doit aussi alimenter la théorie. C'est cette logique qu'il est possible de percevoir dans les contours de la révolution chinoise depuis son tout début. Hua Guofeng et Deng Xiaoping se basaient fermement sur cette logique pour trouver des solutions aux problèmes liés aux efforts de modernisations économiques de la Chine. Le Parti communiste chinois a choisi Deng pour les guider vers ce futur incertain.

Dans la section suivante, nous allons explorer les structures de l'économie chinoise depuis les réformes économiques de Deng Xiaoping jusqu'à l'époque contemporaine caractérisée par le leadership de Xi Jinping.

L'Économie de la Chine

Ici, nous allons analyser les structures de l'économie chinoise de 1978 à l'époque contemporaine. Les variables étudiées et la structure de l'analyse prendront la même forme que celles utilisées dans le cadre de l'économie soviétique au chapitre précédent, regrouper par secteurs économiques, ruraux et industriels et par le système de classes sociales.

Agriculture et milieux ruraux

Réformes agraires

Les réformes économiques de Deng Xiaoping ont été établies premièrement dans les campagnes. À cette époque, la grande majorité de la population chinoise était encore rurale. C'était elle qui était directement responsable de la révolution communiste du pays. Sans l'appui de la paysannerie, le Parti n'aurait jamais pu défier les forces des Japonais et du Guomindang, le parti nationaliste à tendance fasciste qui régnait sur une grande portion de la Chine à l'époque. Cette classe était la base politique du communisme en Chine et le Parti voulait s'assurer qu'elle demeurerait satisfaite de la politique du pays.

Les paysans ont conduit eux-mêmes aux changements de trajectoire du pays de manière directe par leur combat révolutionnaire et indirect par la transformation des structures sociales que la lutte des classes amenait dans les campagnes. Après une série de réformes durant les campagnes dans la première décennie de la nouvelle Chine, le système des communes fut établi. Par la nature de la division du travail et des tâches dans ce genre de système, les paysans auraient théoriquement avancé la cause du socialisme en Chine. La terre était véritablement la propriété collective de la société. Cependant, les paysans n'étaient pas en contrôle véritable de la production de leur unité de travail, car celle-ci dépendait des choix politiques des cadres.

Les grands changements qu'amenèrent les réformes se firent surtout au tout début du cycle de ces réformes dans les structures de production (Delaunay 2018, p.97). La division du travail au sein d'une commune était maintenant chose du passé. Les communes ont été à peu près toutes démantelées de 1980 à 1982 et le HRS (Household Responsibility System) a été graduellement mis en place aux quatre coins de la Chine (Xu 2018, p.32). Les terres ont été divisées et données aux familles selon le nombre d'individus qu'elles avaient et de la qualité de la terre. Le village avait toujours la possibilité de redistribuer les terres au rythme de la fluctuation du nombre d'individus par famille (Oi 1999, p.618). Les terres auxquelles les familles avaient accès étaient d'une taille assez petite et le sont encore pour la plupart des ménages, aujourd'hui. La production et la gestion furent dorénavant l'occupation principalement des familles et non pas de la commune. La production ne se faisait plus comme autrefois par l'imposition d'un quota par l'équipe de production de la commune. Il fallait maintenant négocier la fixation d'un quota avec l'État par

contrat de 15 ans à partir de 1984 et à 30 ans en 1998. Cet arrangement avait pour but d'encourager les investissements à long terme de la part des familles. Le contenu de la récolte est choisi par la négociation de la part de la famille et de la part du village selon les besoins du village et du plan national de production (Delaunay 2018, p.98). Le prélèvement de la rente se passait alors par la récolte de la différence entre la valeur marchande des produits et le prix que l'État donnait aux producteurs. Les paysans pouvaient ainsi choisir de manière individuelle la marchandise qu'ils allaient produire selon les forces et faiblesses des cultures et des fluctuations des prix courants. La Chine est passé d'une structure de travail et de production collective vers une structure de production individuelle et familiale. Le retour du marché fut encore plus important dans l'évolution du système de production. L'opinion des paysans et des cadres sur la décollectivisation des terres fut loin d'être unanime. Les avis étaient surtout divisés entre les régions riches et les régions pauvres. Les paysans des provinces riches ne voulaient pas voir le système des communes disparaître et le système capitaliste réapparaître (Zweig 1983, p.887). Il y avait une peur d'un retour au passé où les propriétaires terriens et les capitalistes dominaient la paysannerie. Les cadres voulaient quant à eux réduire le risque de polarisation dans la société entre paysans pauvres et riches. Les changements qui sont survenus dans les relations de production peuvent être vus comme étant l'élément déclencheur d'un des points les plus caractéristiques des réformes, les entreprises de bourg et de village (TVE), par le détachement à la terre de la paysannerie.

Il serait impossible ici de parler de la privatisation complète des terres. Celle-ci était encore la propriété de la collectivité, puisqu'il n'y a jamais eu de privatisation des terres (Herrera 2019, p.28). Elle le reste encore aujourd'hui. Les individus auraient le droit de gérer la terre et le droit à son revenu sans pour autant pouvoir la vendre sur le marché. La paysannerie n'a pas le droit d'aliénation de la terre (Oi 1999, p.618). C'est l'un des points qui créent l'une des grandes ambivalences sur la nature du système économique chinois. Un paysan a la possibilité de se séparer de sa terre s'il le souhaite ou de la louer à une personne, mais la vente définitive de sa terre n'est pas permise. Dans le cas où le paysan renoncerait à sa terre, le village pourra en reprendre possession. Nous reviendrons plus tard sur ce point lors de la section sur la classe paysanne.

Les réformes dans les milieux ruraux ont surtout changé les relations de production dans le milieu agraire. Les conditions de l'agriculture étaient en quelque sorte retournées vers ce que les paysans connaissaient avant le début de la révolution. C'est-à-dire un mode de production tourné vers la famille, un mode de production patriarcal. Les principes établis par l'État durant la période maoïste ont fait place aux principes marchands comme régulateur de la vie économique de la paysannerie. À cause de la propriété collective de la terre, ces principes marchands sont tout de même bien moins totalisants que ceux retrouvés dans les économies à proprement parler capitalistes où la quasi-totalité des biens est aliénable.

Bien que les réformes aient mis l'accent sur la transformation des relations de production, l'une des conséquences de celles-ci fut la transformation du rôle du gouvernement par l'implémentation d'une nouvelle stratégie de gouvernance en Chine. C'est à ce moment que les grandes vagues de décentralisation ont vu le jour en Chine. Les gouvernements locaux et les cantons disposaient maintenant de l'autorité sur certains pouvoirs décisionnels en matière économique. Le rôle de l'État est devenu celui du régulateur macroéconomique de la production. Ce que les réformes ont tenté de faire est de « récupérer l'énergie paysanne individualisée », « faire jouer à la valeur de marché des produits agricoles un rôle régulateur des prix et des revenus », et de « conduire l'évolution de l'ensemble sous la macro-direction de l'État, en coordination avec les gouvernements locaux » (Delaunay 2018, p.115). La décentralisation des pouvoirs politiques et économiques est aujourd'hui un des points les plus importants caractérisant la méthode de gouvernance du pays.

La décentralisation politique est venue avec une grande décentralisation de l'économie dans les campagnes dans les années 80, une décentralisation économique qui a touché la plupart des autres secteurs de l'économie les décennies suivantes. Cette grande décentralisation a été introduite par la dissolution des communes et par l'introduction des marchés dans les milieux ruraux. Par contre, il n'y a jamais eu de privatisation des terres en Chine. Bien que l'organisation de la production basée sur la commune ne soit plus présente, la terre reste encore la propriété de la société. Pour être plus précis, la terre est encore la propriété des villages. Le travail agricole durant les réformes ne se fait plus de façon collective, mais plutôt de façon individuelle ou familiale (Delaunay 2018, p.112). La division du travail ne fait plus vraiment partie de la production chez la paysannerie. Il y aurait aussi un manque de mécanisation chez les familles paysannes. Elles ne disposent, dans la plupart des cas, que de simples outils et d'animaux. C'est une organisation surtout axée sur la coopération de familles (Sit et al. 2020). Bien que la terre soit la propriété de la société, le marché de la terre est présent, mais n'est que très peu développé. Le marché de la terre prend quelques formes différentes. Un paysan peut louer la terre d'autres individus pourvu qu'ils acceptent. Un paysan disposant de plus de capital peut alors concentrer une partie de moyen de production entre ces mains, mais cela n'est toujours pas très répandu. De plus, le gouvernement opte depuis un certain nombre d'années pour l'utilisation des sociétés par actions pour développer la terre. Uniquement 10,8 % des terres qui sont cultivées en Chine ne sont pas travaillées par leurs propriétaires réels (Naughton 2018, p.275). Nous allons revenir sur ce phénomène dans notre section qui porte sur les relations entre classes dans les milieux ruraux.

Le retrait des communes ne signifiait pas l'absence de toutes formes d'organisation sociale dans les campagnes ayant des liens avec le passé maoïste. Les petits villages ont des comités qui ont pris la place des anciennes communes qui ont pour rôle l'administration de la vie rurale (Naughton 2018, p.260). Les

plus grands villages où siégeaient les anciennes communes se sont vu octroyer une nouvelle forme d'administration qui donna la possibilité aux paysans d'avoir une certaine vie démocratique dans leurs communautés. Cette manière de gérer a été mis en place dans la même période durant laquelle le gouvernement a aboli les taxes sur la paysannerie. C'était la première fois qu'une telle chose arrivait en Chine depuis le début de la civilisation chinoise. Les paysans pouvaient alors garder leurs surplus dans une plus grande mesure. Malheureusement, le manque de revenu pour les gouvernements locaux et pour le gouvernement central dans les années 90 a créé un vide dans le système de sécurité sociale. Les communes n'étaient plus là pour construire de l'infrastructure et pour offrir des soins de santé à la population (Naughton 2018, p.271). Cependant, un ajustement s'est fait quelques années plus tard dans le but de construire un système de sécurité sociale pouvant fonctionner dans le cadre de l'économie de marché socialiste devant se finaliser en 2030.

Les nouvelles relations de production dans le secteur agricole sont loin d'être simples. Bien que le mode de production dans ce secteur pendant les années 80 ressemblait au patriarcat paysan, les relations de productions ont évolué grandement en raison de l'introduction du marché et des nouvelles politiques gouvernementales introduites au 21^e siècle. Nous les étudierons dans le cadre de la section sur les classes dans les régions rurales.

L'industrialisation des campagnes

Paradoxalement, les conséquences les plus directes des réformes agricoles de Deng Xiaoping au tout début des années 80 ont constitué une période d'industrialisation rapide des campagnes. Il y avait eu une industrialisation en Chine au début de l'époque maoïste et une certaine industrialisation des campagnes à l'ère des communes, mais elles n'avaient toutefois jamais été de la même envergure que celle des années 80 et 90. Les campagnes étaient toujours là où l'agriculture dominait comme ce fut le cas durant la majorité de l'histoire chinoise. Les entreprises de bourg et de village (Township and Village Enterprises, TVE) ont fait leurs apparitions sous ce nom vers la moitié des années 80. Ces entreprises n'étaient pas nouvelles. Elles étaient les entreprises des communes et des brigades qui développaient des terres à l'époque de la collectivisation une partie intégrale de la chaîne de production des communes. À cette époque, on pouvait compter 1,3 million d'entreprises qui employaient environ 9 % de la force de travail rural des communes (Griffin et Griffin 1984, p.210-11). Lorsque la dissolution des communes eut lieu au début des années 80, ces entreprises ont continué de fonctionner comme entreprises publiques avec le capital qu'elles disposaient dans les anciennes communes. Ce sont ces entreprises publiques qui ont été la clé d'une industrialisation rapide des campagnes durant les années 80 et 90.

Ces entreprises relativement décentralisées ont catalysé la vague d'industrialisation dans les campagnes. C'est ce phénomène qui a déclenché ce que beaucoup appellent en Chine comme en Occident le miracle économique chinois (Saich 2001, p.228). Comme l'explique Saich, en raison de la réforme agraire qui divisa la terre entre les familles paysannes, les individus de ces familles étaient maintenant disposés à travailler pour ces compagnies. Ces dernières avaient besoin d'une quantité élevée de force de travail à leurs dispositions, ce que les paysans étaient maintenant prêts à accepter (2001, p.228). Comme dit plus haut, les terres auxquelles les paysans avaient droit étaient assez petites. Là est peut-être une des conséquences de la division des terres de façon égale à une très grande population paysanne. La survie est possible sur ces terres, mais les conditions de vie que permet le revenu tiré par les ventes de produits d'agriculture ne sont pas satisfaisantes. Pour accroître leurs revenus et leurs conditions de vie, les individus de ces familles doivent partir en quête d'emploi et vendre leur force de travail sur le marché nouvellement construit. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet important dans la création de la force de travail migrante. Les TVE ont donc été les entreprises qui ont pu absorber le surplus de force de travail des campagnes depuis les années 80 (Delaunay 2018, p.96-97). Puisqu'à l'époque les régions rurales étaient encore les endroits les plus peuplés de la Chine, les TVE ont eu accès à une force de travail qui était surtout moins chère que celle qu'il était possible de retrouver dans les villes (Saich 2001, p.228). Ainsi, ces entreprises ont pu profiter du vide laissé par l'absence de commune et de compagnie privée à cette époque. Il est à noter que même Deng Xiaoping a été pris par surprise par le nouveau rôle des TVE et de leurs effets sur la croissance économique du pays. Selon ce dernier :

In the rural reform our greatest success—and it is one we had by no means anticipated—has been the emergence of a large number of enterprises run by villages and townships ... this result was not anything that I or any of the other comrades had foreseen; it just came out of the blue (cité dans Bramall 2008, p.407).

L'une des grandes distinctions qui séparaient les SOE (State-Owned Enterprises) des TVE en terme économique était la question de compétitivité et de profitabilité. Rappelons-le, les SOE des années 80 ne s'étaient que très peu écartées du modèle soviétique des décennies passées. Ces entreprises payaient leurs intrants de production à des prix moindres qu'aux prix de marché à cause de grandes subventions de l'État. Quant à elles, les TVE devaient payer à peu près le prix courant pour leurs intrants (eau, électricité, matériaux de bases). Cela aurait donc poussé ces entreprises à trouver des manières de production beaucoup plus abordables et rentables que celles des SOE. Il fallait aussi opter pour des marchandises ayant plus de valeur ajoutée dans le but de rester viables et augmenter le revenu de leur village et du gouvernement local (Saich 2001, p.228-29). Le marché a pris un rôle beaucoup plus grand qu'autrefois par rapport aux entreprises publiques en régions rurales. Les TVE ont aussi commencé à être compétitrices sur le marché international comparativement aux grandes entreprises publiques d'État. Les TVE industrielles ont agrandi la quantité de leurs productions économique de 23 % chaque année, de 1978 à 2004, et la productivité par

travailleurs dans le secteur industriel rural a augmenté de 157 % entre 1978 et 1983 (Bramall 2008, p.406). Elles ont été au cœur de l'élaboration des nouvelles stratégies du Parti communiste. C'était un signe du succès des réformes économiques entrepris par ce dernier (Delaunay 2018, p.96-97).

Grâce aux TVE, les communautés rurales avaient encore accès à des services publics comme la construction d'infrastructures telle que la gestion de l'eau ainsi que la construction de routes et de logements. Les salaires étaient assez bas et les produits étaient souvent destinés à l'exportation, mais pour la paysannerie ces emplois offraient l'occasion d'avoir une meilleure qualité de vie que sur la ferme et de quitter la terre s'il le voulait. Les salaires étaient demeurés bas, mais le surplus que ces travailleurs produisaient restait dans les villages et était mis au service de la construction de projets sociaux que ces compagnies publiques aidaient à mettre en œuvre (Lippit 2005, p.449). Le vide dans les dépenses publiques est surtout survenu lorsque ces TVE furent privatisés vers la fin des années 90.

Le phénomène des TVE est révolu aujourd'hui. Ces anciennes compagnies publiques qui s'étaient privatisées à la fin des années 90 n'ont plus de caractéristiques propres. Elles ne sont plus des compagnies uniquement de villages. La plupart des TVE se sont tout simplement transformées en compagnie de tailles petites ou intermédiaires, qui forment les *clusters* industriels qui dotent les banlieues chinoises (Naughton 2018, p.325). Ce sont des *clusters* qui se spécialisent, coopèrent et forment des chaînes de production dans les villages qui se sont transformés en banlieues à proximité des villes.

Les réformes rurales ont donc eu une grande répercussion sur le futur de la Chine à plusieurs égards. Ce sont elles, grâce à la dissolution des communes, qui ont ouvert la voie vers l'économie de marché socialiste que nous connaissons aujourd'hui par la création indirecte des TVE. Ce nouveau type d'entreprise a été le catalyseur de l'industrialisation des milieux ruraux de la Chine et a eu des conséquences sur le milieu urbain. Les réformateurs du Parti ont pu expérimenter dans les campagnes avec les changements de système de propriété sans toutefois toucher au système soviétique des villes durant les années 80 (Delaunay 2018, p.97). Cependant, le changement vers les principes marchands ont donné des résultats si probants que le système de production soviétique des villes n'a pas pu résister aux changements apportés par les réformateurs.

Démographie

La paysannerie en Chine a vécu un changement démographique assez impressionnant depuis le début de l'ère des réformes. Au tout début de cette période, en 1978, la proportion de la population rurale était de 82 %, 800 millions de personnes. La force de travail agricole à cette époque représentait 70,5 % de la force de travail totale de Chine (Vendryes 2010, p.87). La Chine, à cette époque, était un pays agricole

comme elle l'avait été depuis le tout début de son histoire. Qu'en est-il alors de nos jours, après une quarantaine d'années de processus de réformes économique? Les paysans, aujourd'hui, représentent 18 % de la population active totale du pays, comparativement à 82 % pour les ouvriers dans le secteur industriel et tertiaire (Delaunay 2018, p.65). Les réformes, en créant de nouvelles lois qui permettaient en Chine d'assouplir les restrictions sur les flux migratoires, ont fait de la Chine un pays non agraire et non paysan (Naughton 2018, p.465). Pour les emplois dans les milieux ruraux, en 2016, on compte 43 % de la force de travail s'affairant dans l'ancienne catégorie des TVE et qui aujourd'hui pourraient sans doute être classifiées comme des compagnies privées. On compte 16 % des travailleurs dans les microentreprises, 12 % dans des entreprises privées et le reste (29 %) constitue la paysannerie qui travaillent leurs terres de façon autonome comme à l'époque d'antan (Delaunay 2018, p.63). Si l'on compare la quantité de la force de travail agraire dans le pays au complet, le nombre est resté approximativement le même de 1963 à 2013, c'est-à-dire 215 millions (Naughton 2018, p.292). Si l'on prend en compte que la population de la Chine a presque doublé entre ces deux dates, de 682 millions à 1,3 milliard (Banque Mondiale), la Chine n'est définitivement plus un pays majoritairement agraire.

Industrie

Le changement que les réformes apportèrent en Chine dans les milieux ruraux au début des années 80 allait aussi se propager dans les milieux urbains où la plupart de l'industrie de l'époque se trouvait. Elles amenèrent avec elle la même logique interne basée sur l'efficacité et les rapports marchands et métamorphosèrent la scène urbaine au cours des années 80 et 90.

Industrie lourde/légère

Durant l'époque maoïste jusqu'à la fin des années 90, les milieux urbains de la Chine étaient en quelque sorte un bastion du mode de production basé sur le socialisme soviétique. La quasi-totalité des entreprises de ces milieux était publique et les directeurs de celles-ci répondaient directement aux ordonnances du gouvernement central. La planification économique était la méthode utilisée pour organiser la production et la distribution des marchandises. Ces grandes entreprises publiques œuvraient surtout dans l'industrie lourde comme ce fut le cas dans la majorité des économies socialistes de l'époque où le modèle de développement soviétique avait été choisi (Jameson et Wilber 1981, p.807). Comme ces auteurs expliquent, la raison pour laquelle le développement de l'industrie lourde est choisi au lieu de l'industrie légère est pour favoriser l'accroissement de la consommation pour le futur. La consommation est synonyme de l'industrie légère, tandis que l'industrie lourde est synonyme de création de moyens de production et

d'infrastructures. Le fait d'investir massivement dans l'industrie lourde fait donc en sorte de pouvoir augmenter la croissance économique d'une nation et de permettre ainsi une industrialisation (p.807). L'industrie lourde était alors le secteur dominant du secteur industriel de Chine durant l'ère maoïste.

C'est dans ce secteur que les réformes des années 80 ont semblé avoir bouleversé la structure économique chinoise. Les investissements en industrie légère ont fortement augmenté au cours des réformes économiques. L'accent a été mis sur la manufacture de marchandises du secteur civil (Bramall 2008, p.410). Dans l'industrie lourde, l'utilisation en facteur capital est très intensive. Pour les pays peu développés sur le plan industriel comme la Chine, l'ouverture économique peut mettre un frein à ses efforts d'industrialisation lorsque la stratégie économique du pays est tournée vers l'exportation de sa force de travail comme ce fut le cas dans les pays de l'ancienne Union soviétique où les économies ont été désindustrialisées par les forces de la thérapie de choc du marché international (Bramall 2008, p.419). La désindustrialisation n'a jamais gagné la Chine. Bien au contraire, le secteur industriel n'a cessé de croître depuis les réformes pour en faire la vague d'industrialisation la plus unique de l'histoire de l'humanité par sa vitesse et son envergure (Bramall 2008, p.407). L'essor des TVE dans les campagnes a permis à l'industrie légère d'augmenter sa proportion dans le secteur industriel. Ce genre d'industrie était d'une nature très différente de ce qu'il était possible d'apercevoir dans les villes à l'époque. Les villes étaient surtout un terrain pour l'industrie lourde. La plupart des emplois prenaient place dans des usines gigantesques qui sont une caractéristique du « Big Push » soviétique. Les secteurs ruraux étaient beaucoup plus pauvres en capital, mais il y avait une grande abondance de force de travail. À cause des restrictions sur la migration interne dans les années 80, le surplus de main-d'œuvre était alors redirigé dans les TVE (Naughton 2018, p.310). L'industrie légère a donc grandi dans les campagnes en raison de l'abondance de la population rurale qui voulait se trouver un travail autre que le champ pour augmenter leurs maigres revenus.

En matière de valeur de production nette, l'industrie légère a plus que doublé son taux de croissance annuel qu'elle connaissait au cours de l'époque maoïste (8,7 %) et des deux premières décennies de réformes économiques pour s'établir à 15,3 % dans les années 90 (Bramall 2008, p.409). Ce très grand taux de croissance était dû à la prolifération des TVE dans les régions rurales dans les années 80. Le rythme de croissance de ces entreprises était, durant cette décennie jusqu'en 1996, supérieur à la moyenne nationale, tandis qu'après 1996 le rythme de croissance s'est situé au même niveau que l'économie en moyenne. Ce changement était survenu à cette époque parce que l'environnement économique dans le pays était devenu beaucoup plus compétitif. Ces entreprises, rappelons-le, étaient anciennement publiques et devenaient de plus en plus privées dans la deuxième moitié des années 90. Elles ne recevaient donc plus de protection de la part de l'État et des gouvernements locaux (Naughton 2018, p.319). Les entreprises étrangères qui vinrent

s'implanter dans l'économie chinoise étaient trop compétitives comparativement aux TVE et une partie de celles-ci ont dû fermer leurs portes (Naughton 2018, p.336). L'industrie légère aujourd'hui est encore représentée par les groupes industriels (*clusters*) qui ont remplacé les TVE au cours des deux dernières décennies et sont la plupart des compagnies privées. On y produit surtout des biens de consommation.

La Chine n'a cependant pas laissé de côté l'industrie lourde. Elle a considérablement augmenté depuis le début du 21^e siècle. L'industrie chinoise demeure un secteur où l'industrie lourde est maîtresse. En 2011, l'industrie lourde représentait 72 % de la production brute de l'industrie totale, le reste étant l'industrie légère. Son taux de croissance était de 12 % durant la période maoïste, de 13 % durant les années 80 et de 16,6 % durant les années 90 (Bramall 2008, p.409). L'industrie lourde avait même augmenté en proportion de 14 % de 1999 à 2010 (Delaunay 2018, p.148-149) et elle reste toujours dominée par les SOE (China Institute 2018, p.12). On ne peut donc pas dire que les réformes ont réellement changé la direction de la stratégie économique maoïste sur le plan de l'industrialisation en matière d'industrie lourde et légère, bien que le processus qui avait fait en sorte que l'industrie lourde ait accrue dans le pays ait changé considérablement. La différence, selon Delaunay, dans les processus de la mise en place de l'industrie lourde à une telle capacité dans une économie où la main d'œuvre est beaucoup moins rare que le capital est dû au fait que ses produits sont destinés à la fois au marché intérieure, mais surtout au marché extérieure (Delaunay 2018, p.149). Le pays est devenu depuis les années 90 une « plateforme d'assemblage industrielle » où l'industrie lourde n'est plus destinée uniquement à satisfaire les besoins de l'économie intérieure du pays, mais est plutôt destiné à l'expansion vers le marché international.

Les crises de surproduction sont assez communes en Chine depuis l'époque des réformes. Pour des raisons que nous allons expliquer dans une autre section. Le fait que l'industrie ait autant augmenté depuis la formation de la Chine moderne a créé des crises de surplus de production dans les domaines de l'industrie lourde (Team 2017; Gross, Shepherd, et Hume 2019). Le pays tente d'utiliser les ressources investies dans l'industrie lourde, mais il a une grande difficulté à les consommer de manière autonome. C'est l'une des raisons pour laquelle la « Belt and Road Initiative » a vue jour puisqu'elle créer une façon pour les SOE de vendre le surplus créer par la surproduction (Brodsgaard et Rutten 2017, p.15). Il serait cependant faux de penser que l'industrie lourde ait uniquement un but marginal dans l'économie chinoise. Les grands projets d'infrastructure qu'il est possible d'admirer depuis les dernières années sont possibles en raison du choix du gouvernement d'épuiser ces stocks dans ces industries dans la construction de grand projet qui ont lieu en majorité dans les milieux ruraux (Tsui et al. 2018). Ces crises de surproduction dans l'industrie lourde avaient bien montré aux dirigeants communistes du pays que la Chine devait investir moins dans celles-ci. C'est ce que l'administration de Hu Jintao et de Wen Jiabao avait essayé d'accomplir. Le but était d'investir plutôt dans les industries légères pour servir la population en biens de consommation, mais en réalité, le

biais que le système avait pour les investissements en capitaux fixes a rendu la tâche très difficile (Brodsgaard et Rutten 2017, p.129).

Les réformes économiques ont eu alors eu un grand impact sur l'allocation des facteurs économique dans l'industrie en général. La naissance du phénomène des TVE a accru de manière élevée la place de l'industrie légère en Chine. Bien que l'économie se soit extériorisée depuis les années 90 et que la production industrielle de la Chine soit encore dans l'imaginaire des peuples occidentaux rien qu'une production de produits fabriqués à l'aide de main d'œuvre bon marché, pour ne pas dire sous-payée et sans grande utilisation de capitaux fixes, l'industrie lourde a quand même gardé une place prédominante dans cette économie.

Industrie publique/privée

Les rôles du secteur public et du secteur privé ont connu une grande transformation durant les réformes économiques chinoises. Le grand bouleversement dans ces secteurs s'est fait sentir dans les industries urbaines où le système soviétique régnait à l'époque. La très grande majorité du secteur industriel se trouvait dans les villes durant l'époque maoïste. Au tout début du cycle des réformes dans les années 80, le secteur privé n'avait pas encore pris de l'expansion. Les TVE étaient des entreprises publiques qui appartenaient à la municipalité. Ce n'est qu'après un certain nombre d'années que le secteur privé prit une place d'importance exponentielle.

Le premier grand saut qualitatif dans le statut de l'économie privée s'est fait en 1984 lorsque les entreprises privées ont été officiellement acceptées dans le secteur économique chinois, la première fois depuis les années 50. Le petit nombre d'entreprises qui sont apparues dans les années 80 ne sont donc pas sorties du néant. Les entreprises privées avaient encore une place dans l'économie maoïste, elles totalisaient le nombre de 300 000, mais elles étaient surtout des entreprises familiales telles que de petits restaurants et la production artisanale paysanne (Bramall 2008, p.411). La prolifération de celles-ci doit être comprise dans la nouvelle organisation du marché en Chine. C'est cette institution qui a favorisé, au début des réformes, l'expansion des entreprises privées. La stratégie du PCC a été double durant la décennie 80. Il y avait d'abord un changement de type de gouvernance dans les entreprises publiques qui correspondaient vaguement au *Household Responsibility system* des campagnes, mais maintenant mis en place pour les entreprises urbaines (Bramall 2008, p.412). L'idée était de faire en sorte que les directeurs aient une plus grande liberté dans la gouvernance de leurs entreprises. L'entreprise pouvait donc conserver une partie des profits et les directeurs pouvaient choisir, de manière autonome, comment ces profits allaient être utilisés. Le but du gouvernement central était de créer un incitatif économique à la création de SEO profitable par la modification des techniques de travail et l'utilisation plus économe des intrants de production. Les dirigeants

étaient donc encouragés jusqu'à un certain point à créer un plus grand profit pour le réinvestir de manière profitable. La deuxième stratégie qui avait pour but de compléter la première était la création d'une économie à double voie (dual track) qui laissa une certaine place aux entreprises privées chinoises sans privatiser les entreprises existantes et qui laissa fleurir un marché en Chine en permettant la vente d'une partie de la production sur un marché (Bramall 2008, p.350,410). Les réformateurs de cette époque avaient en tête de créer un environnement économique où la compétition avait une plus grande place. Ces réformes ont servi de base à celles qui ont plus sévèrement touché les villes durant les années 90. Le mot d'ordre était toujours l'établissement de rapport marchand, mais la privatisation n'avait pas encore eu lieu. Le secteur public était encore dominant quantitativement et qualitativement.

La privatisation économique de la propriété de l'État n'est entrée en jeu qu'après la grande première grande vague d'industrialisation qui s'est achevée en 1996 (Bramall 2008, p.418). Selon le leadership de l'époque, Jiang Zemin, l'environnement marchand de l'économie chinoise n'était pas encore suffisant pour l'obtention d'une croissance économique plus élevée (Delaunay 2018, p.148). Il y a eu une privatisation d'un grand nombre de petites et moyennes SOE chinoises, surtout celles qui n'étaient pas profitables parce qu'elles ne pouvaient pas obtenir des économies d'échelles pour leurs produits à cause de leurs petites tailles. Beaucoup d'autres compagnies ont été combinées dans le but de créer des « championnes nationales » qui seraient profitables sur le marché international. Le changement de logique des SOE vers celle d'une logique de principes marchands et non plus celui de pourvoyeur de biens sociaux retrouvé dans les compagnies de type soviétique a engendré de grandes restructurations de ces compagnies en se débarrassant de tous les aspects qui ne les rendaient pas profitables. Le surplus de travailleurs de ces entreprises fut licencié et les services sociaux qu'elles offraient furent pris en charge par l'État (Bramall 2008, p.420-30). Dans les milieux ruraux, la plupart des TVE ont été privatisés aussi à partir de la moitié des années 90. Les réformes ont fait en sorte de privatiser la majorité des entreprises de l'économie ainsi que de relâcher le contrôle du gouvernement central sur l'économie tout en introduisant de principes marchands dans la logique qui soutient la vie économique chinoise.

Quelle est la place des secteurs privé et public dans l'économie à l'ère contemporaine? La libéralisation des marchés depuis les réformes de 1978 laisse croire que la place du secteur public a disparu de l'économie chinoise. En matière d'actifs, la part du secteur public dans l'économie totale a fluctué depuis 2004, l'année où la restructuration économique a pris fin. On comptait alors 62,73 % des actifs totaux de l'économie dans le secteur public (SOE, entreprises collectives, entités collectives de corporations) avec 37,27 % dans le secteur privé (entreprises privées, entreprises étrangères, entité privée de corporation). En 2012, le pourcentage était de 50,44 % pour le secteur public et de 49,56 % pour le secteur privé. Il est à noter ici que les pertes du secteur public depuis 2004 s'expliqueraient par l'expansion de l'économie privée

et non par la réduction totale du secteur public. Ce dernier a grandi durant ces années, mais à une vitesse moindre que celle du secteur privé. (Changhong 2014, p.17-18). Pour l'économie rurale, en comptant la valeur des terres détenues par l'État, on comptait 45,95 % du total dans le secteur public et 54,05 % du total dans le secteur privé (Changhong 2014, p.11). En ce qui a trait à la valeur ajoutée dans la même année, on compte 32,41 % pour le secteur public et 67,59 % pour le secteur privé (Changhong 2014, p.24). Il serait cependant faux de croire que les secteurs de l'économie privée et publique soient complètement hermétiques. Depuis les réformes en 2013, le secteur privé a le droit d'investir dans les SOE de moyennes et petites tailles sans avoir accès aux plus importantes. Le gouvernement devra toujours garder une part majoritaire de la compagnie. Ce flux de capital peut aussi aller dans l'autre sens. Les SOE peuvent aussi investir dans les compagnies privées et peuvent même acheter la majorité des parts (Naughton 2018, p.347).

Concernant l'emploi pour l'année 2013, on compte 25 % de l'emploi dans les milieux urbains dans le secteur public (SOE, unités de services à but non lucratif, collectives urbaines), 43 % dans le secteur formel privé (grandes et moyennes entreprises privées) et 32 % dans le secteur informel (entreprises familiales) (Naughton 2018, p.212-213). Dans les milieux ruraux, l'emploi est surtout de type privé : on y dénombre, en 2016, 43 % pour les TVE (on pourrait uniquement nommer des entreprises privées, aujourd'hui), 12 % pour les entreprises privées et 16 % pour les microentreprises. Les 29 % restant constituent la paysannerie (Delaunay 2018, p.62-63). Comment expliquer que le secteur public détienne plus de 50 % de l'économie totale, mais uniquement 25 % de l'emploi total et 32,41 % de la valeur ajoutée? La raison est que les SOE opèrent surtout dans le secteur de l'industrie lourde et surtout dans le secteur des services où les entreprises sont intensives dans l'utilisation de capital humain et de capital fixe comme le secteur financier, la télécommunication et les médias (Naughton 2017, p.8). Ces secteurs doivent utiliser beaucoup de capital, mais beaucoup moins de facteurs travail dans leurs chaînes de production, comparativement aux entreprises dans le secteur des services, dans l'industrie légère et dans le secteur agricole. De plus, le gouvernement chinois détient des parts de plusieurs compagnies à action sur le territoire chinois, ce qui fait en sorte qu'il n'emploie pas par lui-même *de facto* la main d'œuvre. Nous n'allons pas traiter de la logique de l'économie chinoise dans ce chapitre, mais il est possible de dire pour l'instant que le secteur public en Chine est celui qui domine encore l'économie de manière quantitative si l'on se réfère à la propriété des moyens de production. L'analyse qualitative sera présentée dans le prochain chapitre qui sera comparatif.

À quoi ressemble alors le secteur public chinois? L'industrie du pays est détenue à près de 40 % par le secteur public. Il détient aussi 85 % des actifs financiers; l'entièreté des réseaux de transport; des réseaux de télécommunication; des services éducatifs, technologiques et scientifiques; ainsi que les médias. Le gouvernement œuvre également dans ses secteurs d'industrie légère comme dans la production de nourriture

et de vêtements, mais en très petite quantité (Naughton 2017, p.8). L'infrastructure est aussi en grande majorité détenue par le gouvernement, avec la production des matériaux de bases et de l'énergie (Herrera 2019, p.90).

En ce qui concerne le secteur privé, il occupe depuis les réformes de 1978 une place importante dans l'économie. Le marché dans lequel ces compagnies opèrent est d'une compétitivité extrême (Naughton 2018, p.341). Dans les années 90, au début du processus de marchandisation, les petites et moyennes entreprises avaient pris une place importante dans l'économie. Par exemple, en 1998, celles-ci produisaient 48% de la production industrielle. La partie privée de l'économie était donc dominée par des millions de petites entreprises de type familiales. C'est un décor qui a changé lors de l'ascension de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce lorsque les compagnies étrangères ont conquis d'importantes parts du marché chinois (Naughton 2018, p.336). Les entreprises privées chinoises restent cependant caractérisées par un mélange de petites entreprises familiales, ainsi que certaines grandes entreprises étrangères. Le développement économique des quinze dernières années a introduit dans le marché chinois de grande compagnie technologique chinoise qui sert le rôle de modernisation technologique et de pont avec le monde international dans le but d'acquérir du capital et de la technologie moderne (Sergey et Breidne 2007, p.144). Les entreprises du secteur privé peuvent être divisées en 3 catégories. Il y a premièrement les microentreprises qui sont surtout formées par des familles et des petits artisans. Il y a deuxièmement les entreprises étrangères qui ont la fonction d'apporter du capital et de la technologie en Chine. Troisièmement, il y a les entreprises privées chinoises qui ont le rôle d'accumuler du capital et d'employer la grande force de travail.

Nous avons établi dans cette section un portrait quantitatif de la situation. Il est possible de voir qu'en matière d'emplois et de valeur ajoutée, c'est le secteur privé qui est prévalent. En ce qui concerne la propriété, le secteur public reste encore le joueur dominant dans l'économie à condition de prendre les actifs bancaires en considération dans les calculs.

Commerce

Le commerce privé en Chine a débuté lors des réformes de Deng en 1978. Les réformes ont remis en Chine l'accent sur les rapports marchands dans l'économie (Herrera 2019, p.25). Le marché a été réintroduit dans un premier temps dans les campagnes et, dans un autre temps, dans la grande majorité des secteurs de l'économie. La Chine est devenue aujourd'hui, selon l'appellation officielle, une économie socialiste de marché. Dans ce genre d'économie, le marché joue le rôle de base dans l'économie de

l'allocation des ressources (Cheng 2007, p.48). Nous allons la décrire d'une façon brève les éléments centraux du commerce national et international chinois.

Comme nous avons dit, le commerce a commencé à prendre de l'expansion dans les régions rurales de la Chine. C'est la relation entre l'État et la paysannerie qui a changé durant cette période avec la destruction des communes populaires. La nouvelle relation avec la paysannerie que l'État a choisi d'adopter était basée, d'une part, sur la capture d'un surplus ou d'une rente par l'entremise de la vente de leurs récoltes à l'État en dessous de la valeur marchande. Les paysans pouvaient par la suite faire ce qu'ils voulaient avec leurs récoltes. Dans la plupart des cas, leurs surplus étaient destinés aux marchés qui avaient été réintroduits comme principe de régulation de la vie économique rurale, bien que l'agriculture de subsistance ait encore une place (Delaunay 2018, p.97). Les anciennes bases industrielles des communes furent converties en TVE qui allaient pouvoir employer le surplus de main d'œuvre dans les campagnes. Les marchandises produites par les TVE étaient aussi destinées aux marchés, dans leurs cas, intérieurs et extérieurs. Une sorte de marché du travail a donc été réintégré dans les relations de production chinoises surtout dans la sphère de l'industrialisation des campagnes dans les années 80, mais en s'étendant dans la majorité de l'économie à les décennies suivantes. Le marché du travail s'était aussi étendu dans la production agricole. Il n'est pas possible d'aliéner la terre dans un échange économique, néanmoins les paysans ont le droit de prêter leurs terres à des individus et à des corporations. Le paysan peut louer sa terre et vendre sa force de travail à un paysan plus riche ou à une compagnie à l'extérieure de son lieu de résidence.

Dans les années 80, le grand changement introduit par les réformes a été l'entrée des principes de marchés dans le fonctionnement des SOE. Celles-ci pouvaient dès lors, après avoir donné un quota à l'État, vendre le surplus qu'elles avaient amassé sur le marché. Si elles avaient pu alors produire d'une façon plus efficace, elles avaient alors plus de capital à leurs dispositions (Markwick 2020, p.338). Le marché était donc, durant ces années, entré dans la sphère publique de l'économie et commençait à organiser l'allocation des ressources, bien que partiellement. L'environnement marchand, qui, au début des années 90, avait à sa base les SOE et les TVE qui faisaient compétition sur le marché, a pris de l'expansion durant l'administration de Jiang Zemin lorsque celui-ci trouva que les rôles du marché et de la compétition n'étaient pas encore satisfaisants. Il privatisa alors plusieurs entreprises qui n'étaient pas profitables (Delaunay 2018, p.147). Le marché des marchandises et de l'emploi depuis lors a tant grandi que le rôle du secteur privé dans la vente et l'achat de ces deux ressources lui appartient en majorité, la tâche d'élaboration d'un marché du travail était difficile pour le secteur public urbain dominé par les SOE et par leur mode de fonctionnement soviétique à cause des lois qui rendaient très difficile le licenciement des employés. Lorsque la vague de privatisation a eu lieu vers la fin des années 90, ces anciens employés d'État durent trouver d'autres emplois sur le marché qui était maintenant dominé par les occasions dans le secteur privé. Les réformes des SOE ne

les ont pas cependant lancées tout droit dans un environnement marchand total. Elles continuent d'avoir un traitement préférentiel de la part du gouvernement et de ces institutions, bien que des réformes en 2013 les avaient rendues plus sensibles aux valeurs marchandes des intrants qu'elles utilisaient dans la production (Brodsgaard et Rutten 2017).

Le marché du capital s'est aussi développé durant cette époque. Les banques, bien qu'elles soient pour la plupart des banques d'État, reposent sur des principes qui sont en partie marchands, mais qui ne prévalent pas dans la logique dans laquelle ces banques opèrent. Les banques ont tendance à chercher la profitabilité. C'est l'une des raisons, selon Naughton, pour lesquelles les petites entreprises publiques, notamment les TVE, étaient défavorisées au sein du marché chinois pendant un temps. En effet, les banques préféraient prêter aux entreprises privées qui étaient plus sûres de faire un profit (2018, p.322). Par contre, dans la plupart des cas, les banques vont prêter aux SOE, les championnes nationales, peu importe la profitabilité de celles-ci, puisque c'est sur celles-ci que le Parti et l'économie dépendent pour le maintien du présent système économique et politique tandis que les TVE n'ont pas beaucoup de poids dans l'économie. Elles ne prêtent que très rarement aux petites entreprises privées (Sit et al. 2020). La bourse chinoise, quant à elle, reste assez sous-développée comparativement à celles des pays riches. Elle y a rôle moins important de spéculation financière dans cette bourse. Le rôle est plutôt de débarrasser la Chine de son excès de liquidité, bien que le phénomène de financiarisation de l'économie chinoise soit bien réel et pose un véritable problème (Sit et al. 2020).

Le commerce national depuis les réformes de Deng est donc dominé de manière quantitative par les principes de marchés qui opèrent selon la logique de la recherche de profit. Les deux sortes principales de marchés qui se sont développées ont été le marché de l'emploi et le marché des marchandises. Le marché des capitaux ne s'est développé que d'une manière qui ne reflète pas le fonctionnement capitaliste.

L'autre grande évolution de l'économie chinoise durant la période des réformes économiques a été la création des zones économiques spéciales (SEZ). C'est à travers cette création que le gouvernement chinois a inséré le pays dans le système capitaliste mondialisé. La stratégie employée était l'attraction de capitaux étrangers avec pour objectif d'accroître le niveau d'exportation, de favoriser le transfert technologique des pays riches vers la Chine et d'augmenter le niveau de croissance économique par le partenariat entre firmes extérieures et firmes chinoises (Yeung, Lee, et Kee 2009, p.223). Les premières zones à avoir été construites par le gouvernement furent Shenzhen, Shantou, Zhuhai et Xiamen. Ces endroits ont considérablement grossi avec les années comme le prouve l'expérience de Shenzhen. Ce petit village, qui ne vivait que de la pêche au début de l'époque des réformes, s'est transformé en une géante métropole rivalisant avec Hong Kong et les autres géants de Chine. Il y avait deux raisons selon Bramall pour choisir ces emplacements pour la création de ce projet pilote (2008, p.333). Premièrement, toutes ces zones étaient

assez proches de Hong Kong et de Macao et pouvaient être une porte d'entrée pour les flux de capitaux mondiaux qui passaient régulièrement par ces deux villes. La deuxième raison était idéologique; les dirigeants chinois ne voulaient pas avoir de la contamination capitaliste dans leurs pays. Ces régions étaient pauvres en développement industriel. Donc, si les flux de capitaux avaient pu créer du dommage aux pays par voie économique et idéologique, ces régions étaient très loin d'être importantes dans le fonctionnement de l'économie chinoise et du centre de la politique de Chine à Beijing, situé dans le nord du pays. La stratégie de l'ouverture de la Chine au monde capitaliste a donc été mise en place dès le début du projet des réformes par ces zones économiques spéciales qui n'ont fait que se propager dans presque toutes les régions de la Chine depuis.

Le Parti communiste chinois s'est retrouvé devant une contradiction idéologique assez rapidement avec ce projet concernant la nature de la propriété de la terre. Rappelons-le, la terre, en Chine, est issue de la propriété publique, l'un des aspects les plus importants des régimes socialistes. C'est un bien collectif. Ce genre de régime de propriété ne peut que très difficilement attirer des investissements étrangers parce que la propriété privée n'est pas sacro-sainte comme il est possible de le voir dans les pays capitalistes. Il y avait la possibilité pour les investisseurs de se faire prendre leur propriété privée par la collectivité. Les dirigeants chinois ont bien vu la contradiction qui résidait dans la situation. La constitution chinoise ne garantissait aucune protection de la propriété privée (Wang 2013, p.136). Il fallait donc faire un choix. Les options étaient de rester autarcique et prendre en charge eux-mêmes les efforts de développement de la Chine, ce qui aurait été très difficile sans transfert technologique, ou permettre l'existence de contradictions dans le système chinois pour assurer une voie vers le développement économique plus rapide et certain à l'aide des investissements extérieurs. Le Parti a décidé d'établir ces zones dans le but de créer un cordon sanitaire autour de ces investissements étrangers sans que cette contradiction entre deux modes de production antagoniques ne puisse endommager le peuple chinois (Delaunay 2018, p.161). Le but n'était pas de libéraliser l'économie, loin de là, mais de favoriser le transfert technologique ainsi qu'un savoir-faire technique managérial, commercial et financier entre l'Occident, riche de son exploitation passée et présente, et la Chine.

Ces zones économiques spéciales ont fait en sorte de propulser l'économie chinoise et de favoriser le transfert technologique en créant cependant de nouvelles contradictions dans l'économie. Pour en nommer quelques-unes, il y avait une contradiction sévère entre les besoins d'un marché financier libéralisé qui allaient à l'encontre des intérêts de la population chinoise, un déséquilibre chronique entre le développement des régions côtières et les régions intérieures, une corruption rampante des membres du Parti communiste chinois à proximité de ces zones, et une création d'un marché du travail capitaliste moderne (Delaunay 2018, p.165). L'attraction de flux de capitaux a entraîné un taux d'industrialisation très élevé,

sans toutefois détruire l'ancienne économie chinoise (Wang 2013, p.145). Cependant, les flux de capitaux étrangers ont suscité une grande part des aspects négatifs du mode de production capitaliste avec eux tel qu'une plus grande violence commise par les patrons sur les employés, une spéculation débridée sur le marché immobilier de ces régions et un développement économique des plus inéquitable (Gopalakrishnan 2007).

La stratégie de développement de la Chine depuis les années 80 environ est basée sur le commerce externe. Depuis 1996, le pays a un surplus commercial avec ses partenaires qui s'élevait à 4,5 % en 2016. La Chine exporte surtout des biens primaires et des biens de l'industrie légère, ces derniers contribuant de manière importante à son succès commercial (Delaunay 2018, p.158). Beaucoup de l'exportation chinoise est fait par des compagnies extérieures, mais celles-ci opèrent aussi en Chine dans le but de vendre dans le grand marché chinois. Dans les faits, l'investissement venant de l'extérieur en Chine est assez contrôlé par le gouvernement. Bien que pour les exportations de marchandises le marché chinois soit assez libéralisé, le marché est protégé sur le plan des importations (Naughton 2018, p.421). La plupart des investissements sont faits à partir d'investissements directs de l'étranger. La compagnie doit s'implanter directement sur le sol chinois, les flux de capitaux ne sont pas libres entre la Chine et le monde extérieur, la bourse chinoise n'étant pas accessible aux étrangers. Les IDE doivent tous être acceptés par le MOFCOM (Ministère du Commerce de la République populaire de Chine) qui se donne le droit d'interdire aux compagnies étrangères de faire l'acquisition de compagnies chinoises jugées critiques au développement du pays (Chow 2015, p.4) et les multinationales qui souhaitent opérer dans le pays doivent amener avec elles une grande quantité de capital et doivent accompagner leurs investissements d'un important transfert technologique en faisant affaire avec une firme chinoise (p.13). Cependant, alors que le coût de la main d'œuvre augmente en Chine depuis maintenant le début des réformes, que la crise capitaliste de 2008 a mis un frein à la grande période de mondialisation et que les États-Unis attaquent la Chine par des moyens commerciaux afin d'empêcher le pays de se développer, le commerce international n'aura plus autant d'importance pour l'économie chinoise pour bien longtemps (Naughton 2018, p.421). Il est possible de voir les trajectoires futures de l'économie chinoise à travers les annonces du gouvernement pour une économie à circulation double qui mettra l'accent sur deux piliers : le développement d'un marché intérieur avec une plus grande demande rendue possible avec la disparition de la pauvreté extrême de ce pays ainsi qu'une ouverture plus grande sur le monde extérieur (CGTN 2020). La Chine est alors encore loin d'être une économie de marché libre pour le capital extérieur.

Contrôle et planification

La Chine est une économie de marché. L'allocation des ressources est principalement faite par l'entremise du marché. A-t-elle cependant coupé tous les liens qu'elle avait avec son passé maoïste? Nous allons dans cette section tracer le contour des structures de planifications et de contrôle de l'économie qui sont présentes aujourd'hui dans l'économie chinoise.

Durant la période maoïste et jusqu'au début de la décennie 90, la Chine était une économie planifiée de type soviétique. Ce type de structure économique avait survécu durant les 15 premières années du cycle de réformes engendré par Deng Xiaoping. Les premiers pas vers la dissolution de la planification étatique ont été pris lors de la révision constitutionnelle de 1993 lors du 14^e congrès du PCC. C'est à ce moment que l'administration de Jiang Zemin a changé la structure officielle de la Chine pour celle d'une économie de marché socialiste. Il essaya d'instaurer ce type d'économie durant le reste de son mandat, notamment par la création d'entreprises publiques modernes et indépendantes de la structure étatique chinoise et de ses obligations en sécurité sociale (Delaunay 2018, p.229). Durant les années 90, la planification a perdu sa place. Le marché était devenu presque le seul acteur dans l'économie chinoise. La logique du marché était devenue dominante dans l'élaboration des prix des marchandises. Ce n'est qu'en 2003 que le gouvernement a repris son rôle d'intervenant dans l'économie, mais dans un contexte d'économie de marché socialiste. Le Parti communiste chinois n'avait peut-être pas voulu se diriger vers un marché dérégulé qui avait créé une grande inégalité dans l'espace de quelques années. Le gouvernement, pendant cette époque, faisait face à un problème assez grand. Les SOE n'étaient plus aussi profitables que dans le passé. Les SOE étaient en grande partie responsables du revenu d'État, à cette époque. À cause de la grande compétition créée notamment par les TVE et par les nouvelles compagnies privées, les SOE avaient à peine de revenu pour rester en vie. Dans cette optique, le gouvernement réforma les SOE, laissa les petites se faire privatiser et n'eut pas à déboursier de grandes sommes d'argent pour des compagnies publiques qui accumulaient les pertes. La structure de marché sans intervention était donc née d'un manque de ressources entre les mains du gouvernement central. Ce n'est que depuis 2003 que la Chine est revenue vers un mode de gouvernance axée sur l'intervention directe du gouvernement dans la vie économique (Chen et Naughton 2016, p.2140).

La planification chinoise, pour utiliser les mots de Delaunay, est un paradoxe. Le gouvernement élabore et applique de nombreux plans, sans que l'économie de la Chine soit planifiée. Selon cette auteur, ces plans servent à donner une cohérence, une efficacité, un certain rythme à la vie économique et politique au pays (Delaunay 2018, p.182). L'économie chinoise est alors un mélange savant entre planification et marché (Yeung 2009, p.161). La planification apparaît dès lors comme une structure que les bureaucrates doivent respecter pour atteindre les objectifs d'État (Brodsgaard et Rutten 2017, p.143). Elle fait partie d'un système complexe d'institutions nationales qui ont tenté de stimuler la croissance économique ainsi que le

développement économique (Naughton 2017, p.13). Dans la perspective d'une économie de marché socialiste, la planification joue encore un rôle dans l'économie chinoise, bien qu'elle le fasse avec des mécanismes différents de ceux employés dans l'économie soviétique. L'allocation des ressources ne se fait pas prescrite par le plan, mais plutôt par le marché. L'État garde cependant entre ces mains les leviers de l'économie et se garde la tâche de contrôler les prix de certaines marchandises dans le but d'atteindre des objectifs sociaux (Brodsgaard et Rutten 2017, p.71). La planification se garde toujours les possibilités d'allouer des ressources à certains secteurs que les bureaucrates jugent importants. Par exemple, depuis 2013, le gouvernement a créé une organisation, la SCIO (Bureau de l'Information du Conseil des affaires d'État de la République populaire de Chine), qui a pour but de contrôler l'investissement des entreprises d'État dans des industries clés qui sont considérées comme faisant partie des piliers de l'économie chinoise. Ces investissements peuvent soit prendre contrôle de compagnies compétitrices existantes ou en créer de toutes pièces (Naughton 2018, p.352). L'objectif par là est de contrôler les flux de capitaux publics dans le but de s'assurer que l'investissement soit socialement productif et bénéfique. Par le contrôle de la finance du pays, le gouvernement est en mesure de diriger les capitaux vers les entreprises publiques. Nous allons ici analyser quelques exemples de plan économique mis sur pied après 2003.

La Chine a une myriade de plans occupant des emplacements différents dans la hiérarchie de planification. On retrouve les plans quinquennaux qui servent de structures générales et d'objectifs économiques à la totalité de l'économie. Les plans spécifiques, qui visent des objectifs jugés cruciaux pour le développement du socialisme chinois et de la nation chinoise, sont accompagnés de ceux-ci. L'un de ces plans, le MLP (Medium-Long Range Plan for Science and Technology), est un processus de planification des secteurs économiques chinois axée sur l'innovation scientifique et technologique. Le plan a commencé à être conçu dès 2003 à l'aide de sessions consultatives de plusieurs sections de la société. Les participants de ces processus étaient dans bien des cas des scientifiques ayant travaillé dans les années 60 et 70 dans les grands projets scientifiques de l'époque de Mao. Il y avait alors une certaine continuité entre les deux époques. Des économistes néoclassiques proéminents ainsi que des gestionnaires d'entreprises avaient aussi participé aux sessions consultatives pendant un temps, mais parce que leurs visions centrées sur l'efficacité de marché allaient en conflit avec la vision des membres de la communauté scientifique, ces économistes n'ont pas pu apposer leurs empreintes sur les plans. En effet, le gouvernement avait décidé d'écouter les opinions des experts technologiques et scientifiques. De plus, la population a été encouragée à partager son opinion et ses souhaits par le vecteur des médias de masse (Chen et Naughton 2016, p.2145). De ce processus qui a duré plusieurs années sont nés les mégaprojets qui avaient pour fonction de remplir les objectifs du nouveau plan. On en comptait en tout 16 qui étaient financés par le gouvernement central. On comptait aussi des plans SEI (Strategic Emerging Industries) qui avaient pour but de créer de nouveaux secteurs économiques peuplés d'entreprises qui allaient utiliser les nouvelles technologies créées par les

mégaprojets (Naughton 2018, p.380). L'objectif de ces mégaprojets était double. Le but était de pousser les créations technologiques, mais avec des buts industriels. Par là, le gouvernement avait pour objectif de développer des industries qui allaient avoir un grand impact sur le développement économique et social (Chen et Naughton 2016, p.2144). La Chine allait pouvoir créer des entreprises utilisant de la haute technologie et pouvant rivaliser avec les firmes occidentales. Un slogan particulier fut utilisé pour décrire les lignées de ce projet : « Seize the commanding heights of the new technological revolution » (Wan 2009, cité dans Naughton 2018, p.382). Le financement d'État de ces grands projets viendrait du travail des SOE qui recevaient entre autres des fonds du gouvernement central et des gouvernements locaux (Chen et Naughton 2016, p.2149). Là est l'une des grandes fonctions des SOE, celle de remplir les objectifs des multiples plans de l'État (Long, Herrera, et Tony 2018). Les fonds en recherche et développement sont été surtout donnés aux SOE pour s'assurer que l'économie publique soit renforcée par ces plans. Le gouvernement aide ces compagnies publiques en leur donnant des subventions et l'assurance qu'il achètera ces marchandises (Sergey et Breidne 2007, p.158-159). La durée de ce plan était de 15 ans, la date de fin était 2020.

Un autre plan technologique et industriel est aussi apparu dans les environs de 2005, le « Made in China 2025 ». Ce plan met l'accent sur l'innovation de l'industrie entière. L'objectif avec celui-ci est de réduire le risque de la *middle income trap* et assurer la croissance et la santé de l'industrie chinoise pour le futur (Naughton 2018, p.382). Le plan vise notamment le secteur de la robotique et de l'intelligence artificielle. Le gouvernement tente d'encourager la prolifération et la compétitivité des firmes en utilisant ou en ouvrant dans le secteur de la haute technologie et réduisant l'impôt sur le revenu des entreprises de 30 % à 15 % (Naughton 2018, p.384).

En matière de contrôle, bien que l'économie fonctionne en partie sur des principes de marché, le gouvernement chinois garde le contrôle sur les SOE. La SASAC (State-owned Assets Supervision and Administration Commission of the State Council) est l'organe du gouvernement central qui s'occupe de la gestion des SOE. Celle-ci fonctionne de la façon de deux structures distinctes. Une SOE est premièrement une compagnie avec à sa tête un PDG, un vice-PDG et un conseil d'administration. C'est donc une structure que l'on retrouve dans les compagnies capitalistes. La deuxième structure cependant est celle du Parti. Les employés à la tête de la première structure, tel le PDG, occupent les positions de ces deux structures à des rangs égaux, mais en devant donner la priorité à la deuxième. Il se fait de plus une rotation entre les membres de la SASAC et les employés à la tête des SOE. Ceci permet premièrement une plus grande coopération entre les organes gouvernementaux et les SOE (Chow 2015, p.12). Deuxièmement, cette structure empêche la structure corporative de prendre la place dominante dans la logique sous laquelle ces compagnies opèrent.

Il serait faux de dire que la planification en Chine ne vise que le secteur industriel et technologique. Le gouvernement utilise la planification pour régler des problèmes socioculturels qui n'auraient pu être résolus par la logique du marché laissée à elle-même. En 2007, le gouvernement central, en voyant la division grandissante entre les zones rurales et urbaines, lança un plan de relance économique qui avait pour but d'augmenter la subvention des ménages en subventionnant le système de sécurité sociale, l'éducation, les services publics et les logements à bas prix. Tout cela en plus d'investir massivement dans l'infrastructure de ces régions (Brodsgaard et Rutten 2017, p.147). Des fonds sont aussi mis à la disposition de travailleurs lorsque ceux-ci sont congédiés des SOE dans les temps de restructuration. En 2016, 3 millions d'emplois publics allaient être supprimés. Le gouvernement central a dépensé 100 milliards de RMB dans le but de muter ces employés (Brodsgaard et Rutten 2017, p.161). Nous pouvons aussi donner l'exemple des campagnes anti-pauvreté que la Chine organise depuis quelques années et qui sont menées surtout pas les gouvernements locaux.

Ainsi, la planification est alors toujours présente en Chine, mais sous des formes et des logiques différentes de celles utilisées auparavant. La planification dans l'économie chinoise moderne n'est pas l'outil d'allocation totale comme elle l'était autrefois. Aujourd'hui, la planification se fait surtout dans la mise en place de politiques macroéconomiques qui ont pour but de donner une direction à l'économie chinoise, bien que l'allocation de ressources joue un certain rôle.

Classes

Dans les prochaines sections, nous examinons les dynamiques de changement au sein des classes sociales les plus importantes de la Chine moderne.

Paysannerie

La paysannerie en Chine a formé la majorité de la population du pays depuis son unification jusqu'à très récemment. C'est une classe qui avait un poids considérable dans la politique en raison de l'immensité de la population qui la constitue et parce qu'elle a eu un rôle central dans l'histoire chinoise durant des épisodes de l'histoire qui changèrent la destinée du pays pendant bien des décennies, voire des siècles. Il suffit de penser à la rébellion des Turbans jaunes en 184, à la révolte des Taiping en 1851, à la révolte des Boxers en 1899, ainsi qu'aux nombreuses autres rébellions paysannes qui mirent fin aux règnes de dynasties centenaires pour voir que la paysannerie était une classe à tendance révolutionnaire. C'est grâce à cette paysannerie, dont Mao tire son origine, que la révolution communiste en Chine a pu combattre l'impérialisme ainsi que les vieux et les nouveaux systèmes d'oppression. Qu'en est-il alors de la paysannerie en Chine moderne?

Au tout début du cycle des réformes en 1978, la paysannerie occupait encore la place de la classe la plus peuplée de la Chine. La population rurale comptait, à cette époque, 82 % de la population totale. De ce nombre, 70 % représentaient la force de travail totale des paysans. La force de travail paysanne, au bout de 22 années de réformes, constituait à l'an 2000 44,2 % du total tandis qu'en 2016, le pourcentage de la paysannerie était tombé à 27,7 % sur une population rurale qui faisait 42,6 % du total (Peilin 2018, p.4). Ces données nous indiquent que la paysannerie est aujourd'hui en voie de disparition ou de marginalisation en Chine. Elle n'est plus qu'une petite partie de la population totale du pays, une rupture totale avec le passé. Elle est toujours, cependant, la classe la plus pauvre de la société chinoise d'aujourd'hui et elle est définitivement la plus âgée. La grande majorité des individus qui travaillent la terre dépasse les 40 ans (Peilin 2018, p.4). Néanmoins, son revenu n'a pas diminué avec le cycle des réformes. Sa qualité de vie s'est améliorée grâce à l'augmentation de leurs revenus, une augmentation que la totalité de la population chinoise a connue et grâce à un changement de politique de la part du gouvernement central qui a finalement adopté une stratégie de développement vis-à-vis des paysans (Delaunay 2018, p.116). La paysannerie n'a plus à payer pour l'industrialisation du pays en achetant les produits industriels plus cher et en ayant moins de ce que le marché leur aurait donné pour leurs surplus. La paysannerie en Chine a vécu une grande transformation au cours des années de réformes.

La transformation n'a pas uniquement pris place d'un point de vue quantitatif, mais aussi d'un point de vue qualitatif. Le nombre de paysans a diminué, mais il y a aussi eu une différenciation de la paysannerie qui continue jusqu'à ce jour. En d'autres mots, les relations de production ont commencé à changer dans les campagnes. Bien que la terre soit une propriété commune en Chine et que le droit de la travailler soit protégé par la loi, les relations de production capitalistes ont commencé à faire leur entrée du fait que la paysannerie a le droit de louer la terre et d'acheter la force de travail d'autres individus. (Delaunay 2018, p.117-118). Les différents systèmes de propriété en Chine ont créé une situation où les formes de relation de production et d'oppression sont devenues assez complexes.

Nous allons décrire ici la différenciation paysanne de la Chine durant le cycle des réformes. Zhang et Donaldson (2010) ont fait un travail d'analyse du phénomène de la différenciation paysanne qui prend en compte les éléments nationaux et internationaux. Selon ces deux auteurs, un grand nombre de paysans, aujourd'hui, devraient être considérés comme des fermiers plutôt que des paysans, car leurs relations entrent dans une logique capitaliste et de marchandisation (Zhang et Donaldson 2010, p.460). Dans le contexte de notre analyse, le fermier restera un paysan à moins qu'il ne soit complètement prolétarisé, bien que ces formes de travail agraires s'éloignent de la réalité paysanne d'autrefois où l'agriculture de subsistance était au centre de leurs activités. La première forme nouvelle d'agriculture qu'il est possible de voir est celle du fermier commercial qui produit pour vendre sur le marché (Zhang et Donaldson 2010, p.471). La

reproduction de cet individu ne se fait plus de manière autonome, mais plutôt maintenant par l'entremise du marché bien que la famille puisse encore jouer un rôle assez fort. Les relations que le fermier entretient avec son village et avec le reste du monde sont marquées par la marchandisation. La deuxième forme de l'évolution est celle du fermier entrepreneur (Zhang et Donaldson 2010, p.472). C'est le paysan qui accumule assez de capital pour pouvoir se permettre de louer les terres de ses voisins et engager la force de travail. C'est une relation d'exploitation qu'il est possible de qualifier de capitaliste puisque la logique d'accumulation de capital est en place. Le fermier entrepreneur peut gagner un très grand profit et ses employés n'ont souvent pas de contrats, de protection et de bénéfices sociaux. Cependant, dans bien des cas, la main d'œuvre qu'il engage a la possibilité de revenir dans leurs fermes. Ses employés ne sont pas des prolétaires en entier. Ces paysans entrepreneurs sont le type de fermiers qui a le plus de pouvoir social et de bénéfice économique de la classe paysanne. C'est un paysan riche. La troisième forme est celle du fermier à forfait (Zhang et Donaldson 2010, p.473). C'est une forme de fermier qui se reproduit grâce au capital de grandes compagnies multinationales et nationales. Il garde le contrôle de sa terre et de son propre capital, mais se fait prêter du capital par une grande entreprise. Il signe un contrat avec cette dernière pour ne produire qu'une seule marchandise. Elle garde aussi le monopole sur la production du paysan. La compagnie entretient ces sortes de relations avec plusieurs fermiers de la région et a décidément la position dominante dans la relation de production. C'est une forme d'intégration verticale où la compagnie ne prend pas le risque de la production agricole, mais elle est en mesure de dicter la production et de dominer les paysans. C'est le choix du gouvernement chinois depuis les dernières années qui a décidé de développer l'agriculture du pays avec ces « dragonhead » et d'empêcher une prolétarisation complète de ces individus (Huang, Yuan, et Peng 2012, p.165). Les quatrième et cinquième formes sont celles du fermier semi-prolétaire qui loue sa terre à une compagnie pour laquelle il travaille et du fermier qui fait de même, mais en allant travailler pour une autre compagnie (Zhang et Donaldson 2010, p.476). Ce genre de paysan dispose encore d'une certaine liberté et d'une certaine autonomie, bien que sa survie dépende des relations du marché pour sa survie. L'intégration, dans leurs cas, est encore plus complète que dans les autres formes précédentes. La dernière forme est celle des travailleurs agricoles prolétaires (Zhang et Donaldson 2010, p.478). C'est le paysan qui est allé trouver du travail agricole à l'extérieur de son village et qui a décidé de renoncer à ses droits à la terre, dans la plupart des cas pour avoir le droit au permis de résidence d'une autre région. La prolétarisation est complète dans cette forme de relations de production. Le paysan n'existe plus et la classe prolétaire agricole prend forme.

Nous avons fait ici l'ébauche de la différenciation paysanne en Chine à l'époque contemporaine. Il y a donc une pénétration du capitalisme dans les campagnes de Chine. Mais la pénétration ne veut pas dire qu'il y a subordination. Le degré de prolétarisation de la paysannerie est encore minime aujourd'hui. Si l'on compare à l'Inde où 45 % de la force de travail agricole est prolétaire (avec un taux de pauvreté de 45 % aux

les alentours de 2011), le pourcentage pour la Chine est de 3,4 % et est accompagné d'un taux de pauvreté de 15,9 %, en 2005 (Huang, Yuan, et Peng 2012, p.157-159). La paysannerie est donc encore une classe où le travail se fait de façon individuelle depuis les réformes et où l'agriculture est encore largement de subsistance (Zhang et Donaldson 2010, p.459). C'est une agriculture dominée par des relations et un système d'exploitation patriarcaux et non capitalistes. Elle reste la classe de trop, la classe qui n'a plus raison d'être pour les stratégies économiques chinoises où la production doit être augmentée exponentiellement (Delaunay 2018, p.105-108).

Classes ouvrières

Prolétariat

La classe ouvrière, le prolétariat, est dans un sens, l'enfant de la révolution chinoise. La plupart des révolutions communistes ont eu lieu dans des pays sous-développés. Elles avaient pour objectif de construire le prolétariat que Marx et Engels avaient défini comme étant la seule classe pouvant transformer la société formée d'intérêts antagoniques en une société où les systèmes d'exploitation économique auraient été chose du passé. Avant la révolution, le prolétariat n'avait qu'une place minimale dans la société chinoise. Les masses du pays étaient surtout constituées de paysans. Qu'en est-il alors de la place de la classe ouvrière à l'époque des réformes économiques?

Au début du cycle des réformes, sur une force de travail de 400 millions, on pouvait compter 69 millions, soit 17,3 %, de personnes occupant des emplois industriels et 49 millions dans le secteur des services, soit 12,2 % du total. La classe ouvrière du secteur des services et du secteur industriel n'occupait pas encore une place dominante dans la structure économique chinoise. En 2016, sur une force de travail de 770 millions, le nombre de travailleurs industriels est monté à 220 millions, soit 28,8 %, tandis que le nombre de ceux œuvrant dans le secteur des services était de 330 millions, soit 43,5 % du total (Peilin 2018, p.2-3). La classe ouvrière a donc augmenté en flèche en l'espace de 38 ans et est ainsi passée de 29,5 % de la force de travail, en 1978, à 74,1 %, en 2016. La Chine s'est transformée en un pays où la classe ouvrière est dominante d'une manière quantitative. Cependant, beaucoup a changé pour cette classe durant ces 40 ans. Premièrement, alors que la grande majorité de l'emploi à l'époque était dans le secteur public, elle est aujourd'hui dans le secteur privé. De plus, la classe ouvrière n'est pas homogène. L'ancienne classe ouvrière maoïste n'est plus que le vestige d'une autre époque. Les emplois dans les compagnies publiques n'ont plus l'importance qu'ils avaient autrefois. Bien que dans la première phase des réformes les emplois publics ont continué d'augmenter, 1995 a été une année où la balance de l'emploi est allée en faveur du secteur privé (Peilin 2018, p.3). En matière de condition de vie, elle varie considérablement selon la profession et l'origine. En général, la part du revenu des travailleurs, paysans inclus, était de 44 % du PIB total en 1978. Elle avait

grimé pour atteindre 57 % en 1983, mais pour retomber dans les années 90 dans les alentours de 33 %. En 2015, la part était revenue dans les 40 % (M. Li 2017). Le régime d'accumulation dans les années 70 et 80 était encore largement public, alors que le surplus était surtout utilisé pour le réinvestissement dans le secteur public tandis qu'aujourd'hui, une partie de cet investissement est entré dans les mains d'acteurs privés, ce qui dénote un retour de la lutte des classes et de l'oppression économique dans le système chinois. Suffit de dire que ce sont les ouvriers qui ont la chance de travailler dans le secteur public qui ont les meilleurs salaires en moyenne et ils ont souvent une bonne sécurité d'emploi (Yingshuai 2015, p.155). Nous allons passer à la description des deux autres membres de la classe ouvrière chinoise : les travailleurs migrants et la classe moyenne.

Travailleurs migrants

Les travailleurs migrants forment la plus grande partie de la force de travail chinoise, aujourd'hui. En 2015, on pouvait compter, sur une force de travail totale de 770 millions, 270 millions de travailleurs migrants (35,5 %) (Yingshuai 2015, p.155). Si l'on ne prend pas en compte les travailleurs des institutions publiques, des organisations démocratiques, les cadres du PCC et la force de travail agricole, ces travailleurs migrants forment 60 % de la main d'œuvre (Peilin 2018, p.3). Ils sont les membres des familles paysannes à la recherche de travail dans les milieux industrialisés de la Chine. Il est possible et tout à fait convenable de classer ces travailleurs comme faisant partie de la classe ouvrière, mais sont-ils véritablement des prolétaires? La plupart de ces travailleurs ont encore des moyens de production, du moins leurs familles, pour lesquelles ils travaillent et ramènent de l'argent. Ngai et Huilin (2010, p.494) les considèrent comme des travailleurs dans le processus de prolétarianisation. On peut alors les classer de semi-prolétaires. Ils expliquent que le phénomène des travailleurs migrants n'est pas nouveau en Chine et qu'il était possible de les retrouver dans la période maoïste comme employés temporaires dans certains secteurs de l'économie. Cependant, avec les réformes économiques, ce phénomène a pris une ampleur jamais vue auparavant dans l'histoire de la Chine, et peut-être même du monde entier. Dans les premières phases des réformes, la reproduction de ces individus se situait toujours dans les régions rurales. Les compagnies dans les régions urbaines n'avaient qu'à payer une partie de la valeur complète nécessaire à la reproduction de cette force de travail. Cependant, la forme que ce travail a pris durant les stades plus tardifs des réformes est celle du régime de dortoir où l'employé doit dormir sur place et où sa vie est dominée presque en entier par l'entrepreneur. Cependant, cette forme de travail offre une certaine liberté aux jeunes membres de la famille qui souhaite fuir la pauvreté et la domination patriarcale de la campagne (Ngai et Huilin 2010, p.496-508). Ce qui les distingue du prolétariat œuvrant dans le secteur privé des villes est le fait que ces travailleurs migrants ont encore de lourds attachements à la campagne à cause de leurs familles qui nécessitent une

partie de leurs salaires pour leur reproduction. Ces travailleurs migrants sont en retour dépendants de leurs familles dans les milieux ruraux, car, dans bien des cas, ils ne sont pas payés assez pour assurer leurs reproductions (Day 2013, p.188). L'industrie apporte une certaine liberté à ces travailleurs qui effectuent cette migration de manière autonome. On parle ici bien sûr de la liberté du choix entre la vie dans la pauvreté abjecte offerte par l'agriculture de subsistance ou bien la vie sous la domination du capital transnational.

La condition de vie de ces migrants ruraux a nettement évolué de manière positive à travers les réformes. Dans les années 90, les emplois que ces travailleurs migrants occupaient se tenaient surtout dans les SEZ à l'est et au sud du pays. Le salaire était très peu élevé et le travail était surtout destiné à l'exportation. Les statistiques nous disent que le salaire annuel moyen de ces travailleurs était de 31 308 yuans, soit 60,8 % du salaire moyen du prolétariat des industries publiques, mais ne représente qu'une centaine de yuans de moins que le salaire moyen des employés non migrants des industries privées. Cependant, le taux de croissance de leurs salaires était le plus important, comparativement à la branche de la classe ouvrière ouvrant dans le secteur public, à 13,9 % pour les travailleurs migrants, l'équivalent du taux de croissance salariale du prolétariat urbain privé, contre 10,1 % pour les travailleurs publics, pour l'année 2013 (Yingshuai 2015, p.155). La croissance du salaire réel grandissait aussi de manière surprenante dans le pays avec un taux moyen de 9,1 % pour les travailleurs publics et de 10,7 % pour les travailleurs privés, en majorité des travailleurs migrants (ILO Regional Office for Asia and the Pacific 2016, p.1). Les travailleurs migrants ont des salaires maintenant comparables à ceux des travailleurs non migrants dans les villes, mais n'avait pas accès aux régimes de protection sociale de leurs lieux de travail à cause de leurs hukou qui sont toujours établis dans leurs villages d'origines et qui leur garantissent le droit à la terre. Depuis 2003, les protections sociales ont été cependant offerts aux travailleurs migrants et aux paysans, qui inclut une assurance maladie, un programme de pension, un programme de revenu minimal (dibao) et deviennent progressivement unifiées avec celles des milieux urbains (ILO Social Protection Department 2016).

Qu'en est-il alors de la conscience de classe dans cette tranche de la classe ouvrière? La classe ouvrière de l'époque socialiste s'était formée une conscience de classe à travers l'époque maoïste. De ce qu'il en reste dans le nord du pays, autrefois le berceau de l'industrie chinoise, les membres de cette classe militent pour garder leurs emplois. Il n'y a qu'à mentionner les épisodes de luttes de classe initié par ce groupe pour garder les emplois dans les SOE restantes. La conscience et l'identité de classe des travailleurs migrants ne sont pas encore aussi développées que ceux des travailleurs non migrants (Chan et Ngai 2009, p.66). Les travailleurs migrants viennent de milieu où le travail coopératif n'est pas la norme. L'action collective n'a cependant pas tardé à apparaître dans les nouvelles usines privées. La lutte des classes, en Chine, s'est intensifiée à partir de 1993 et a que pris de l'ampleur depuis (Lu et Silver 2009). On ne comptait que 8709 incidents liés aux manifestations de la lutte de classes chez la classe ouvrière, paysannerie

comprise, en 1993. Ce nombre augmenta à 32 000 en 1999 et à 87 000 en 2005 (Yu 2007, p.5). De plus, ces luttes deviennent de nature offensive avec les années (Elfstrom et Kuruvilla 2014, p.475). Les mouvements ouvriers s'articulent autour de la défense des droits des travailleurs, de l'amélioration des conditions de travail en opposition à la domination du capital, et ce avec l'utilisation de l'imagerie et des slogans de maoïstes autant pour le prolétariat du Nord que pour les travailleurs migrants (Chan et Ngai 2009, p.301-302). De plus, l'ancienne classe ouvrière des SOE est, dans bien des cas, le groupe en Chine qui est le plus nostalgique à l'égard du système économique maoïste du fait que leurs communautés, dans l'ouest du pays et loin des zones qui attirent les investissements, se sont trouvées appauvri par le retrait de ces compagnies (Shi-Kupfer et al. 2017, p. 47 -48). Il serait possible d'affirmer que la classe ouvrière de la Chine moderne est dans un nouveau processus de construction et d'identification.

Classe moyenne et intellectuels

Le groupe social à avoir pris une plus grande ampleur est celui de la classe moyenne. La classe moyenne, parfois appelée la classe intellectuelle, est surtout peuplée de techniciens et d'intellectuels, deux groupes qui existaient déjà à l'ère maoïste, mais qui n'avait qu'une présence minimale dans la société chinoise? En 1978, ce groupe totalisait environ 4 % de la main d'œuvre et a atteint 12,5 % en 2015. Durant l'ère maoïste, ce groupe recevait en moyenne un salaire plus bas que le salaire moyen des travailleurs industriels. Aujourd'hui, leurs salaires dépassent vastement ceux des travailleurs industriels (Peilin 2018, p.5). Ils occupent surtout des emplois au sein des multinationales qui se sont établies durant le cycle des réformes et ont pris une plus grande place dans la société chinoise grâce à un plus haut taux d'enrôlement dans les universités. On y trouve notamment des docteurs, des professeurs, des artistes, des avocats, des ingénieurs et d'autres occupant des emplois nécessitant un degré élevé d'éducation. C'est le groupe de la classe ouvrière qui a la meilleure qualité de vie en Chine en captivant un grand morceau de la nouvelle richesse créée durant les réformes.

Considérer ce groupe comme faisant partie de la classe ouvrière ou non, continue encore aujourd'hui d'être débattu dans la littérature marxiste. Dans le cadre de notre analyse, nous nous concentrerons sur l'idéologie de ce groupe sans toutefois nous attarder à le classer pour le moment. Durant la première décennie du cycle des réformes, les intellectuels constituaient le groupe qui désirait le plus ces réformes politiques afin qu'il y ait un système libéral et capitaliste. Cette classe n'était pas nouvelle. Les intellectuels de cette époque étaient dans bien des cas les enfants des anciens intellectuels, professionnels, aristocrates et capitalistes qui avaient perdu leurs privilèges durant la révolution qui créa la Chine moderne et durant la Révolution culturelle. Ce groupe détestait les effets de la politique progressiste que ces deux vagues révolutionnaires amenèrent en Chine. Il souhaitait revenir à un système politique où il pourrait largement

dominer les autres classes. Par exemple, certains intellectuels argumentaient pour l'instauration d'un modèle néo-autoritaire à l'instar de Taiwan, du Japon, de Singapour et de la Corée du Sud où les droits de propriété pour les capitalistes et les droits civils pour les intellectuels seraient respectés, mais où les droits pour les travailleurs seraient absents (Li 2008, p.84). La faction libérale de cette classe n'a pas réussi à prendre le pouvoir politique lors des incidents de 1989. Son mouvement optait pour la libéralisation du système politique, la marchandisation du système économique et le démantèlement de la protection sociale pour les travailleurs (H. Wang 2011, p.31). En bref, ce groupe était à la tête d'un mouvement réactionnaire qui aurait fait subir à la Chine le même destin des pays d'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, une destitution des classes ouvrière et paysanne. Depuis ces événements, cette élite intellectuelle se serait fait coopter par l'élite politique par l'agrandissement des opportunités commerciales qui s'offraient à eux avec la continuation des réformes pendant les années 90 et par le fait qu'elle peut maintenant rejoindre le Parti (Yu 2007, p.4). Le pouvoir politique et économique est maintenant une réalité pour cette classe. L'une des conséquences de cet acte est le fait qu'elle soit en mesure de monopoliser les discours sur les besoins de la société au détriment de la majorité (Yu 2007, p.4-10). C'est à cause de cette hégémonie discursive de la part de l'élite intellectuelle que les choix des politiques sociales reposent désormais sur la peur que les nouvelles inégalités créées par les réformes affectent la stabilité et l'unité de la société chinoise. Le problème ne serait pas la pauvreté en tant que telle, mais plutôt les conséquences sur le statu quo de cette pauvreté (Yu 2014, p.37). Nous pensons alors que l'idéologie de ce groupe peut donc être caractérisée comme plutôt libérale, du moins caractérisée par l'adoration du régime économique libérale pour le moment en Chine. Bien sûr, ce groupe ne caractérise pas nécessairement tous les intellectuels de Chine aujourd'hui, qui est maintenant loin d'être homogène. Avec un taux d'inscription à l'université beaucoup plus élevé qu'autrefois pour les membres des classes ouvrière et paysanne, de 3% de la population en 1991 à 27% à 2010 (Ashraf 2014, p.14), ces nouveaux techniciens, professionnels et intellectuels peuvent développer des liens de solidarité avec leurs classes d'origines. Les intellectuels d'origine plus pauvre et n'ayant pas une rémunération élevée sont caractérisés par le souhait de voir le gouvernement occuper un rôle beaucoup plus grand dans l'économie, de voir les droits économiques de la population s'agrandir et de voir le rôle du marché prendre du recul (Shi-Kupfer et al. 2017, p.48-49).

Les nouveaux riches et entrepreneurs

Les nouveaux riches constituent une classe à part en Chine. Elle est sa classe la plus récente, née à travers le cycle des réformes. Ils représentent la nouvelle classe capitaliste en Chine. Ils sont au sommet de la pyramide du pouvoir privée en Chine. En 2020, il était possible de compter 878 milliardaires chinois, un nombre très élevé en considérant que 20 ans plus tôt le nombre était encore à zéro (J. Li 2020). La

bourgeoisie existait avant l'ère révolutionnaire en Chine. Le mouvement communiste en Chine à l'époque avait fait une distinction entre la classe capitaliste nationale qui aide le pays à se développer et la classe capitaliste compradore qui trahit son pays et le vend aux forces impérialistes. La classe capitaliste nationale s'était alliée au mouvement communiste en Chine contre le Parti Guomindang des capitalistes compradores. Lorsque la révolution vaincue le Guomindang, la classe capitaliste nationale put continuer d'exister en tant que classe durant une partie des années 50. Cependant, vers la fin de cette décennie, elle avait disparu de la structure économique chinoise. Elle n'a fait surface que durant la décennie 90, suivant les larges vagues de privatisations d'entreprises publiques.

Ces nouveaux riches ne doivent pas leurs existences à une continuation de dynasties marchandes prérévolutionnaires. Cette classe s'est réellement créée par une formation de marché qui a, par la chance et/ou la corruption, fait d'une poignée d'individus des êtres très fortunés et disposant d'un grand pouvoir social. En 2015, on pouvait compter 35,6 millions d'entrepreneurs et d'investisseurs dans l'économie chinoise. On compte 60 % de ceux-ci dans les provinces de l'est du pays où la croissance économique a eu un grand impact sur les opportunités de marché. Cette classe est en moyenne moins éduquée que la classe moyenne. Il va sans dire que ce n'est pas tous les entrepreneurs qui sont riches (Peilin 2018, p.6). Il y a donc une distinction entre cette classe d'entrepreneurs. On peut distinguer dans cette classe la branche qui est normalement appelée dans la littérature marxiste la petite bourgeoisie, une classe d'entrepreneurs qui possède une petite entreprise et qui engage quelques employés ou plus souvent, dans le cas de la Chine, leurs familles. L'autre classe est communément appelée la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe de grands capitalistes qui détiennent les moyens de production et ne travaillent plus directement pour la richesse qu'ils reçoivent.

Selon Nogueira et Qi (2019, p.6-7), on peut compter 3 types de capitalistes en Chine. Le premier type est caractérisé par l'utilisation d'un régime d'accumulation basé sur l'extraction de plus-value produite par de la main-d'œuvre à bon marché à destination des marchés extérieurs. C'est une classe capitaliste qui avait, dans les années 90, des intérêts communs avec l'État, l'absorption du surplus de main-d'œuvre dans les campagnes lorsque les TVE ont largement fait faillite. C'est un régime d'accumulation basé sur l'industrie légère et sur une croissance économique élevée, mais qui était créatrice de conflits entre les travailleurs en proie aux forces dictatoriales du petit capitaliste et de ces techniques de management sévères qui devaient intensifier la chaîne de production pour pouvoir contrer le bas taux de profit de l'industrie (Nogueira et Qi 2019, p.7). La deuxième faction est celle des capitalistes innovateurs se spécialisant dans la production de hautes technologies. C'est une faction de capitaliste qui a décidé d'opter pour l'innovation afin de contourner les problèmes liés aux bas taux de profit de l'économie chinoise, vendre des produits à un prix plus élevé et employer de la main-d'œuvre plus chère et éduquée. C'est une faction qui est plus

importante quantitativement qu'autrefois en Chine à cause des politiques gouvernementales qui visent à encourager le secteur des hautes technologies. La dernière faction est celle du capital financier qui spéculé sur les marchés chinois sans réellement créer des emplois et de la croissance économique. Ces groupes continuent à coexister et, dans certains, à jouer dans plusieurs rôles à la fois.

Cependant, la question importante à se poser est de savoir si les entrepreneurs privés en Chine forment une classe distincte. Un groupe d'individus ayant une même profession ou de mêmes intérêts ne forment pas nécessairement une même classe. Pour qu'il y ait une classe, il faut qu'il y ait aussi une conscience de classe, c'est-à-dire une identité et des intérêts articulés communs. À cause du caractère récent dans le système productif chinois de la propriété privée et du capital privé, cette classe ne se serait pas encore formée (Tsai 2005, p.1133). Il n'y aurait pas encore eu une formation de l'identité de classe chez les entrepreneurs à cause d'identités politiques et sociales assez divergentes. Beaucoup de ces nouveaux entrepreneurs sont d'anciens paysans ou d'anciens travailleurs publics qui se sont tournés vers ce genre d'activité pour leurs survies. Elle ne serait pas encore devenue une classe pour soi, et même pas encore une classe en soi, selon les terminologies de Marx (Tsai 2005, p.1135). C'est-à-dire que, premièrement, les conditions matérielles des individus divergent tellement qu'il est impossible d'affirmer que les entrepreneurs représentent une classe plus ou moins homogène. Pour qu'une classe devienne une classe en soi, une conscience de classe, une identité commune et une identification d'intérêts communs doivent être trouvées dans le groupe partageant les mêmes relations avec les moyens de production pour que la classe puisse avoir un front uni dans la lutte de classe. Pour les plus riches et chez les moins fortunés de cette classe, ceci n'a toujours pas eu cours selon Tsai, qui affirme alors que les probabilités de voir une lutte pour un système parlementaire bourgeois sont extrêmement faibles en Chine. Pour comprendre ce phénomène, il faut garder en tête que les entrepreneurs, en Chine, s'il est possible d'appeler cette classe de la sorte, ne sont pas très fortunés et n'ont, la plupart du temps, qu'un petit nombre d'employés. Le type de production reste penché sur le patriarcat et la petite production plutôt que sur le capitalisme. Ce n'est donc pas tous les entrepreneurs qui font partie de l'élite économique chinoise, loin de là.

L'élite économique du pays, le nouveau groupe d'entrepreneurs riches, est le produit de la réintroduction du marché en Chine. Logiquement, l'idéologie de cette nouvelle classe de capitalistes est caractérisée par sa croyance au pouvoir des marchés, un laissez-faire de l'État vis-à-vis des protections sociales, et une admiration pour le système capitaliste mondialisé et pour les États-Unis (Shi-Kupfer et al. 2017, p.41). Ce marché a créé des êtres d'une grande puissance économique, les nouveaux riches de la Chine. Le pouvoir économique a tendance à avoir une influence lourde sur la sphère politique d'un pays, une influence qui tend à être réactionnaire. C'est cette sphère que nous analyserons dans la prochaine section qui porte sur les relations entre le Parti et les différentes classes sociales.

Parti et classes

Dans cette section, nous nous intéresserons aux relations entre les différentes classes sociales étudiées ci-dessus et le Parti communiste chinois. Selon la constitution chinoise à l'article un, le pays serait censé être dirigé par la classe ouvrière dans une alliance avec la paysannerie. Ce Parti communiste chinois est un organe s'étalant comme une superstructure régnant en amont de la société sans en être déconnectée. Il est le prince moderne de Gramsci, l'avant-garde du prolétaire qui guide la société vers le communisme (H. Wang 2014, p.215). Dans les faits, comme Wang le démontre dans son article, la logique de gouvernance du Parti a été largement dépolitisée durant le cycle des réformes, un phénomène dû au fait que le Parti a pris le rôle de l'engin d'État. Nous explorerons d'abord la relation entre ce parti et les classes sociales de la Chine moderne et nous nous intéresserons à la composition sociale et à sa nature.

Le Parti et la paysannerie

D'abord, les relations entre le PCC et la paysannerie ont largement changé au sens qualitatif du terme durant les cycles de réformes. Au début de ce cycle, les paysans ont gagné de l'autonomie grâce au nouveau système d'organisation agraire dans le pays, une autonomie du gouvernement et une certaine sécurité contre les chances de prolétarisation que la perte de ses terres ou l'endettement aurait pu signifier s'ils se trouvaient dans un système de propriété privée. La paysannerie a alors pu gagner un degré d'autonomie envers deux pôles de la société, celui public et celui du commerce privé. Cependant, les réformes économiques ont eu des conséquences sur les finances du pays qui ont causé beaucoup de tensions entre la paysannerie et les gouvernements locaux. Les gouvernements locaux n'avaient plus beaucoup de fonds pour assurer leurs bons fonctionnements à cause des privatisations des entreprises publiques. L'une des façons qu'ils trouvèrent pour régler ce problème fut l'expropriation des terres des paysans. Cette expropriation est illégale aux yeux de la constitution du pays, mais parce que l'état de droit n'est pas encore très respecté, les gouvernements locaux décident parfois d'enfreindre les principes socialistes émis par la constitution (Delaunay 2018, p.130). L'autre raison est économique; il faut que les gouvernements locaux remplissent leurs besoins fiscaux et assurent une croissance économique dans leurs régions, ce qui est nettement plus difficile à faire dans le secteur agraire que dans les secteurs industriel et immobilier. C'est notamment dans ces deux secteurs que de 30 à 60 % des revenus fiscaux sont tirés par la taxe sur le capital des entreprises privées (Nogueira et Qi 2019, p.10-12). La paysannerie est alors sujette à une forme d'accumulation primitive, le capital originel qui tient son origine à l'expropriation des producteurs du produit de leur travail et de leurs moyens de production, de la part des gouvernements locaux et des branches du Parti de ces régions. Cependant, la lutte des classes est toujours très active au sein de cette classe contre

les abus illégaux. On y trouve depuis les années 2000 une grande organisation dans les luttes contre les actions illégales et corrompues de la bureaucratie locale entretenant des liens économiques avec des promoteurs immobiliers et des entrepreneurs préférant l'argent à la justice. On voit d'anciens cadres et d'anciens soldats ayant des convictions encore assez fortes envers les idéaux officiels du pays organiser les masses de paysans qui, eux-mêmes, ne connaissent que très rarement leurs droits. C'est à travers ses luttes que ces organisations socialistes paysannes ont réussi à faire changer le comportement des gouvernements locaux et à forcer le gouvernement central à leur offrir du support. Là est un paradoxe de la relation entre la paysannerie et le Parti/État; elle est bourrée de tension au niveau local, mais elle est positive entre cette classe et le gouvernement central. Ces organisations se basent sur les lois de l'État contre ces gouvernements locaux et c'est avec l'aide du gouvernement central qu'elles trouvent le pouvoir de faire réagir les bureaucrates locaux corrompus (Yu 2007, p.8-9).

Il y a donc une relation double entre le Parti et la paysannerie. Parce que l'État est très décentralisé en Chine, les gouvernements locaux ne répondent pas toujours aux directives explicites de l'État central et ont une grande marge de manœuvre pour régler leurs problèmes et remplir leurs objectifs économiques (Delaunay 2018, p.100-102). À cause d'un grand degré de corruption dans les instances locales du Parti, la relation entre le gouvernement local et les membres de la société sont alors souvent pleines de tension.

Le Parti et la classe ouvrière

La relation entre les travailleurs et le Parti en Chine n'est pas tant dissimilaire à celle de la paysannerie sur plan de la dualité des caractéristiques de leurs relations. Aujourd'hui, la plupart des travailleurs ne travaillent plus pour l'État, mais pour des compagnies privées. On y comptait que 25% du prolétariat travaillant pour l'État en 2013 (Naughton 2018, p.212-213). Le rôle de l'État et du Parti n'est donc plus celui de l'organisation de la production dans la vie de la plupart des travailleurs, mais plutôt celui de régulateur des relations privées entre le vendeur et l'acheteur de la force de travail, le travailleur et l'entrepreneur. Comme le gouvernement chinois est hautement décentralisé, les lois, les compétences et le droit d'agir vont être différents selon la région. Dans bien des cas, le gouvernement local légifère pour la protection et en faveur des travailleurs, mais le capital international dans des régions comme Guangzhou et Shenzhen exerce de la pression et menace hautement les gouvernements locaux pour avoir des règles en leurs faveurs (Chan et Hui 2017, p.6). Les syndicats d'État constituaient l'autre protection que le Parti pouvait offrir aux travailleurs durant la période maoïste. Dans les années 90 et au début des années 2000, les syndicats dans les usines privées, lorsqu'il y en avait, étaient surtout contrôlés par l'usine et non par les employés. Cela créait beaucoup de mécontentement social et poussa le gouvernement autour de 2007 à introduire les syndicats dans la plupart des compagnies privées, incluant celles étrangères comme Wal-Mart

(Lu et Silver 2009). Cependant, dans la réalité, ces syndicats restent dans bien des cas sous le contrôle du patron et les employés ne peuvent que difficilement faire respecter leurs droits (Chan 2010, p.74-75). Le Parti et les gouvernements locaux se retrouvent donc confrontés un dilemme. Ils doivent à la fois défendre les droits des travailleurs, sans toutefois faire fuir les investissements internationaux dont leurs économies dépendent. Les forces du capital international font donc pression sur ces organes du Parti et les travailleurs ne reçoivent pas toujours l'aide qu'ils auraient pu espérer de la part d'un gouvernement socialiste.

Parti, entrepreneurs et classe moyenne

Quelle est la relation alors avec cette nouvelle classe sociale, le capital chinois, avec le Parti? La classe capitaliste chinoise n'a pas accès à tous les secteurs de l'économie chinoise. Le marché chinois n'est pas complètement libéralisé en raison du Parti qui garde un contrôle assez féroce sur certaines parties de l'économie qu'il juge important. Rappelons que les entrepreneurs sont divisés entre les petits et les nouveaux riches. Cette nouvelle classe d'entrepreneurs fait plutôt partie du groupe que le gouvernement chinois appelle dans ses annuaires statistiques la classe moyenne, qui inclut les intellectuels et les élites culturelles, deux groupes qui, avec les entrepreneurs, sont en sorte d'alliance avec le Parti communiste. Beaucoup de cadres et de membres du Parti, aujourd'hui, viennent de la classe moyenne à cause du minimum d'éducation plus haut qu'autrefois demandé aux membres aspirants du Parti (Yu 2007, p.4). Il y a donc eu un plus grand accent sur l'admission d'individus qui pouvaient mener à bien le développement économique sous Deng Xiaoping, comparativement à un souhait de renforcer la représentation des travailleurs et des paysans en son sein (Thomas 2020). Les intellectuels, les élites culturelles et les riches entrepreneurs sont alors fortement représentée dans le Parti depuis les réformes économiques.

L'élite économique existe cependant en Chine depuis les années 90. Leur nombre est assez restreinte comparativement au nombre total de la population chinoise, mais elle est tout de même bien existante. Elle est formée d'un petit groupe de millionnaires et de milliardaires qui contrôle une partie importante de la richesse sociale chinoise. Beaucoup de ce groupe tiennent leurs origines de la structure du Parti communiste chinois (Goodman 2014, p.88). Au sein des membres de l'élite économique, on peut compter 20 % d'entre eux qui sont d'anciens employés d'État, 28 % qui sont présentement dans le Parti communiste chinois, 4,8 % qui sont membres d'organisations démocratiques et 23,9 % qui sont membres du Congrès national chinois et de la Conférence consultative politique du peuple chinois (Peilin 2018, p.6). Les entrepreneurs privés et les nouvelles élites économiques ont une place considérable dans la structure étatique chinoise depuis la formation de la théorie sur les Trois représentations de Jiang Zemin qui argue que le Parti devrait représenter les éléments progressistes de la société chinoise, en incluant les entrepreneurs. Il est possible de voir que depuis, plusieurs membres du Parti sont capitalistes. Cependant, les membres seniors du Parti et du

gouvernement n'ont pas le droit de s'engager dans des activités économiques, mais aucune loi ne pose une restriction sur les membres de leurs familles (Goodman 2014, p.76). On peut d'ailleurs apercevoir dans un rapport officiel que 90 % des milliardaires de Chine étaient des enfants de membres de haut rang du Parti. Les plus riches d'entre eux étaient les enfants des membres les plus respectés du Parti qui ont utilisé leurs influences pour passer des lois qui ont mis à leurs dispositions le capital du peuple par la TVE (Ho 2012, p.520-521). Le Parti et la nouvelle élite économique sont donc très connectés et des liens forts peuvent exister entre les hauts dirigeants et le capital. Néanmoins, l'élite économique et le Parti ne sont pas encore devenus un bloc homogène dirigeant de concert la Chine. Beaucoup de tensions existent entre plusieurs groupes au sein du Parti. On peut notamment apercevoir une faction qui plaide pour une dérégulation financière dans le but d'utiliser son capital à l'échelle internationale et une autre faction qui plaide pour la régulation économique et désire protéger le système économique chinois des perturbations et de l'impérialisme économique extérieur (Nogueira et Qi 2019, p.14-16).

Le Parti

Le Parti affirme toujours dans ses discours officiels être le représentant de la classe ouvrière. Allant plus loin, la classe ouvrière serait toujours la classe dominante de la Chine, selon un discours de Xi Jinping, en 2013. Bien que la théorie de la lutte des classes ne soit plus au cœur des discours sur le développement économique en Chine depuis le début du cycle des réformes en 1978, la lutte des classes n'a pas nécessairement été oubliée de la part de l'élite politique chinoise. Lors d'un séminaire pour les cadres des provinces et des ministères en 2014, Xi avait fait mention des points fondamentaux du marxisme : l'analyse de classe et la position de classe, notamment de celle de la classe ouvrière. Il disait que le Parti et les cadres doivent travailler pour cette classe en particulier et doivent s'appuyer sur celle-ci (cité dans Wu 2019 p.5). Ailleurs, on peut le voir mettre l'économie politique marxiste en avant et insister sur le rôle dominant de l'économie publique dans la structure économique chinoise (K. Yeung 2020). Le Parti, en 2018, a rendu obligatoire l'étude des principaux textes communistes pour tous ses membres afin de normaliser l'utilisation des principes marxistes dans la gouvernance du pays (Gan 2020). Ces exemples nous montrent que même après plusieurs années de réformes de marché, le marxisme semble toujours avoir de l'importance dans les hauts milieux du Parti communiste chinois. Le discours officiel de l'élite politique du pays reste donc ancré dans les fondations de la théorie marxiste. Nous sommes évidemment conscients que le discours peut, dans plusieurs cas, s'éloigner de la réalité. Il offre néanmoins une structure dans laquelle les politiques sont développées, expliquées et légitimées au sein du pays (Strauss 2009, p.779). Le discours du PCC ne doit donc pas être pris à la légère si l'on veut comprendre les actions passées et futures de cette organisation.

Mais qu'en est-il alors de la composition des membres de ce Parti? Premièrement, celui-ci est sans aucun doute l'organisation politique la plus grande au monde. Il est possible de compter aujourd'hui presque 90 millions de membres. Quasiment un chinois sur 16 en est membre. Depuis que le Parti a laissé la possibilité aux entrepreneurs d'entrer dans ses rangs, une grande partie de ce groupe l'a rejoint. Une enquête faite dans les alentours de 2002 avait montré que 80 % des entrepreneurs qui ont participé étaient membres du Parti avant de devenir eux-mêmes des entrepreneurs (Guiheux 2006, p.227). En 2005, ce groupe d'entrepreneurs constituait 10 % du Parti tandis qu'en 2016 on pouvait en compter 10,4 %. Les travailleurs et la paysannerie étaient à 36,9 % des membres tandis qu'on peut dénombrer 25,2 % de travailleurs qualifiés, 8,5 % de cadres et de fonctionnaires et 18,9 % de retraités (Shih et Lohse-Friedrich 2017, p.3). Bien que dans les années 80 le Parti avait accepté pendant quelques années l'adhésion d'entrepreneurs en son sein, il avait arrêté abruptement de peur que ce nouveau groupe mette en danger la pureté idéologique du Parti. Cependant, durant l'administration de Jiang Zemin, le Parti a cru qu'avoir la représentation de cette classe importante dans le fonctionnement de la nouvelle économie de marché était très importante pour la continuation de la modernisation de la Chine. C'est pour cette raison que le Parti a commencé à miser sur l'allégeance idéologique de ces membres et moins sur l'origine de classe de ses membres (Guiheux 2006, p.227). Cependant, la majorité du Parti est donc toujours tenu pour les classes laborieuses. Les raisons pour lesquelles les individus veulent rejoindre le Parti sont multiples. Il y a, premièrement, le souhait de participer à la vie politique du pays, mais dans bien des cas, dans les régimes capitalistes, la participation politique n'a pour but que la mise à bien du processus d'accumulation privée. Qu'en est-il alors en Chine? Bien que la possibilité des avancements entrepreneuriaux soit l'une des raisons majeures de l'adhésion des capitalistes dans le Parti, pour la majorité des membres qui œuvrent dans le secteur privé maintenant et qui n'a que très peu d'incitatifs matériels pour donner de leurs temps, le travail qu'ils font pour le Parti est surtout récompensé par un plus haut statut au sein de la société, par la satisfaction qu'ils ont de servir le Parti et par une connexion idéologique ou sentimentale avec celui-ci (H. Zhang 2018, p.257-258).

Les principales conclusions qui ressortent de notre analyse sur les relations entre les classes en Chine et le PCC sont que le Parti ne représente plus uniquement les classes ouvrière et paysanne. Le Parti n'est plus une alliance entre ces deux classes, mais plutôt une alliance entre trois ou quatre classes, ou groupes : la paysannerie; le prolétariat; la classe moyenne comprenant les petits entrepreneurs, les intellectuels, les professionnels et l'élite culturelle; et la nouvelle élite économique. Une alliance complexe et sous tension qui comprend plusieurs groupes aux intérêts assez divergents et où l'élite économique et l'élite sociale semblent avoir une position assez forte dans l'arène politique du PCC. Le Parti reste tout de même peuplé par les classes laborieuses du pays.

Chapitre 5 : Analyse comparative et résultats

Dans ce dernier chapitre, nous effectuons l'analyse et la comparaison des données recueillies sur l'URSS et la Chine dans les deux chapitres précédents dans le but de distinguer les similarités et les différences entre le modèle chinois et le modèle de la NEP. Nous comparons d'abord les données et aspects économiques en commençant par le secteur agricole, puis, le secteur industriel, le commerce, le contrôle et la planification économique. Par la suite, nous effectuons la comparaison des variables en lien avec la structure de classe en commençant par la paysannerie, la classe ouvrière, les nouveaux riches et les entrepreneurs. Nous terminons le chapitre avec une discussion des stratégies de développement employées par ces deux pays. À travers l'analyse de ces variables, nous pouvons mieux saisir le caractère du système économique de la Chine à la lumière de l'expérience de l'URSS à l'époque de la NEP. Ceci nous permettra de revenir sur notre hypothèse : le système économique chinois post-réformes constitue-t-il une version chinoise de la NEP soviétique.

Analyse des variables économiques

Agriculture

Commençons notre analyse au point d'origine des réformes de ces deux pays, la réforme de la capture du surplus paysan. Le début de la NEP en URSS se fit dans les campagnes, tout comme les réformes économiques de Deng Xiaoping, en Chine. La situation économique dans ces deux pays avant leurs cycles respectifs de réformes n'était, certes, pas identique l'une à l'autre, mais se situait dans une logique semblable. Dans la période du communisme de guerre tout comme dans la période maoïste, les économies de ces deux pays étaient hautement publiques. En URSS, la production agricole était destinée à la réquisition de l'État et non à la vente sur le marché. En Chine, la réquisition se faisait sous la forme de la commune. Dans les deux cas, le paysan et sa famille n'étaient plus des entités économiques indépendantes du monde au-delà des limites du village. Le marché n'était donc pas présent non plus. Ce que les deux réformes économiques vont faire dans leurs économies est de remettre en place une certaine régulation par le marché des produits de la terre sans pour autant entrer dans une logique de marché totalisante. Elle n'est pas totalisante puisqu'elle ne touche pas le principal moyen de production de la paysannerie, la terre. La terre en URSS était encore contrôlée par le village, le *mir*, tandis qu'en Chine la terre est encore la propriété de la société.

Deuxièmement, bien que la Chine durant l'époque maoïste soit allée plus loin que l'URSS durant le communisme de guerre dans la socialisation de la production agricole comparativement à la simple méthode de réquisition, les deux pays exhibaient des caractéristiques similaires dans leurs façons de faire la réquisition du surplus paysans. Le système de production agricole, dans les deux cas, ne ressemblait pas tellement à celui d'un capitalisme développé où le travailleur agricole n'a pas accès à ses moyens de

production. Le mode de production était plutôt revenu à un statut de patriarcat supervisé par les pouvoirs socialisants de l'État. Cet État, dans les deux pays, se donnait toujours la responsabilité de prélever le surplus économique nécessaire pour bâtir une société moderne et industrielle. Il ne le faisait plus d'une manière directe comme auparavant par la commune et par la réquisition, mais plutôt par la taxe agraire payée en produits et par la taxe payable en argent. Ce nouveau système de taxe dans les deux pays a été un moyen de réduire le surplus que l'État prenait des paysans pour des raisons différentes. La paysannerie, dans les deux cas, a continué d'exister et ne s'est pas prolétarisée. Bien que le phénomène existe en Chine depuis les dernières années, le taux de prolétarianisation de la force agraire n'est pas assez conséquent, loin de là, pour envisager que cette logique pourrait triompher dans les années suivantes. Le phénomène dans ces deux économies n'est pas un simple processus de prolétarianisation, mais plutôt un processus de chevauchement de plusieurs types de modes de production où le capitalisme a lieu surtout dans la distribution et dans la transformation des produits. En URSS, le paysan devait faire affaire avec les Nepmen pour vendre ses produits dans les marchés des villes et villages et pour acheminer ses produits dans les usines publiques pour qu'elles puissent en faire la transformation. En Chine, les Nepmen sont d'une part, les entreprises « dragonhead » ainsi que les entreprises transnationales telles que Nestlé qui achètent les produits de la paysannerie et intègrent verticalement les producteurs au marché nationaux et transnationaux à des taux différents. Le mode de production agraire dans les deux économies est donc d'une nature et d'une logique très similaire. Bien que les compagnies qui font effectuer la transformation de ces produits agraires soit dans le cas de l'URSS de nature publique et dans le cas de la Chine des entreprises privées, nous disons que la logique est de nature similaire puisque ces compagnies publiques en URSS se comportait tout comme des compagnies privées. La logique de l'investissement suivait une trajectoire visant le profit à court terme et pas l'investissement socialement profitable dans le secteur agraire.

Certaines différences ressortent aussi dans notre analyse. Notre analyse porte sur des moments historiques qui ne représentent qu'un petit nombre d'années en URSS, mais un nombre considérable en Chine. Bien que les éléments du système de la NEP aient été présents en Chine durant le cycle des réformes qui est arrivé à ses 43 ans en 2021, il est nécessaire de dire que la totalité de ces points n'ont peut-être pas cohabité dans la durée entière de cette période. Par exemple, la paysannerie, en Chine, n'est plus taxée depuis une dizaine d'années. Le système des entreprises des « dragonhead » n'existait pas durant les années 80 et 90. Cependant, ces deux systèmes ont vécu côte à côte pendant un certain nombre d'années et s'imbriquent d'une manière intégrante dans la logique du nouveau système socialiste chinois. Nous croyons qu'il faut porter un regard holistique sur le cycle des réformes puisque c'est de cette manière qu'une logique d'accumulation et de développement peut être identifiée.

À première vue, l'autre grande différence dans le secteur agricole de ces deux pays a été le manque d'industrialisation des campagnes en URSS. Ainsi, en Chine, il a été possible d'observer une grande vague d'industrialisation dans les milieux agricoles de la du pays qui a créé et a converti les centres productifs des communes en TVE où le surplus de la population pouvait aller travailler. Une telle industrialisation n'a jamais eu lieu en URSS dans les campagnes à l'époque de la NEP. Cependant, l'un des objectifs de la NEP était de faire revivre la production dans l'économie. Le Parti voulait à la fois faire revivre la production urbaine industrielle et la production rurale qui comprenait les industries rurale et artisanale afin de pouvoir absorber une partie du surplus de la population rurale. Dans le cadre des réformes économiques, l'industrie rurale avait été privatisée après avoir été complètement nationalisée par erreur, c'est-à-dire fait par les gouvernements locaux sans l'approbation et contre les directives du gouvernement central, durant la période du communisme de guerre. En Chine, les TVE remplissaient les mêmes objectifs, mais étaient aussi d'une nature beaucoup plus sociale où l'entreprise aidait dans la construction de projets sociaux des villages. Comme en URSS, vers la fin des années 90, la plupart d'entre elles ont été fermées ou privatisées. L'industrie rurale était de nature privée dans le cas de l'URSS et progressivement privée dans le cas de la Chine. Elles avaient le rôle d'absorption du surplus de populations des milieux ruraux. Alors, bien qu'à première vue l'on puisse croire que le manque d'une grande vague d'industrialisation en URSS rend l'expérience soviétique différente de l'expérience chinoise, dans les faits, l'on peut penser que si la NEP avait duré plus longtemps, une sorte d'industrialisation de la campagne de nature privée aurait pu avoir lieu dans le cas où les paysans riches seraient devenus des petits capitalistes marchands qui auraient étendu leur capital à l'extérieur du secteur purement agricole.

Tableau 4: Comparaison de l'économie agricole

Pays	URSS	Chine
Type de propriété de la terre	Public	Public
Industrialisation rurale	Faible développement	Fort développement
Type de propriété de l'industrialisation rurale	Privé	Privé
Marchandisation de la paysannerie	Partielle	Partielle

Cette comparaison de l'économie agricole de ces deux pays nous révèle que lorsque la paysannerie a commencé à être intégrée aux marchés, le comportement de cette paysannerie dans les deux cas a commencé à changer de sa forme ancienne basée sur la subsistance vers la marchandisation de la production. La marchandisation est loin d'être totale puisque dans les deux cas la terre, le moyen de production principal de la paysannerie, est encore de nature publique ou commune. La grande différence que nous pouvons

distinguer entre les deux modèles se situe au niveau de l'industrialisation rurale. Bien qu'URSS la production artisanale ait grandi durant la NEP, il n'y a pas eu un phénomène d'industrialisation rurale comme en Chine. Nous croyons que cette différence peut être expliquée en lumière d'un contexte international différent qui reflète une différence conjoncturelle et une différence structurelle liée au fait que la Chine de l'époque de Mao avait déjà industrialisé quelque peu les campagnes.

Industrie

Les réformes agraires dans les deux pays ont eu des conséquences sur l'économie entière et qui se sont fait ressentir dans leurs industries respectives. Voyons alors comment l'industrie publique et privée, en Chine et en URSS, ont à la fois des caractéristiques semblables et différentes.

L'économie de l'URSS durant la NEP et celle de la Chine durant le cycle des réformes était, dans les deux cas, un système où la propriété des moyens de production était mixte. Dans le cas de l'URSS tout comme en Chine, les entreprises publiques se font beaucoup moins présentes que les entreprises privées. Il est possible d'expliquer ce phénomène par le simple fait que la plupart des entreprises sont de nature familiale et artisanale dans les deux économies. Les entreprises publiques opèrent dans les deux pays surtout dans le secteur de l'industrie lourde, tandis que les entreprises privées opèrent dans le secteur de l'industrie légère. Une autre similarité se trouve dans le fait que beaucoup d'entreprises publiques en Chine et en URSS se comportent de manière capitaliste, c'est-à-dire qu'elles opéraient sous des logiques marchandes où la recherche du profit a un grand rôle dans le fonctionnement de l'entreprise et dans leurs relations avec le reste de la société. Bien sûr, il y avait des exceptions à la règle. Dans le cas de l'URSS comme dans celui de la Chine, les entreprises publiques aux logiques marchandes étaient surtout les petites et les moyennes entreprises qui ne recevaient que très peu de commandements de la part de l'État. Le point saillant de ce type d'économie peut se trouver dans la formation des cartels publics. En URSS, les cartels étaient surtout, tout comme en Chine, dans les secteurs considérés comme vitaux pour la santé de l'économie comme le pétrole, les matières naturelles et les infrastructures. Ces cartels géants, des mastodontes industriels, étaient capables de faire en sorte que l'économie mixte reste sous la domination de la force sociale du pays. Cette technique se retrouve donc autant en URSS du temps de la NEP qu'en Chine et remplit des buts similaires, si similaire même que le gouvernement chinois emploie toujours le vocabulaire léniniste en parlant des leviers de commande de l'économie (commanding heights) (Xinhua 2018).

Cependant, des différences existent au niveau de la puissance du secteur public. La valeur de la production de l'économie soviétique est surtout créée par le secteur public tandis que c'est le secteur privé qui l'emporte à cet égard en Chine. Dans cette dernière, les SOE ne créent qu'à peu près un tiers de la valeur

ajoutée de l'industrie. C'est plutôt le secteur privé qui est responsable de la majorité de l'activité économique du pays. L'autre grande différence qui vient en relation avec cette dernière est dans le secteur de l'emploi de ces deux économies. En URSS, l'emploi était surtout de nature publique tandis qu'en Chine l'emploi est de nature privée depuis les années 90. Par contre, en Chine, tout comme en URSS, la majorité de la propriété des forces productives appartient à l'appareil d'État, bien que sous des formes différentes. Il faut noter que ce point n'est vrai que si l'on prend en compte le total des actifs en Chine. En effet, les banques en Chine sont en très grande majorité publique et ce sont elles qui contrôlent une partie majeure de l'investissement dans l'économie chinoise, comparativement à une économie capitaliste où l'investissement est contrôlé par des forces privées. Le secteur financier dans le fonctionnement des économies modernes est une pièce très importante à comprendre pour pouvoir avoir un bon aperçu des logiques d'accumulation, comme le disait Lénine (1963). Le pouvoir public de la finance rend alors la majorité de l'économie chinoise encore sous le contrôle des forces publiques.

Bien que les ressemblances dans ces secteurs soient multiples, les différences le sont aussi. Ainsi, comment expliquer que le secteur privé en Chine soit si volumineux et qu'il contrôle la majorité de l'emploi? Selon nous, ces différences ne dénotent pas une divergence de la Chine à la logique de l'économie de marché socialiste mixte développée par Lénine et le Parti bolchevik. Pour comprendre les divergences, il faut d'abord se souvenir de la situation démographique et sociale et de la nouvelle République socialiste dans les années 20. À cette époque, la paysannerie constituait toujours environ 80 % de la population totale du pays. L'une des raisons pour lesquelles Lénine avait permis au marché de refaire surface dans le pays était pour reconstruire son économie après la période de trouble créée par la guerre civile et la Première Guerre mondiale. À cette époque, la production était encore très basse et n'avait pas encore retrouvé sa taille d'avant-guerre. La classe prolétaire avait aussi presque disparu du pays. La production existante était surtout restée dans les mains de l'État tandis que la production des campagnes était revenue entre les mains des forces privées qui à l'époque étaient surtout dominées par la paysannerie. Le Parti voulait aider à restaurer la production artisanale et paysanne et surtout celles de l'industrie légère. Cependant, le processus n'a pas duré assez longtemps pour que l'on puisse observer des résultats probants. Dans les faits, le surplus de la population continuait d'œuvrer dans le secteur agricole ou s'était simplement retrouvée sans emploi. En Chine, le surplus de populations avait été surtout absorbé dans l'industrie légère des campagnes dans les formes des TVE publiques dans les années 80 et privées à partir des années 90. Comme en URSS, le secteur de l'industrie légère, intensive au niveau de la main d'œuvre était surtout de nature privée et son rôle était d'absorber le surplus de population.

Tableau 5: Comparaison de l'économie industrielle

	URSS	Chine
Nature de l'emploi industriel	Publique	Privée
Valeur ajouté	Publique	Privée
Industrie lourde	Publique	Publique
Croissance de l'industrie lourde	Faible	Élevé
Industrie légère	Privée	Privée
Croissance de l'industrie légère	Élevé	Élevé
Contrôle de l'économie	Élevé	Élevé
Leviers de contrôle de l'économie	Public	Public

Alors, à notre avis la grande différence entre la Chine et l'URSS ne vient pas du fait que la Chine a divergé du modèle de la NEP, mais plutôt qu'elle l'a portée à sa conclusion. L'emploi privé est beaucoup plus grand aujourd'hui en Chine parce que la majorité de l'ancienne paysannerie s'est transformée en une classe ouvrière en formation et que l'une des façons que l'État a pu absorber cette force de travail gigantesque est par l'extériorisation de la force de travail chinoise. Sans les capitaux étrangers, la population redondante, sous un angle d'efficacité économique, n'aurait que très difficilement pu trouver d'autres emplois industriels. On peut donc rappeler que, à l'exception des privatisations des moyennes et des petites entreprises privées de la fin des années 90, le taux d'emploi et la valeur ajoutée du secteur public n'ont pas chuté en raison d'autres vagues de privatisation. En fait, c'est plutôt à cause de l'expansion du secteur privé qui est naturellement plus profitable et plus intensif dans l'utilisation du facteur travail que les secteurs industriels publics de l'État. En URSS, parce que la croissance de l'industrie était presque nulle dans la sphère privée et publique et que la croissance économique qui avait eu lieu venait en fait des regains des pertes causées par les guerres, on peut comprendre que l'industrie privée et l'emploi privé n'étaient pas majoritaires puisque ce secteur n'a pas pu absorber le surplus de population et n'a pas reçu de capitaux extérieurs qui aurait pu aider le développement des forces productives et un marché extérieur capable d'absorber les produits de l'industrie légère. Le travail agricole était encore l'occupation de la majorité de la population tandis qu'en Chine, depuis les années 2000, la plus grande partie de la population est maintenant ouvrière. Puisque la majorité des entreprises en Chine sont dans l'industrie légère et que c'est elle par nature qui utilise le plus la force de travail dans sa production et qui est beaucoup plus profitable, il est possible de comprendre pourquoi les emplois et la valeur ajoutée sont surtout concentrés dans le secteur privé. Ceci n'est donc pas une divergence avec le modèle de la NEP, mais plutôt l'un de ces points caractéristiques qui se serait sans doute manifesté si l'expérience économique avait été poursuivie en URSS.

Nous pouvons dès lors affirmer que si l'on considère les enjeux de propriétés publique et privée, l'économie chinoise et celle soviétique sont très similaires en ce qui a trait à la division et à la logique derrière celles-ci. Les différences des secteurs public et privé en matière de la quantité d'emplois et de la quantité de la valeur ajoutée sont le résultat de circonstances différentes liées aux événements historiques de chacun et à la structure sociale et démographique de ces deux pays. Dans les faits, la logique qui sous-tend l'organisation de la structure économique mise en place dans les deux pays est très similaire.

Commerce

En matière du commerce, ces deux économies divergent quelque peu. L'URSS de la NEP était caractérisée par un commerce privé qui était né des réformes agraires qui permettaient à la paysannerie de vendre leurs surplus directement sur le marché. L'État n'avait plus le monopole sur l'achat des céréales. À cause de ceci, le système de rationnement en URSS a dû être arrêté puisque l'État n'était plus en mesure de donner des denrées alimentaires aux travailleurs du secteur public. Le travail salarié a alors refait naissance dans les villes et les ouvriers devaient assurer leurs reproductions à l'aide du salariat. La nourriture devait être amenée dans les villes, mais le gouvernement n'était pas capable de la remplir cette tâche. Ceci fut la raison pour laquelle une classe de capitaliste marchand a refait surface durant cette époque qui acheminait les produits paysans jusqu'aux villes et vice versa. Le marché est revenu dans le système économique soviétique de cette époque. La Chine n'est pas très dissimilaire à celui de ce cas. En Chine, les réformes agraires ont aussi causé la réémergence du marché. Après avoir payé la rente à l'État, la paysannerie est devenue libre d'acheter et de vendre sur le marché agricole du pays. Les raisons immédiates de la réémergence de ce marché n'étaient bien entendu pas les mêmes, mais elles avaient quand même des similarités. Le but était dans les deux cas augmenter la productivité paysanne dans une visée développementaliste autant en Chine qu'en URSS.

Là où les deux pays diffèrent dans leurs expériences se trouvent dans l'ampleur de l'utilisation du marché dans l'édification économique. En URSS, bien que le marché fût présent, il n'était que très peu développé. Le marché du travail n'avait pas vraiment été institutionnalisé. Le travail manquait dans les villes et la majorité de la population soviétique était, encore à cette époque, des paysans qui n'avaient pas encore quitté la terre pour se trouver de l'emploi et qui ne pouvaient pas le faire de toute façon, car les emplois manquaient. Il y avait de la compétition entre les entreprises publiques et privées dans cette économie, mais le marché financier n'existait pas. L'allocation du capital n'était pas vraiment alors très développée dans cette économie. Comparativement à ceci, le commerce privé et public en Chine est très développé. Le commerce se fait par l'Internet et par d'autres moyens qui intègre la grande majorité de la population au marché national. Le marché de l'emploi y est institutionnalisé. Le marché financier est présent, quoique loin

d’être à la hauteur de ceux des pays capitalistes, à l’exception de celui de Hong Kong. Le capital privé n’est plus juste marchand comme à l’époque de la NEP, mais est maintenant productif et très rarement financier, car, les finances, et donc une grande partie de l’investissement se déroulant dans ce pays, sont de nature publique. Nous savons que les banques chinoises tendent à prêter beaucoup plus aux SOE qu’aux compagnies privées. De plus, le mouvement des capitaux en Chine est très régulé et il est très difficile pour de riches entrepreneurs et pour des membres corrompus du gouvernement de transférer de l’argent à l’extérieur des frontières (Zhou 2019). Nous avons donc en Chine un commerce privé qui est assez développé au niveau national, bien que dans une mesure moindre que dans une véritable économie de marché.

Qu’en est-il alors du commerce international dans ces deux pays? L’URSS durant la NEP a ouvert une partie de son économie à l’exploitation étrangère. Lénine affirmait à l’époque que les concessions aux forces capitalistes extérieures étaient nécessaires pour le développement de l’économie soviétique. Le Parti a signé des traités de commerce avec une poignée de puissances capitalistes et certaines compagnies privées étrangères avaient reçu le droit d’exploiter les ressources naturelles de l’URSS telles que le bois, les minéraux et le pétrole. Cependant, le Parti s’était efforcé de rester en contrôle du flux de capitaux étrangers sur leur territoire. Il n’était pas question de laisser les forces capitalistes extérieures en contact avec les Nepmen et autres capitalistes nationaux. Dans le cas de la Chine, la situation n’est pas très dissimilaire non plus. Le commerce international est fortement contrôlé et régulé par le gouvernement et le Parti. Le marché chinois est régulé et les lois en place sont là pour protéger les compagnies et les consommateurs chinois contre les abus des capitaux étrangers. L’extériorisation de la main d’œuvre chinoise s’est faite dans des zones coupées du reste de la Chine tel que Shenzhen au tout début. Aujourd’hui, on en compte plusieurs, mais les règles conditionnant les investissements directs sont très strictes. Une compagnie qui voudrait s’installer en Chine en raison de l’exploitation de la main d’œuvre chinoise ou pour avoir accès au marché intérieur chinois ne peut le faire qu’en amenant une quantité considérable de capitaux et doit effectuer un certain transfert technologique après un temps déterminé. De plus, le marché boursier chinois est coupé aux capitaux étrangers. Lénine considérait le commerce international comme un secteur critique de l’économie et le Parti devait alors rester en contrôle de celui-ci. Comme nous le voyons dans le cas de la Chine, le Parti et le gouvernement tendent encore à être en contrôle du commerce international, bien que moins qu’à l’époque de l’URSS.

Tableau 6: Comparaison de la structure commerciale

	URSS	Chine
Type de commerce	Privé	Privé
Type de capital privé	Marchand	Marchand et industriel
Marché des biens	Privé	Privé
Marché de l’emploi	Privé	Privé

Marché financier	Peu existant	Public
Commerce international	Privée	Privée
Contrôle des flux de capitaux internationaux	Grand contrôle	Grand contrôle

Pour résumer, nous pouvons voir que le commerce interne en URSS était surtout de nature privée et le commerce international était public. En Chine, le commerce, tant national qu'international, est surtout privé, mais avec la différence que ce dernier est très régulé par les pouvoirs publics. Il y a donc une différence ici entre l'économie de l'URSS et celle de la Chine qui se trouve au niveau du commerce international. Bien que ce dernier se serait sans doute développé en URSS si plus de temps s'était écoulé pour que l'économie de marché se soit développée davantage, l'extraversion de l'économie soviétique n'avait jamais été le plan du Parti à l'époque. Pour ce qui est du commerce extérieur, bien que la Chine ne soit pas en contrôle à 100 % de celui-ci, cela n'empêche pas que le Parti exerce une influence considérable sur les flux de capitaux entre son économie et l'économie mondiale capitaliste. Cependant, le modèle de l'économie chinoise est très différent de celui de la NEP si l'on considère la place du commerce international. Le Parti bolchevik n'aurait jamais pensé développer l'économie soviétique en externalisant la force de travail de l'époque. C'est la première grande différence entre l'économie chinoise et celle de la NEP. Il faut toutefois garder en tête que les époques sont différentes et que ces partis faisaient face à des systèmes capitalistes mondiaux de natures et de logiques distinctes. La mondialisation économique est aujourd'hui beaucoup plus importante qu'elle ne l'était dans les années 20. De plus, depuis la chute de l'Union soviétique et des pays communistes de l'Europe de l'Est, il est très difficile d'effectuer le développement économique en retrait du système économique mondial, comme peut l'attester le cas de Cuba et de la Corée du Nord qui sont tenus à l'écart de ce système par des mesures impérialistes américaines. Nous pouvons aussi avancer que bien que cette différence concernant la stratégie de développement soit considérable, elle est tout de même une option qui ne semble pas être en contradiction avec le modèle soviétique de la NEP à cette époque puisque les mesures qui apparaissent, en Chine sont développementalistes et non pas néocoloniales ou capitalistes. C'est-à-dire qu'elles ne sont pas prises dans le but d'enrichir les élites du pays au détriment de la population comme c'est le cas dans la plupart des pays en voie de développement.

Contrôle et planification

La planification et le contrôle de l'économie sont des variables importantes pour juger des économies socialistes puisqu'elles sont au cœur du projet communiste où la raison humaine peut enfin diriger l'allocation des ressources et du surplus des sociétés humaines. En URSS, le contrôle économique durant la NEP a été assoupli tout comme ce fut le cas pour la Chine durant la période des réformes

économiques. Les deux partis voulaient créer une plus grande compétition entre leurs compagnies publiques. Ils ont donc cessé d'en gérer la totalité et laissé les compagnies privées avoir une certaine place dans le système. Bien que les petites et moyennes compagnies publiques aient commencé à se comporter comme des entreprises capitalistes en Union soviétique, ces compagnies se sont fait privatiser dans le cas de la Chine. Dans ces deux cas, la compétition a été créée, mais sous des systèmes de propriété différents. Un certain contrôle de l'économie était cependant toujours présent. Il se faisait par une fixation des prix ou par une fixation du prix minimal des marchandises. C'est un phénomène que l'on retrouve autant en Chine qu'en URSS. Bien que les compagnies ne soient pas toutes publiques et répondent en majorité à la logique de la valeur marchande, l'État garde toujours le rôle du régulateur des prix dans le but de rectifier les désavantages du marché et permettre l'atteinte d'objectifs sociaux. Cependant, dans ces deux pays, l'un des leviers de commande de l'économie, les géantes SOE, doivent toujours garder une logique qui n'est pas tout à fait capitaliste, mais plutôt socialiste. Elles doivent répondre aux ordonnances de la sphère sociale qui se manifestent par les directives du Parti. Ce sont ces SOE qui s'occupent de construire les grands projets économiques tels que la construction de l'infrastructure, la finance, la recherche, etc. Par le contrôle de ces compagnies publiques gigantesques, les partis peuvent en effet guider le développement économique de la nation entière.

En ce qui a trait à la planification économique dans ces deux économies, le mot d'ordre est la coordination. Le modèle soviétique mis en place à partir de Staline en URSS avait une planification de l'économie où les ressources économiques et la gestion des entreprises se faisaient d'une manière centralisée, alors qu'à l'époque de la NEP cette planification n'existait pas encore sous la forme des plans quinquennaux. Pour la Chine, c'est ce système qu'elle adopta et qu'elle transforma au rythme des réformes. Dans ce pays, la planification extensive de l'économie était chose du passé, alors qu'elle était chose du futur pour l'Union soviétique. Ce qui relie alors ces deux économies en matière de la planification est qu'elle se fait par la coordination économique plutôt que par l'allocation extensive des ressources. En effet, l'allocation des ressources est en contradiction totale avec le marché et comme nous l'avons vu, c'est ce type de planification qui a mis fin à la NEP en URSS. Dans ce pays, la planification était alors en place pour les secteurs économiques qui n'étaient que très peu touchés par la logique de marché, l'industrie lourde. Cette industrie était considérée comme le futur du projet socialiste dans un pays sous-développé tel que l'Union soviétique de cette époque. Parce que la logique de la recherche de profit n'aurait pas permis à l'édification de cette industrie, le Parti avait lui-même pris le soin de coordonner les nouveaux investissements en industrie lourde et de coordonner cette industrie en général dans le but que cet investissement soit socialement profitable.

En Chine, le même principe est aussi celui qui sous-tend la planification économique. La Chine utilise toujours la forme de la planification en plans quinquennaux pour les plans généraux de l'économie.

Les plans existent aussi dans de multiples branches et secteurs de l'économie. La planification de l'industrie lourde était, dans les deux premières décennies de la période des réformes, le secteur qui était protégé par l'État et qui faisait encore l'objet d'une planification, d'un contrôle et d'une coordination tous assez vigoureux. Le SASAC est l'organe du gouvernement central qui contrôle les SOE chinoises. Les bureaucrates travaillant dans celle-ci doivent suivre les lignes directrices données par le Comité central du Parti, comme ceux dans les autres secteurs du gouvernement. La coordination se fait depuis le début des années 2000 dans le secteur de l'industrie lourde et dans le secteur de la haute technologie qui sont devenus sans aucun doute les forces productives les plus importantes pour le XXI^e siècle, comme peuvent nous le démontrer les exemples de nombreux plans de coordination d'investissements technologiques depuis 2003. Ces plans œuvrent, dans la majorité des cas, à l'extérieur des logiques marchandes. De plus, ce sont en grande partie les SOE qui se font octroyer les contrats de la part du gouvernement dans l'établissement de ces plans, bien que certaines compagnies privées telles que Alibaba et Huawei puissent jouer un rôle dans les plans technologiques. Les mégaprojets d'infrastructures et de services publics sont aussi hautement coordonnés par le gouvernement. Ces projets peuvent aussi attester d'une certaine allocation des ressources en matière d'investissements socialement profitables. Les plans, en Chine, ne s'arrêtent pas non plus uniquement à l'investissement. Les membres du Parti doivent entreprendre des actions jugées bénéfiques socialement comme la lutte contre la pauvreté dans certaines régions où la croissance économique du pays n'a pas amélioré les conditions locales.

Tableau 7: Comparaison des méthodes de contrôle et de planification

	URSS	Chine
Type d'économie	Marché	Marché
Méthode de planification	Coordination	Coordination
Secteur de l'économie planifié	Industrie lourde	Industrie lourde recherche technologique
Secteur le plus important de l'économie marchande	Industrie légère	Industrie légère
Objectif immédiat de la planification	Modernisation	Modernisation
Contrôle de l'économie	Bas	Moyen-élevé

Nous pouvons voir que dans ces deux économies la planification joue un grand rôle. Elle touche surtout les secteurs pour lesquels les partis jugent que le principe de marchés n'aurait pas les résultats souhaités. La planification se fait donc surtout en matière de coordination économique en ce qui a trait à de nouveaux investissements dans des secteurs qui ne seraient pas automatiquement renforcés par le processus de marchandisation. On peut alors compter dans ceux-ci le secteur de l'industrie lourde et la recherche de nouvelles technologies. Bien qu'en URSS, durant la NEP, le Parti ne s'était pas encore concentré sur l'élaboration de nouvelles technologies, la modernisation économique était très importante pour Lénine. Il

suffit de penser à ce qu'il avait dit par rapport à l'avancer de la production et de l'industrie : « [l]e communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays, car sans électrification il est impossible de perfectionner l'industrie » (Lénine 1920). C'était par la voie de la recherche technologique que le communisme allait pouvoir être bâti. La situation pourrait aussi décrire la Chine où la recherche de la haute technologie est la voie qu'elle prend pour devenir une nation pouvant se protéger de l'impérialisme et faire rayonner l'idéologie communiste en servant d'exemple pour les autres nations. Bien sûr, l'URSS voulait moderniser le pays. Cependant, il n'était pas encore question, à l'époque, de révolutionner l'industrie, mais plutôt de la faire avancer au même niveau que des pays développés d'Occident. Cette différence entre l'URSS et la Chine vient du fait que ce pays n'est pas dans une phase de reconstruction économique comme l'était l'URSS durant la NEP où les guerres avaient laissé son économie dans un état délabré, mais plutôt dans une phase de construction économique. La Chine, comme l'Union soviétique à partir des années de Staline, édifie la nation économique chinoise. Elle doit se soucier de sa force économique présente et future. Bien que des différences existent en ce qui concerne la planification et le contrôle de l'économie, la plus importante différence étant que la Chine semble utiliser la planification davantage que l'URSS de la NEP. Nous pouvons tout de même affirmer que les deux pays utilisent des mécanismes et des logiques semblables dans ce domaine.

Analyse des variables sur les classes

Paysannerie

Comment se compare la classe paysanne de l'Union soviétique de l'époque de la NEP à celle de la Chine de l'époque des réformes? La situation de la paysannerie a été en changement constant depuis 1978 en Chine, mais les logiques qui sous-tendent ces changements peuvent être identifiées. Celles-ci rendent comparable la paysannerie chinoise à celle soviétique.

Premièrement, la grande similarité entre ces deux classes est qu'elles avaient toutes deux eu des rôles révolutionnaires. Sans leur appui, les révolutions de ces deux pays n'auraient jamais vu le jour. Cependant, la paysannerie soviétique était décidément moins révolutionnaire et combative que celle chinoise. On peut se rappeler que la NEP avait été en partie théorisée et appliquée dans le but d'apaiser la paysannerie soviétique, du moins la caste dominante de cette paysannerie, les koulaks, qui ne voulaient plus vivre dans le système du communisme de guerre. En Chine, cependant, la révolution s'est résolument gagnée par la paysannerie et a continué d'avoir son support jusqu'à aujourd'hui. La raison de cette différence entre ces deux paysanneries en matière de support et d'idéologie vient du fait, selon nous, que la révolution s'est déroulée en Russie contre l'aristocratie russe en campagne et non contre les paysans riches. En Chine,

les paysans riches ont été considérés parfois comme ennemis de la révolution, parfois comme alliés, mais durant les années 50 la paysannerie riche n'avait plus les conditions matérielles pour satisfaire leurs existences en tant que classe. En URSS cependant, la paysannerie riche n'a jamais vécu d'attaques de la part du Parti et des paysans moyens et pauvres durant la période de la NEP. Ce n'est qu'à partir des campagnes de dékoulakisation de Staline que les conditions matérielles de ce groupe ont disparu. Le koulak durant la NEP était donc bien existant et au sommet de la hiérarchie du village, contrôlant même parfois les soviets des villages. Ce groupe avait dans ses mains une influence politique considérable et le Parti devait faire attention politiquement pour ne pas se les mettre à dos. Les paysans pauvres et moyens n'étaient donc pas contre l'idée du socialisme, mais les paysans riches pouvaient influencer leurs décisions et leurs visions politiques plus facilement du fait que le Parti, contrairement à la Chine, n'avait pas vraiment de présence dans les campagnes.

Depuis le début du cycle des réformes en Chine la stratification économique et sociale de la paysannerie est devenue une réalité, ce qui rend la situation comparable à celle de l'économie soviétique de la NEP. Dans cette dernière, la stratification économique de la paysannerie était devenue un problème réel. La paysannerie pauvre n'avait d'autre choix que de vendre sa force de travail à la paysannerie riche et moyenne pour survivre. La paysannerie moyenne était celle qui pouvait parfois être indépendante et faire de l'agriculture de subsistance, parfois acheter de la force de travail et parfois vendre sa force de travail. La paysannerie riche était celle qui avait accès aux moyens de production importants à cette époque, les animaux. Elle était aussi en mesure de louer la terre de la paysannerie et de la travailler à l'aide de paysans pauvres et moyens qu'elle employait. En Chine, la stratification sociale entre les membres de la paysannerie est une réalité aussi, mais moins polarisée que celle que l'on pouvait voir en URSS. Premièrement, il n'y a qu'un très petit nombre de paysans riches chinois. Ces paysans riches ou entrepreneurs ne sont pas vraiment une classe qui a pu augmenter et prendre de l'importance au niveau politique comme celle soviétique. En temps normal, la paysannerie est capable de survivre par elle-même dans les campagnes chinoises, bien qu'avec une qualité de vie très mauvaise, ce qui n'était pas possible pour leur homologue soviétique. Cependant, lorsque la paysannerie tente de sortir de la pauvreté de l'agriculture de subsistance, des paysans entrepreneurs vont pouvoir louer leurs terres ou leurs forces de travail. L'exploitation agricole en Chine, aujourd'hui, n'est pas un phénomène qui se passe à l'intérieur même des relations paysannes. Ceux qui exploitent la force de travail paysanne sont de grandes compagnies, parfois chinoises, parfois étrangères, qui peuvent intégrer verticalement celle-ci. La stratification paysanne n'a donc pas la même force qu'en URSS, puisque les exploiters ne font pas partie de cette classe. L'exploitation était une réalité pour les membres de la paysannerie dans les deux pays, mais elle ne l'est pas vraiment entre les membres de la paysannerie en Chine.

Nous pouvons constater, que dans les deux cas, la logique du capitalisme se trouve dans les deux économies en ce qui touche le secteur agricole. L'une est celle du capitalisme naissant et l'autre d'un capitalisme mature et développé. Bien que les conséquences puissent être différentes, les logiques du marché peuvent être retrouvées dans les deux économies et affectent la paysannerie de deux manières distinctes.

Pour ce qui est de la scène politique, il y a quelques différences dans la relation que cette classe avait avec le Parti au pouvoir en URSS et en Chine. Premièrement, la paysannerie en Union soviétique avait fait la révolution en alliance avec le Parti bolchevik, mais elle ne faisait pas vraiment partie de ce Parti politique. Très peu d'individus appartenant à cette classe étaient Bolcheviks. La révolution avait d'abord commencé dans les régions rurales où la paysannerie s'était révoltée contre le règne de l'ancien régime aristocratique. Ce n'est qu'avec l'aide des bolcheviks et du prolétariat qu'elle a pu combattre les armées blanches des forces réactionnaires du pays. Les motivations des paysans s'arrêtaient cependant à la redistribution des terres, du moins pour les paysans riches et une partie des paysans moyens. Souvenons-nous que la NEP était en fait une concession donnée à la paysannerie. La relation entre cette classe et le Parti était donc pleine de tensions, puisque les Bolcheviks représentaient pour cette paysannerie la perte de leurs surplus immédiats ce qui allait à l'opposé de leurs intérêts de classe à court terme. De plus, il n'y avait qu'une très petite poignée de paysans qui était membre du Parti à cette époque. Les Bolcheviks en étaient conscients et voulaient créer à partir de cette paysannerie une classe ouvrière progressiste et capable de mener la transformation socialiste du pays, mais cela devait se faire en gardant à tout prix l'alliance avec cette classe. Dans le cas de la Chine, les réformes ont été entreprises pour des raisons différentes. En effet, ce n'était aucunement pour offrir des concessions envers la paysannerie que le Parti a décidé d'entamer le cycle des réformes économiques. La relation entre le Parti et la classe paysanne était positive à cette époque. La révolution a été paysanne et le Parti de Mao était fermement ancré dans une alliance de longue durée entre la paysannerie et les autres classes progressives de la Chine de l'époque. Les paysans chinois sont encore de fiers partisans de la révolution et beaucoup sont membres du Parti communiste, bien que les tensions existent entre cette classe et les organes locaux du Parti. Le principal allié de cette classe dans ce conflit s'avère toutefois être le gouvernement central.

Bien que les deux Partis soient entrés dans une alliance avec la paysannerie, uniquement en Chine peut-on dire que cette classe était partisane de la révolution et du Parti. Elles sont l'un des piliers les plus importants, avec le prolétariat chinois, qui supporte le PCC.

Tableau 8: Comparaison de la classe paysanne

	URSS	Chine
Niveau de stratification	Élevé	Moyenne
Domination économique	Par les paysans riches et les Nepmen	Par les paysans riches et capital international
Relation avec le Parti	Plus ou moins négative	Largement positive

Degré d'autonomie	Autonome	Relativement autonome
Transformation de classe	Stagnante	Très rapide et non-contrainte

A la lumière de notre analyse, nous pouvons observer que les situations sociales de cette classe en URSS et en Chine sont relativement distinctes. La stratification en URSS au sein de la paysannerie était élevée tandis qu'en Chine elle est existante, mais n'a pas le caractère dominant entre les membres de cette classe. Dans les deux cas, la domination économique se fait à la fois par les membres plus affluents de la paysannerie ainsi que par le capital marchand. Cependant, la hiérarchie est inversée entre les cas. Dans le cas de l'URSS, l'exploitation se faisait largement à l'intérieur de la classe paysanne tandis qu'elle se fait majoritairement par le capital marchand dans le cas de la Chine. Les relations avec le Parti sont nettement plus positives dans le cas de la Chine à cause de son rôle dans la révolution. La transformation de la paysannerie se fait d'une grande rapidité en Chine tandis qu'elle stagnait en URSS, reflétant des taux différents d'industrialisation.

Classe ouvrière

Pour ce qui est de la classe ouvrière dans ces deux pays, on y trouve une situation relativement comparable, du moins dans les années 80 et 90. Premièrement, la classe ouvrière au début de ces deux révolutions et réformes n'était que très peu présente sur le terrain politique de cette période. L'une ayant été décimé par les périodes de troubles causées par la Première Guerre mondiale et la guerre civile et l'autre décimée par les tueries du Guomindang. En Chine, durant la période maoïste, cette classe a été formée par le Parti communiste dans le but de créer une société industrielle socialiste moderne. En raison du développement économique de la période maoïste qui transforma une certaine partie de la paysannerie en travailleurs industriels, la classe ouvrière existait dans ce pays en 1978. Elle existait sur le plan politique, car elle avait une conscience de classe construite après presque 30 années de socialisme. En Union soviétique, la classe ouvrière n'existait que très peu sur le plan économique et Lénine la caractérisait surtout comme ayant une conscience petite-bourgeoise et syndicaliste, c'est-à-dire qu'elle n'était pas résolument révolutionnaire et que chaque groupe de cette classe n'agissait que pour ces intérêts étroits à courts termes et non pour les intérêts de la classe au complet à long terme. Elle se différenciait encore assez mal de la masse paysanne dans laquelle elle avait pris naissance. Donc, il y avait une classe ouvrière dans les deux pays durant ces périodes, mais l'une ne possédait que plus ou moins les attributs du prolétariat.

Il y a cependant une grande similarité entre la condition de ce prolétariat en formation en Union soviétique et en Chine du temps des réformes. Bien que le véritable prolétariat chinois existe, il ne forme qu'une partie mineure de la force de travail totale du pays. La majeure partie de celle-ci est composée de travailleurs migrants, des semi-prolétaires venant tout droit de la masse paysanne, tout comme le nouveau

prolétariat en Union soviétique durant la NEP. Dans les deux cas, le Parti communiste au pouvoir est confronté à des ouvriers qui ne sont pas encore prêts à prendre le contrôle direct de la révolution et du mouvement social pour la transformation du pays. Il fallait alors entrer dans un projet d'édification de cette classe qui avait les conditions matérielles pour devenir des ouvriers, mais qui n'avait pas encore la mentalité, le savoir-faire organisationnel et la ferveur révolutionnaire de cette classe. En Chine, bien que la classe ouvrière maoïste soit encore présente et possède une conscience de classe assez forte, elle a perdu une partie de son hégémonie à cause de la vague de privatisation des années 90. Les travailleurs migrants se trouvent cependant dans un mouvement d'identification et de conscientisation de leur position de classe dans la société chinoise. La conscience de classe est en formation dans ce groupe, comme c'était le cas pour les nouveaux ouvriers durant la NEP.

En Chine, parallèlement à cette classe ouvrière nous avons aussi la nouvelle classe moyenne qui est constituée de techniciens et d'intellectuelles. En URSS, le Parti avait décidé de classer la classe ouvrière uniquement comme ceux qui travaillent dans l'industrie. Les gens ayant des emplois utilisant leurs forces mentales plutôt que leurs forces physiques comme les bibliothécaires, les techniciens et les intellectuels n'étaient pas considérés comme faisant partie de cette classe. En Chine dans les années des réformes, le gouvernement chinois n'a pas créé de grandes distinctions entre ces deux groupes. On pourrait penser que le Parti bolchevik a voulu prendre cette précaution puisque les intellectuels et les techniciens venaient surtout de familles bourgeoises, petites-bourgeoises et aristocrates à l'époque et avaient donc des intérêts différents de ceux de la révolution. La situation est différente en Chine, puisque les intellectuels et les techniciens tiennent leurs origines surtout de la paysannerie et du prolétariat sauf à quelques exceptions près. On peut en effet voir deux strates dans ce pays au sein de ce groupe. Les intellectuels plus riches et plus anciens, donc les élites, qui tiennent surtout leurs origines d'avant la révolution et qui sont plutôt réactionnaires, culturellement conservateurs et contre les idéaux de la révolution. Avec le taux d'éducation en Chine beaucoup plus satisfaisant qu'autrefois, plusieurs intellectuels et techniciens ont une idéologie davantage progressiste et socialiste. Bien que les élites intellectuelles tendent à avoir une sorte d'hégémonie discursive au sein des médias, en tant que telle, cette classe ne peut pas être jugée réactionnaire. Il faut aussi garder à l'esprit que les théoriciens des révolutions sont venus tout droit de cette classe. En URSS, cette classe avait été conquise lors de la révolution et on l'utilisait dans un effort de reconstruction du pays en leur donnant certaines concessions tel qu'un haut salaire. Dans les faits, elle ne détenait qu'un petit poids politique.

Nous pouvons affirmer que les politiques des réformes économiques en Chine ont fait en sorte de créer une nouvelle classe ouvrière qui est maintenant la plus populeuse de la Chine. Le pays s'est modernisé

et le Parti est en voie d'achever l'objectif que les bolcheviks avaient tenté en URSS durant la NEP, c'est-à-dire l'édification d'une nouvelle classe ouvrière.

Tableau 9: Comparaison de la classe ouvrière

	URSS	Chine
Quantité	Peu nombreuse	Relativement nombreuse
Croissance	Stagnante	Croissance élevé
Domination	Nepmen	Capital national et international
Relation avec le Parti	Positive	Positive

Que pouvons-nous apprendre en comparant les relations politiques entre les classes laborieuses, les intellectuels et le Parti dans ces deux pays durant l'époque de la NEP en URSS et durant les réformes en Chine? En URSS, rappelons-le, le prolétariat n'était que très peu présent dans la nouvelle société soviétique. Le Parti avait passé d'un taux d'adhésion de 60 % de prolétaire durant la révolution à un taux de 40 % durant la première année de la NEP en 1921. Le prolétariat n'était donc plus la force majeure dans le Parti au moment de la NEP. Les membres qui prirent leurs places étaient surtout des intellectuels, des techniciens et des professionnels, lesquels ne se faisaient pas considérer comme appartenant à la classe ouvrière par le Parti. En Chine, la situation était quelque peu similaire. Les classes laborieuses traditionnelles, le prolétariat, en incluant la paysannerie, constituait environ 37 % des membres totaux du Parti, tandis qu'on pouvait alors compter 25.5 % de travailleurs qualifiés et 18.9 % de retraités, certains d'entre eux ayant été des ouvriers, des paysans, des travailleurs qualifiés et intellectuels. Nous pouvons alors voir que dans les deux cas le prolétariat, au sens strict du terme, ne comptait plus pour la majorité des membres du Parti au pouvoir. Il est aussi possible de voir dans ces deux Partis une professionnalisation de ces membres. Dans les deux cas, la majorité est toujours détenue par les classes laborieuses, c'est-à-dire les classes paysanne, prolétaire et les techniciens.

Ce qui différencie quelque peu la situation de la Chine avec celle de l'URSS se trouve dans l'institutionnalisation des lois du travail et des protections de la classe ouvrière. En URSS, bien que l'oppression existât entre certaines classes, le Parti voulait faire très attention de ne pas faire payer à la classe ouvrière le grand prix de l'industrialisation comme ce fut le cas dans les pays riches d'Occident de l'époque. Il fallait alors s'assurer que les conditions dans les usines publiques ne fussent pas exécrables comme elles l'avaient été dans celle privées avant la révolution. Les protections sociales étaient là, mais il y avait de grandes limites au pouvoir de l'État dans cette période en raison de la réintroduction du marché qui avait pour but d'augmenter la productivité des chaînes de production. Bien que les syndicats des travailleurs aient encore eu la permission de faire l'usage de leurs droits politiques, le Parti tolérait bien moins qu'avant les grandes disruptions dans une économie souffrante. En Chine, la présente forme que prend l'économie de marché socialiste fait en sorte que des concessions doivent être faites aux despotes capitalistes qui menacent

de transférer l'entièreté de leurs productions à l'extérieur du pays chaque fois que les gouvernements locaux prennent des actions pour aider les travailleurs. Les membres locaux du gouvernement et du Parti doivent tenter de trouver un équilibre souvent insatisfaisant pour les travailleurs entre l'augmentation des protections, les services sociaux et les salaires, et ce, sans causer la fuite des capitaux étrangers. L'oppression de classe est bien en vie en Chine tout comme en URSS et ne se limite pas au capital étranger. En URSS, la grande exploitation se faisait plutôt en campagnes chez les travailleurs agraires tandis qu'en Chine elle se fait chez les travailleurs migrants dans les villes. Les nouveaux prolétaires dans les deux cas font face à des situations d'exploitation assez cruelles. Elles se font cependant plus intensivement en Chine due à son imbrication dans les chaînes de production mondiale caractérisée par l'avarice des forces du capital privé. Alors, le fait que le Parti au pouvoir dans ces deux économies soit communiste n'a pu empêcher l'exploitation économique entre classes dans un système hybride.

Pouvons-nous alors dire que ces partis étaient encore des partis de la classe ouvrière et pour la classe ouvrière? En Chine tout comme le faisait l'URSS à l'époque, le parti au pouvoir affirme toujours qu'il est un parti pour le prolétaire. En Chine, Xi affirme encore que la classe ouvrière est la classe dirigeante du pays et qu'elle est la base du Parti communiste chinois (Xi 2018b). Le Parti communiste chinois, comme le Parti bolchevik, n'a pas durant ces périodes remis en cause la place de la classe ouvrière dans les échelons du Parti. Elle peut toujours, selon nous, être considérée comme la base principale de l'appui de ces partis, incluant la paysannerie pour ce qui est de la Chine, puisque les politiques que les dirigeants mettent en place, accompagnées de l'idéologie qui les entoure, semblent toujours avoir pour objectifs la création de la classe ouvrière et l'amélioration de la qualité de vie de cette classe.

Nouveaux riches et entrepreneurs

En URSS et en Chine, l'une des conséquences du marché a été la création d'un nouveau groupe de capitalistes. Nous allons ici analyser les principales différences et similarités entre la classe capitaliste de l'URSS et de la Chine.

Tout comme en Chine à partir des réformes économiques, les capitalistes existaient en Union soviétique durant la NEP. Dans les deux cas, cette nouvelle classe a été la création de l'expérimentation économique et politique qu'ont été ces réformes dans ces deux pays. Bien que les Nepmen, les capitalistes marchands, tiennent leurs origines du monde criminel de la société soviétique durant le communisme de guerre, elles n'avaient rien à voir avec les capitalistes et les bourgeois de l'Empire russe. Ils sont la création des mécanismes de marché qui étaient devenus légaux durant la NEP et par conséquent leur conscience de classe n'était pas encore formée. Pour ce qui est de la Chine, la classe capitaliste est elle aussi une classe

nouvelle sur le plan politique et économique. L'ère de Mao a fait en sorte de créer une société où la classe ne jouait plus un rôle économique et l'ancienne classe bourgeoise ne pouvait plus se reproduire sur le plan social. La nouvelle classe capitaliste en Chine est une création nouvelle, une conséquence du marché. De plus, comme en URSS, ses membres, du moins la plupart, n'ont pas de conscience de classe.

L'une des grandes différences entre les capitalistes chinois et soviétiques se trouve dans leurs rapports de production. Les Nepmen étaient des capitalistes, mais n'étaient que la personnification du capital qui avait toujours existé à travers l'histoire des sociétés hautement organisée : le capital marchand. C'est une invention du marché, mais vieille de millénaires au stade où les moyens de production n'avaient pas encore été séparés de ceux qui les travaillaient. Le système institutionnel en URSS a fait en sorte que le capital marchand pouvait circuler entre les sphères de production de la société soviétique, c'est-à-dire entre village et villes. Cependant, les sphères de production étaient hors de la portée du capital de ces Nepmen. Bien que ceci ait fortement diminué la propagation de cette nouvelle classe, au souhait du Parti bolchevik, cela n'a pas empêché celle-ci d'accumuler des richesses énormes. Ce n'était que par l'échange inégal que ces Nepmen pouvaient capter le surplus. La situation en Chine est nettement différente de celle en URSS. Les capitalistes peuvent investir dans la grande majorité des sphères de la société. On y compte la sphère de la production, la sphère de l'échange, la sphère de la spéculation financière, bien que cette dernière soit contre les souhaits de l'État. Le système institutionnel chinois a donc créé un marché où le capital privé n'était que très peu restreint, à l'exception des secteurs contrôlés par les SOE.

Cependant, la classe capitaliste/entrepreneuriale est loin d'être homogène. La plupart de ces entrepreneurs sont en réalité des pères et des mères de familles paysannes et ouvrent de toutes petites entreprises afin d'assurer leur survie et n'exploitent dans la plupart des cas que la force de travail de leurs propres familles. Cette classe, au contraire des Nepmen en Union soviétique, ne semble pas former un bloc distinct. La conscience de classe de ces entrepreneurs est plus paysanne que capitaliste et n'a donc pas d'intérêts idéaux fondamentalement opposés à la révolution, ce qui s'avère différent cependant pour l'élite économique privée du pays qui se montre assez réactionnaire.

Nous avons en URSS et en Chine une nouvelle classe capitaliste qui se trouve similaire en matière du niveau de conscience. Cependant, en Chine cette classe est loin d'être homogène comme ce fut le cas en URSS. En Chine, l'élite de cette classe a aussi acquis un pouvoir économique beaucoup plus grand en comparaison avec les Nepmen qui n'avaient qu'une seule voie pour générer du capital.

Au niveau politique, la situation est nettement différente dans ces deux pays. Le Parti bolchevik jugeait que les Nepmen étaient des ennemis de la révolution et qu'il fallait limiter leur croissance et leurs droits politiques. Les exploités économiques n'avaient pas le droit d'entrer dans le Parti. Les tensions se faisaient grandes entre le Parti et les Nepmen. Dans le cas des capitalistes chinois, ceux-ci se sont fait

accorder des droits politiques par le Parti communiste chinois depuis les réformes constitutionnelles au début du XXI^e siècle. Ces capitalistes, en Chine, ne sont plus considérés comme des ennemis de la révolution et les tensions, bien qu'existantes, ne sont plus le caractère prépondérant entre cette classe et le Parti. La grande différence entre le Parti bolchevik et le PCC est que dans ce dernier les capitalistes sont admis, bien qu'aux bas échelons et non dans le haut de la pyramide gouvernementale. Dans les deux pays, nous pouvons aussi voir les effets du pouvoir économique sur le pouvoir politique : la corruption est un danger réel pour la révolution chinoise comme elle le fut pour la révolution bolchevik, bien que ce phénomène ait acquis un caractère beaucoup plus sérieux en Chine qu'en URSS. En effet, beaucoup de hauts dirigeants chinois ont des membres de leurs familles qui ont amassé des sommes d'argent énormes durant le processus des réformes. Bien que ces dirigeants ne puissent pas être en contrôle complet des actions de leurs familles, il est tout de même inquiétant de voir un pareil évènement se tenir au sein du Parti. De plus, plusieurs membres du Parti ainsi que plusieurs cadres sont devenus, à la suite des réformes, eux-mêmes des entrepreneurs. Alors, à la grande différence de l'URSS, l'élite économique chinoise a de puissants liens avec le PCC sans pour autant signifier que cette classe soit devenue la classe dirigeante du pays. Le Parti et l'élite économique n'ont donc pas de relations antagoniques pour le moment, mais à long terme les intérêts de cette élite entreront en contradiction avec les objectifs de la révolution et des intérêts de l'écrasante majorité du peuple chinois.

Tableau 10: Comparaison de la classe capitaliste

	URSS	Chine
Croissance	Croissant	Croissant
Type de capital	Marchand	Industriel et marchand
Origine	Post-révolution	Post-réformes
Puissance économique	Faible	Forte
Relation avec le Parti	Antagonique	Relativement stable

En résumé, nous observons que les capitalistes dans les deux pays affichent plus de traits qui sont communs que de traits qui les distinguent. Dans les deux cas, le nombre d'individus dans ce groupe était croissant à cause de politiques économiques qui ont créé des nouvelles relations de production. Ce groupe de capitalistes ont une origine distincte de l'ancienne bourgeoisie qui régnait avant la révolution. Dans les deux cas, le gouvernement a restreint les sphères où le capital privé pouvait opérer et s'accroître, bien que dans une moindre mesure en Chine. Ce qui distingue dès lors les capitalistes chinois des capitalistes soviétiques est leur niveau de puissance économique ainsi que leur relation avec le parti au pouvoir. Dans le cas de l'URSS, les capitalistes étaient perçus comme des ennemis d'État qu'on devait absolument contrôler pour qu'ils ne menacent pas le nouvel ordre révolutionnaire. Cependant, en Chine, bien qu'au début des réformes le nouveau groupe de capitaliste était aussi perçu avec méfiance de la part du PCC, avec

l'élargissement du marché socialiste, ce nouveau groupe a été accepté au sein du Parti. Certains membres ont même obtenu des positions officielles (mais de moindre importance) lorsque la puissance économique de cette classe et l'importance des entreprises privées dans la stratégie de développement de l'économie chinoise ont augmenté. Bien que l'URSS ait maintenu une relation antagonique avec sa classe de capitaliste, la relation que le PCC entretient avec la sienne est relativement stable.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons comparé les variables économiques et de classes pour nos deux études de cas. Ainsi, nous avons pu distinguer là où les structures économiques et sociales de l'URSS durant la NEP et de la Chine depuis les réformes économiques de 1978 sont similaires et où elles divergent. Si nous adoptons une perspective macro, nous pouvons affirmer que les structures économiques et sociales de ces deux pays sont d'un caractère similaire, surtout en ce qui concerne le fonctionnement de l'organisation productive. En ce qui concerne les structures sociales des deux pays, puisque notre étude de cas concernant la Chine couvre une période plus étendue, il n'est pas surprenant que l'on observe une évolution plus substantielle. Dans les faits, les différences étaient relativement légères au début des réformes chinoises, le pays étant largement agricole. Par contre, au fil des années, la structure sociale s'est transformée en une où le prolétariat industriel détient une position dominante en ce qui concerne son poids démographique. Ceci était d'ailleurs un objectif du Parti bolchevik durant la NEP. Nous pouvons aussi avancer que l'évolution de la structure sociale en Chine correspond plus ou moins à l'atteinte de l'objectif bolchevik de modernisation et de création de la classe ouvrière. Les grandes différences que nous pouvons percevoir ont rapport avec la position du capital privé ainsi que de la relation des capitalistes avec le Parti. Cette différence ne reflète pas une différence dans la logique de fonctionnement de l'économie, mais plutôt une transformation de la relation du Parti avec sa classe capitaliste et son capital privé. Bien que l'industrie dans l'économie soviétique soit très largement publique, les entreprises opérant en dehors des secteurs critiques de l'économie, c'est-à-dire la plupart d'entre elles, se comportaient tous comme des entreprises privées. Ceci nous pousse à affirmer que le rôle de ces entreprises n'était pas différent de celles des entreprises privées en Chine durant l'ère des réformes. Dans une période où le PCC se situe dans la phase primaire du socialisme, le Parti ne semble pas craindre l'effet des entreprises privées sur les secteurs économiques non critique puisqu'il maintient son contrôle des « leviers » de l'économie et reste donc en contrôle de ceux-ci. À cause de la grande influence des institutions du PCC sur la société chinoise, la force de l'alliance entre différentes classes en Chine et sa stratégie de développement axé sur les investissements étrangers, le PCC ne semble pas être dans une situation aussi tendue et précaire que celle du Parti bolchevik au lendemain d'une guerre civile et d'une invasion des pays impérialistes.

Conclusion

Pour terminer ce mémoire, nous allons ici discuter des résultats de notre analyse comparative. Nous proposons tout d'abord d'établir un aperçu et bilan des multiples stratégies de développement qui ont été théorisées et débattues au sein de l'URSS et de la Chine. Nous allons ensuite tenter de comprendre la présente stratégie de développement de la Chine à la lumière de celle de l'Union soviétique. Puis, nous ferons une brève comparaison entre le Parti bolchevik et le PCC pour mieux comprendre les liens qui unissent ces deux institutions politiques. Nous concluons notre recherche par une discussion sur le statut socialiste de la Chine tout en soulignant les limites de notre étude.

Stratégie de développement

La NEP en Union soviétique représente une période où de grands débats ont eu lieu à propos de la question paysanne et de la stratégie de développement. Dans cette conclusion, nous ferons un survol des grandes lignes du débat et analyserons les liens existant avec le modèle chinois moderne.

Avant la révolution de 1917, l'économie russe était surtout concentrée sur la production agricole. La révolution socialiste, bien que réussie, ne pouvait pas transformer un pays agraire en un pays industriel en l'espace de quelques années. La question à savoir comment transformer une masse de paysans en une masse prolétaire pesait lourdement sur les épaules des Bolcheviks. Le pays était en ruines à cause de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile. Il fallait reconstruire l'économie du pays. C'est ce que le Parti a tenté de faire avec la NEP. Le programme officiel de développement économique des réformes a épousé une logique qui voulait qu'une plus grande prospérité dans le secteur agricole résulterait en une plus grande prospérité dans le secteur industriel. Le but était de faire renaître la production agraire afin de pouvoir faire avancer l'industrie lourde et le reste de l'industrie soviétique (Carr 1958, p.329). C'est pendant cette période de transition qu'était la NEP que les débats sur la question paysanne et sur la stratégie de développement ont fait rage au sein du Parti en raison de problèmes structurels de la stratégie des réformes.

Les débats sur la stratégie économique à utiliser durant la période de la NEP portaient sur l'industrialisation. La première stratégie en était une théorisée sur l'exportation de la production agricole et le développement du marché agricole. La réforme agraire entreprise par les paysans et appuyée par le Parti pendant la révolution avait créé un très grand obstacle à l'industrialisation du pays. La productivité des paysans ne pouvait qu'augmenter de très peu dans un environnement comme celui-ci. Une plus grande division du travail et une plus grande coopération entre les paysans étaient demandées pour la croissance de la production agricole, mais, bien que la terre était de nature collective, les paysans ne travaillaient qu'individuellement. La plupart de ceux-ci ne pouvait pas faire assez d'argent pour se procurer le capital

nécessaire à la production efficace de leurs terres. Avec la NEP, une certaine formation du capitalisme dans les campagnes a été permise. Elle était en formation encore très incomplète, mais allait progressivement s'implanter. Comme l'avait vu Marx, le mode de production basé sur la petite industrie individuelle où chacun est le propriétaire de ces moyens de production, à un certain stade de développement, « [...] brings into the world the material means of its own destruction » (Marx 1992, p.928). Avec assez de temps, le capitalisme allait faire sa place dans les campagnes soviétiques et le petit propriétaire allait, quant à lui, se faire exproprier par les koulaks puisque ce mode de production avait en son sein les germes qui allaient faire pousser le capitalisme. Les koulaks avaient reçu le droit de louer la terre d'autres paysans et de les engager comme travailleurs agricoles. Dans la plupart des cas, la terre de la famille paysanne ne donnait pas assez de production pour pouvoir faire manger toute la famille. Il y avait souvent de la main-d'œuvre qui cherchait du travail dans les campagnes. La situation faisait en sorte que les paysans riches devenaient encore plus riches tandis que les paysans pauvres devaient vendre leurs forces de travail et louer leurs terres à des paysans disposant déjà de capital. Le surplus agricole de la campagne venait alors surtout des koulaks. Cette stratégie, dans laquelle le processus de commercialisation et de transformation du koulak en capitaliste, a été appuyé par le Parti partiellement durant la NEP. Cette stratégie était une concession donnée aux secteurs influant de la paysannerie. Le surplus utilisé pour mettre en marche l'accumulation de capital aurait été contrôlé par le rythme des paysans à bien vouloir vendre leurs surplus à l'État (Nove 1992, p.121). L'État l'aurait ensuite exporté pour importer de la nouvelle machinerie. L'Union soviétique ne se serait pas vraiment spécialisée dans l'industrie lourde (Carr 1958, p.334). C'était la voie capitaliste du développement en URSS et son principal partisan était Boukharine, le chef de la droite à l'époque de la NEP.

Les problèmes pour le reste du Parti avec cette méthode de développement étaient multiples. Premièrement, elle était de nature capitaliste. L'objectif du Parti était la construction du socialisme. Boukharine détenait aussi cet objectif. Il n'était certainement pas un partisan du capitalisme. Il considérait comme plus sécuritaire la stratégie de développement axée sur la concession envers les koulaks. Il pensait que la NEP aurait pu durer une génération au complet et que les paysans auraient pu être convaincus de la supériorité du socialisme par l'exemple des fermes collectives. Ils ne voulaient donc pas mettre le paysan riche à dos du Parti puisque le surplus agricole venait en grande majorité de lui. Selon son point de vue à l'époque, il ne les voyaient pas comme une classe dangereuse pour le Parti (Nove 1992, p.119-120).

Le deuxième problème était que ce processus ne mène pas à une industrialisation rapide. Le surplus du koulak servait surtout à l'expansion de l'industrie légère et non de l'industrie lourde (Carr 1958, p.329). L'industrie légère est celle qui a le moins besoin de grands investissements. Elle n'utilise que très peu le facteur capital dans sa production, préférant le facteur travail. Ceci s'alignait très bien les avantages comparatifs de l'Union soviétique à l'époque. Il y avait une grande quantité de mains d'œuvre prête à

travailler tandis que le capital se faisait très rare. Les produits de l'industrie légère sont destinés au marché des biens de consommation, qui peut générer un taux de profit beaucoup plus rapidement que les produits lourds. De plus, parce que le surplus des paysans venait en grande partie des paysans riches, que le paysan pauvre n'était devenu qu'un simple travailleur agraire tandis que le paysan moyen ne s'occupait que de sa propre subsistance, le taux d'accumulation allait être très lent et le taux de croissance économique n'allait pas rendre l'Union capable de se rapprocher des pays riches en matière de puissance économique.

Le troisième problème venait du fait que cette option ramènerait l'Union soviétique au statut quasi colonial. Le fait que l'Union soviétique allait devoir exporter ces céréales sur le marché international et dépendre du bon vouloir des pays impérialistes ferait en sorte de la ramener vers une situation de dépendance coloniale comme elle l'était avant la révolution (Carr 1958, p.493). Ceci équivaut aux processus d'échange inégal de Wallerstein où l'échange de céréales contre la machinerie de même valeur sur un marché représente en fait un nombre d'heures de travail très différent. C'est un processus qui bénéficie les pays riches plutôt que les pays pauvres puisqu'un transfert de surplus s'effectue des pays pauvres vers les pays riches. De plus, ces derniers ne peuvent vendre et produire que de la marchandise peu différenciée. Dans ce cas, l'embargo économique ne pose aucun problème aux pays riches, qui l'utilisent assez régulièrement, puisque les économies pauvres ne détiennent, individuellement, aucun produit essentiel pour les pays riches tandis que ces derniers détiennent un véritable monopole sur les hautes technologies nécessaires à la production moderne et efficace (Wallerstein 2006). La différence dans le cas de l'URSS était que le Parti allait garder entre ces mains les secteurs critiques de l'économie théorisés par Lénine, ce qui fait en sorte que le pays n'aurait pas été complètement dépendant des pays développés.

La deuxième stratégie de développement qui a fait débat durant l'époque de la NEP fut celle de l'accumulation socialiste primitive, une théorie qui aurait rendu possible l'industrialisation à une vitesse extrême dans l'URSS. C'est une stratégie créée par Preobrazhensky qui prend pour inspiration le processus d'accumulation primitive théorisé par Marx. L'accumulation primitive a été le processus qui a marqué le début du capitalisme anglais notamment par le mouvement des enclosures qui força la paysannerie à immigrer dans les centres urbains et créant le prolétaire moderne. À ce mouvement s'est ajouté le processus d'expropriation des tribus écossaises des hauts plateaux et des civilisations qui sont tombées sous les mains des Anglais pendant la colonisation du globe. C'est de cette manière que la première grande accumulation a pu avoir lieu et que le capital originel a été créé. C'est un phénomène qui a changé le mode de production féodale à celui capitaliste (Marx 1992, p.873-895). Pourquoi alors vouloir copier un concept si horrible de l'histoire du capitalisme? Le socialisme ne voulait-il pas se distancier d'une stratégie qui avait causé tant de pauvreté et d'oppression autour du monde? Le fait est que lorsqu'il parlait de processus d'accumulation primitive, Preobrazhensky ne voulait pas reproduire le processus d'expropriation que les paysans avaient

vécu en Grande-Bretagne et dans ses colonies. Il se référait plutôt à un processus de changement institutionnel qui aurait permis un grand taux d'accumulation (Millar 1978, p.392). « Preobrazhensky's inclusion of primitive accumulation must be seen as an exclusive reflection of the fact that the revolution occurred in an isolated, technologically backward country » (Day 1975, p.218). Comment alors créer un taux de surplus qui aurait rendu possible une industrialisation très rapide dans le but de créer les bases du socialisme? Selon Preobrazhensky, il fallait changer la stratégie de développement de la NEP qui n'aurait pas pu industrialiser le pays convenablement et de manière à donner un niveau de consommation plus élevé pour les masses : « If the system does not satisfy a certain minimum of wants, [...] the masses would think of a system that would better satisfy their wants. Herein lies the greatest danger and that is why we are so anxious about the volume of investment » (Preobrazhensky, cité dans Allen 2009, p.57-58). Augmenter le rythme de l'industrialisation était alors la tâche fondamentale du Parti, selon lui.

En URSS, la révolution s'était faite en alliance avec la paysannerie et elle ne devait donc pas être expropriée. L'URSS n'avait pas non plus de colonies où exproprier les masses d'autres nationalités. Le colonialisme était inacceptable aux yeux du socialisme et du Parti bolchevik. Le prix de l'industrialisation ne pouvait pas passer non plus sur le dos des travailleurs industriels. Preobrazhensky jugeait que c'était trop risqué de faire payer le prix au prolétariat qui était la principale base d'appui de la révolution. C'est le secteur privé de l'économie, surtout la paysannerie, qui allait devoir en payer le prix (Nove 1992, p.122). La façon d'y parvenir selon ce dernier n'était pas par la taxe, qui était détestée par la paysannerie, mais par le contrôle des prix de produits de consommation industrielle. (Allen 2009, p.58). En d'autres mots, par l'échange inégal entre le secteur industriel et le secteur agricole. L'État avait le monopole de l'industrie et contrôlait les prix. Il pouvait alors forcer un transfert de surplus de la campagne vers les villes et par ce fait même augmenter le rythme de l'industrialisation des biens de consommations industrielles et donc l'augmentation rapide des conditions de vie de la paysannerie, d'où l'intérêt d'appeler cette accumulation « socialiste » à cause de ses visées humanistes à court et long termes. Cependant, même pour Preobrazhensky, cette méthode d'industrialisation n'était pas possible dans le long terme. Si la révolution devait rester dans la structure économique de la NEP:

« [...] [I]t would indeed be impossible simultaneously to fight the kulaks, raise prices charged to peasants, increase off-farm surpluses, raise workers' wages and greatly to raise the levels of capital accumulation. Yet Preobrazhensky never faced up to the possibility of resolving the dilemmas through coercion, through expropriating the peasantry » (Nove 1992, p.124).

Cette stratégie de développement ne s'est donc pas matérialisée. Elle constitue une partie importante de la pensée socialiste du temps de la NEP et avait beaucoup de supporters dans le Parti durant ces années, mais elle s'est révélée inapte à créer une base sur laquelle le socialisme aurait pu être réalisé.

La troisième stratégie de développement qui a fait débat durant la période de la NEP était celle de Fel'dman, un économiste travaillant au Gosplan. Ce modèle de développement met l'accent sur les ressources internes du pays. À la différence du premier modèle qui aurait fait en sorte de faire dépendre complètement l'économie soviétique sur le commerce extérieur pour assurer l'industrialisation du pays en n'offrant qu'une lente croissance économique, et du deuxième modèle qui aurait propulsé à l'avant l'industrie légère, mais n'avait aucun plan pour l'industrie lourde à l'exception de l'espoir d'une révolution dans les pays riches, ce modèle dit qu'il est tout à fait possible de réaliser une industrialisation rapide du pays sans expropriation. Le grand dilemme de l'industrialisation rapide est de savoir qui allait réaliser l'épargne nécessaire à générer un surplus important. Une grande épargne signifie une réduction de la consommation, tandis que l'objectif de la révolution était de l'augmenter. Selon Fel'dman, il serait possible de réaliser l'industrialisation et le haussement du niveau de consommation de manière simultanée par l'investissement dans la production des industries de biens d'investissement. C'est-à-dire qu'il fallait investir dans les usines qui produiraient de nouvelles usines. L'industrie des biens de consommation dépendait elle aussi de l'industrie des biens d'investissements. Alors, dans la mesure où le surplus des biens d'investissement allait être créé, les biens de consommation et les biens d'investissements allaient tous deux pouvoir aussi croître en volume. L'amélioration de la qualité de vie de la population entière allait pouvoir avoir lieu simultanément à l'industrialisation rapide. C'est le camp de Fel'dman qui aurait gagné le débat qui a eu lieu durant la NEP et qui mit fin à celui-ci. « This insight became the basis of socialist economic development » (Allen 2009, p.54). Il était donc possible d'industrialiser le pays tout en augmentant la qualité de vie des masses. Ainsi, c'est en 1926 que l'URSS entra dans un processus d'industrialisation basé sur ce modèle.

La NEP fut une période où les débats économiques et politiques pouvaient encore se faire de façons assez ouvertes. La NEP était une période créatrice puisque le Parti ne détenait pas encore une stratégie de développement concrète. Bien qu'elle tendît vers la voie capitaliste de développement, sans être capitaliste, entre 1921 et 1925, l'économie était surtout en stade de transition vers un futur socialiste qui n'était pas encore assuré. Les trois stratégies de développement sont les trois voies sur lesquelles l'URSS aurait pu évoluer. On y compte la voie paysanne ou capitaliste de Boukharine qui misait sur le non-antagonisme de l'État envers les koulaks, sur l'avantage comparatif de l'Union soviétique sur les produits agricoles et sur la dépendance des riches pays impérialistes. La stratégie d'accumulation primitive socialiste de Preobrazhensky aurait quant à elle voulu une industrialisation des biens de consommations et de l'industrie légère en attendant la révolution mondiale, tandis que la stratégie de Fel'dman, le modèle soviétique du futur, a été la seule qui pouvait réellement faire de la l'Union soviétique un pays indépendant et industrialisé.

Ces modèles de développement sont d'une grande importance pour les pays en voie de développement et les pays socialistes d'aujourd'hui et de demain puisqu'ils ont été des modèles qui ont tenté de théoriser le chemin à suivre pour instaurer le socialisme dans un pays pauvre et agraire, ce qui caractérise encore une majorité des pays d'aujourd'hui. L'Union soviétique a pu créer un modèle différent du modèle capitaliste dominant qui a permis aux masses une deuxième voie de développement. C'est à partir de ces modèles, ceux de Fel'dman et de Preobrazhensky, que la Chine maoïste avait décidé de bâtir son économie (Brodsgaard et Rutten 2017, p.45). Quel est alors le modèle économique de la Chine à l'époque des réformes?

Selon les trois modèles précédents qui ont conduit l'économie de l'URSS à des époques différentes, nous pensons que la Chine n'en suit pas un seul en particulier. Elle n'a pas non plus divergé de ceux-ci. Nous pensons alors que la Chine constitue un mélange de ces trois modèles à la fois. Premièrement, le modèle de Boukharine basé sur la production paysanne individualisée et sur l'exportation du surplus agricole peut en quelque sorte représenter certaines facettes de la stratégie de développement durant l'ère des réformes en Chine. Aujourd'hui, les exportations chinoises n'ont pas lieu dans le secteur primaire de l'économie, mais plutôt dans le secteur où la Chine possède un avantage comparatif, la force de travail. On exporte en partie la force de travail chinoise et l'on importe de la haute technologie dans le but d'améliorer la production du pays dans le futur. L'URSS, à l'époque, possédait un avantage comparatif dans la production de produits agricoles et l'exportation de ceux-ci en échange de la machinerie aurait aussi permis l'amélioration de la production dans le pays. Comme Boukharine le pensait, une certaine formation du capitalisme dans les campagnes et dans l'industrie n'aurait pas été néfaste pour le pays qui était sous-développé, comme l'était la Chine et comme elle continue de l'être encore aujourd'hui économiquement sur certains points. Comme Boukharine, les éléments considérés comme étant dangereux pour la révolution, les koulaks dans le cas de l'URSS et les capitalistes dans le cas de la Chine, ne sont pas considérés comme une classe dangereuse pour la société à condition que le Parti garde un contrôle sur la politique du pays. Le Parti allait dans les deux cas rester en contrôle des secteurs critiques de l'économie. Nous considérons ainsi que la stratégie de développement chinois moderne est en partie basée sur la stratégie de Boukharine.

Nous avançons ici que le modèle de Preobrazhensky et de Fel'dman, le modèle soviétique, est encore en partie établi dans la stratégie de développement du Parti communiste chinois, en combinaison avec celui de Boukharine. L'économie chinoise s'est extériorisée après avoir fait l'expérience du modèle soviétique durant près de 30 ans. L'économie chinoise, à l'époque, avait une base industrielle assez développée. L'extériorisation de l'économie chinoise n'est jamais venue avec un cycle de désindustrialisation comme ce fut le cas dans les anciens pays communistes d'Europe de l'Est. La grande capacité industrielle de la Chine était restée intacte, mais elle avait même continué de croître dans les années suivant le creux des

réformes économiques des années 90. La Chine s'est mise à exporter ses produits d'industrie lourde. L'exportation et le profit de cette industrie lourde aidèrent les SOE chinoises à croître et aidèrent l'industrialisation du pays. La Chine exporte ces biens de consommation industriels faits par la force de travail à bon marché et les biens d'investissements que Fel'dman voulait à tout prix développer. Le secteur de l'industrie lourde en Chine est maintenant dans une crise de surproduction et cherche à exporter ses surplus vers les marchés extérieurs à l'aide du projet de la Nouvelle route de la soie en construisant l'infrastructure aux pays sous-développés et développés ayant besoin de capitaux étrangers dans ce secteur, en plus de construire de la nouvelle infrastructure chez elle. Ainsi l'export prend maintenant en compte surtout les marchandises venant de l'industrie lourde et fait conséquemment croître celle-ci, et les marchandises de l'industrie légère, exportant alors les produits de la force de travail chinoise et augmentant le taux d'industrialisation de l'industrie légère du pays. Nous avons pu observer, par des moyens préconisés par Boukharine, une croissance de l'industrie des biens d'investissement et des biens de consommation tout en faisant augmenter la qualité de vie des citoyens chinois telle que préconisée par Fel'dman.

Bien que la stratégie de Preobrazhensky sur le transfert de surplus entre l'agriculture et la ville soit à présent disparue depuis quelques années, elle était présente durant une bonne partie de la période des réformes lorsque la taxe agraire était encore en fonction. En général, cette méthode sur la stratégie d'accumulation primitive socialiste est restée socialiste puisqu'il n'y avait pas d'expropriation et de privatisation des terres et des produits paysans, bien que dans certains cas, dans le but de favoriser la croissance économique, certains paysans se soient fait exproprier illégalement leurs terres et que l'accumulation primitive ait perdu son caractère socialiste. Par contre, en général la paysannerie n'a pas été victime de cette expropriation et après quelques années le transfert du surplus a cessé entre la ville et la campagne par l'abolition de la taxe agraire. Dans les faits, tel que Preobrazhensky le voulait, la paysannerie a vu le niveau de sa qualité de vie croître en plus de se faire absorber progressivement dans la classe ouvrière durant la période des réformes dans la même période où l'accumulation primitive avait lieu.

Nous avons alors là une stratégie de développement chinoise qui contient en son sein les principes de trois différents modèles ayant des origines et des visées socialistes. Le modèle de Boukharine, qui s'alignait en général avec l'économie de la NEP à son époque, peut être retrouvé dans le modèle de développement chinois mélangé avec, pendant un temps, celui de Preobrazhensky et celui de Fel'dman. Toutefois, le modèle chinois comporte bien des aspects complètement originaux. Nous pouvons dire que le PCC n'a pas choisi la voie du néolibéralisme où la propriété est préconisée comme étant la seule qui permet de créer une richesse abondante, mais a choisi plutôt une stratégie de développement axée sur l'extériorisation de son économie. Ce choix, l'URSS n'aurait jamais pu le faire, puisque la situation économique à l'époque de la NEP n'était pas la même. À l'époque, la Première Guerre mondiale avait arrêté

l'internationalisation du commerce. La Chine a cependant reçu l'opportunité de rejoindre le système économique globalisé, une chance que d'autres pays socialistes n'ont toujours pas. Nous pouvons alors confirmer notre hypothèse initiale qui affirme que la Chine s'est inspirée en partie du modèle de la nouvelle politique économique de l'URSS. Notre analyse nous montre cependant qu'elle conserve plusieurs aspects de l'économie planifiée de type soviétique qui lui a permis de contrer les éléments négatifs du marché tout en accomplissant certains des objectifs initiaux des bolcheviks, à savoir d'industrialiser le pays et de transformer la masse paysanne en une nouvelle classe ouvrière.

Le Parti communiste chinois et le Parti bolchevik

Le caractère des partis révolutionnaires au pouvoir de ces deux pays a été caractérisé par des logiques similaires : les alliances de classes. Dans le cas de l'URSS, il était possible de voir que le parti au pouvoir était une alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels et les professionnels du Parti. Le pouvoir du Parti communiste chinois repose toujours sur ce genre d'alliance entre classes, mais à la différence de l'URSS, l'alliance traverse l'ensemble des classes de la Chine, y compris les capitalistes nationaux, bien que ceux-ci n'aient pas le droit de diriger le Parti. La grande différence réside là. Alors que le Parti au pouvoir en URSS à cette époque avait encore des ennemis de classe prononcés dans le pays, les Nepmen et les paysans riches; en Chine, ces classes se sont fait largement coopter par le pouvoir communiste. Nous pouvons comprendre cette différence par le fait qu'en URSS la révolution était très récente et le Parti n'avait pas encore de base sur laquelle s'appuyer dans ce pays surtout peuplé de paysans lorsque la guerre civile prit fin. L'hégémonie du Parti n'était donc pas encore établie. La peur d'un retour au capitalisme, jumelé avec la croissance en force des éléments réactionnaires de la société, les Nepmen et les koulaks, avait forcé les bolcheviks à se préparer à une contre-révolution. En Chine, bien que les dangers d'une contre-révolution soient apparus à la fin des années 80, depuis, l'hégémonie du Parti est largement ancrée dans la société chinoise et le Parti est en mesure de demander l'appui de classes dont les intérêts matériels sont dans l'immédiat contraire à la révolution, c'est-à-dire les grands entrepreneurs.

Dans les deux cas, l'idéologie ainsi que les intérêts économiques protégés et soutenus par les partis au pouvoir indiquent que le prolétariat est la classe dominante de la société, mais en alliance avec d'autres secteurs jugés progressifs. Le fait, qui peut apparaître contradictoire est que le prolétariat reste toujours sujet à l'exploitation de la part de capitalistes et que sa condition de vie ne soit pas la meilleure en Chine. Par contre, cela ne change pas le fait qu'elle reste dominante du point de vue politique. Gramsci avance des propos similaires lors d'échanges avec le Parti bolchevik : « history has never seen [before] a dominant class, in its entirety, experiencing conditions of living inferior to those of certain elements and strata of the dominated and subjected class » (Gramsci 1978, p.431). Dans les faits, le rôle limité de la démocratie indique

toujours une forme d'autonomisation du pouvoir politique dirigeant. Bien que la démocratie reste au stade consultatif en Chine, les discours du Parti communiste chinois indiquent que la démocratisation est un processus qu'il faut développer (Xi 2018a). À la différence du système démocratique des pays capitalistes qui sont assez développés sur le plan de la forme, mais qui ne se réalise pas au niveau substantif en raison des caractéristiques intrinsèques de leur mode de production. Dans les deux cas à l'étude, les partis au pouvoir sont relativement autonomes, mais sans être détachés de la société. Une fraction de la classe contrôle toujours ces partis, qu'on pourrait appeler l'avant-garde du prolétariat dans le langage léniniste, qui correspond à une certaine composante du prolétariat et de ces classes alliées. Pour Losurdo, on pourrait la définir comme étant la caste dirigeante/politique de la classe selon (2016, p.203). Une caste qui œuvre toujours dans les intérêts de sa classe, bien qu'elle se soit en partie autonomisée. Le gouvernement dit alors œuvrer pour les intérêts de la classe ouvrière et de la grande majorité du peuple, puisque dans les deux pays, cette classe n'est pas assez forte pour commander par elle-même.

Pertinence de la recherche

Nous pensons que notre recherche peut se révéler utile pour la communauté scientifique et politique pour maintes raisons. Pour les membres de la communauté scientifique, cette recherche pourra éclairer les principes de gouvernance et de développement des sociétés socialiste au XIXe siècle par une analyse du système de production chinois. Si notre hypothèse est juste, la Chine ne devrait pas être traitée comme tout autre pays de production capitaliste. Ainsi, les actions des dirigeants politiques de ce pays peuvent être comprises à la lumière du cadre idéologique qui guide leurs actions. Notre recherche pourra aussi être utile pour les membres de la communauté politique pour l'élaboration de politiques étrangères visant à établir des liens avec ces sociétés. Pour les membres de projet révolutionnaire de notre époque, notre étude pourra révéler les nuances des stratégies de développement basé sur les principes de marchés dans des sociétés anti-systémiques et établir des balises analytiques quant aux stratégies futures à entreprendre dans l'édification d'économie non capitaliste.

Limite de la Recherche

Notre recherche comporte quelques limites. Pour en nommer quelques-unes, l'auteur a utilisé surtout des sources secondaires pour sa collecte de données. De plus, aucun terrain de recherche n'a été entrepris pour tester les hypothèses avancées dans la recherche. Ces limites sont principalement dues à l'incidence de la Covid-19 sur le voyage international et l'auteur n'a donc pas pu se déplacer à l'extérieure des frontières du Canada pour toute la durée de sa recherche. De plus, plusieurs facteurs ont été

abstrait de la recherche dans le but de contrôler la grosseur du projet. Dans une recherche future, il serait intéressant d'étudier de façon plus satisfaisante ce qui a trait à la structure économique internationale ainsi que les événements ayant eu des conséquences sur les causes et sur l'évolution de ces systèmes, notamment sur la politique étrangère américaine visant la Chine à partir de 1978. De plus, les éléments portant sur les activités commerciales internationales de la Chine pourraient aussi être étudiés pour comprendre davantage la logique d'accumulation du système économique chinois moderne.

Le statut socialiste de la Chine et de son économie

Quelle conclusion pourrait-on apporter alors à notre analyse comparative sur le modèle chinois post-réformes et le modèle de l'Union soviétique de la NEP? Le marxisme nous permet-il encore de comprendre la situation de ces deux pays? Bien que le marxisme ait été établi comme l'étude du capitalisme, la méthode de Marx, la méthode dialectique, nous permet d'étudier autant les sociétés précapitalistes que celles post-capitalistes parce qu'elle n'étudie pas les phénomènes comme des choses indépendantes ayant des connexions et des relations externes, mais plutôt comme des processus et des relations qui s'étendent dans le temps et dans l'espace (Ollman 2003, p.13). Le capitalisme est alors compris comme un processus, à la fois un système de relations entre des individus, c'est-à-dire un système de production, ainsi que le résultat logique des conditions matérielles et des contradictions du système féodal européen. L'introduction du marché dans des économies non capitalistes ne peut donc pas se faire sans véritables conséquences dans ces sociétés. Un changement important dans un système amènera nécessairement des changements d'ampleurs comparables dans le reste du système (p.164). Le marché, qu'il soit socialiste ou capitaliste, introduira nécessairement avec lui les relations de production qui lui permet d'exister, puisque ce marché et ces relations de production n'ont jamais été séparés. Ils sont deux aspects de la même totalité. Ainsi, il n'y a pas de marché sans les relations de production qui rendent ce système possible.

Nous croyons que notre analyse démontre bien comment ces mesures marchandes engendrent, conditionnent et déterminent le caractère des sociétés dans lesquelles elles sont introduites. Les différences que nous avons aperçues entre le système chinois moderne et le système soviétique des années vingt viennent, selon nous, du fait que le socialisme de marché chinois en est arrivé à une phase mature et stable en comparaison avec le système soviétique de la NEP qui n'avait duré que quelques années. Nous entendons par maturité le fait que les mouvements/contradictions engendrés par le capital ont pu atteindre par leurs évolutions des phases/contradictions logiques plus avancées. S'ajoute à cela une économie capitaliste mondiale assez différente. Les relations entre les structures de leurs économies et les relations entre classes servent alors à élucider la nature de ces deux systèmes en tenant compte des variables intermédiaires importante à distinguer que sont le contexte historique ainsi que la structure de l'ordre économique

internationale. Nous concluons donc que leurs modes de production sont distingués par leurs caractères transitoires entre deux ordres économiques. Ces deux sociétés sont à la fois caractérisées par un capitalisme et un socialisme. Pour décrire le système économique de la NEP, Lénine avait employé le terme de capitalisme d'État, un capitalisme d'État différent des autres sortes qui étaient connues à cette époque (Lénine 1922). Les relations de productions, c'est-à-dire les relations de classes, en Chine, peuvent alors être comprises sous l'angle d'une totalité changeante, en cours de gestation. Elles ne sont pas complètement submergées par la logique interne du capitalisme, mais elles n'ont toujours pas le caractère socialiste qu'on pourrait espérer, où l'exploitation de classe aurait nettement diminué et un jour même disparu. La nature de la société de classe dans le système chinois caractérisé par la création de capitalistes et la création d'une classe ouvrière partiellement prolétaire ainsi que la sauvegarde de la protection générale de la terre de la paysannerie et de sa semi-dépendance au capital reflètent alors les conséquences nécessaires de l'implémentation du marché dans une société, mais d'une façon partielle. Le marché est loin d'être un outil neutre. Un avantage qu'il peut assurer est le développement rapide de certains moyens de production dans sa phase compétitrice, ce que le PCC misait lorsqu'il l'a implémenté au courant des réformes. Cependant, ces avantages viennent avec de nombreux points négatifs. Le Parti a cru qu'il pouvait contrer ces points négatifs par la garde jalouse des secteurs critiques de l'économie, tout comme fit Lénine à son époque.

Notre hypothèse au départ était ceci : les caractéristiques spécifiques du mode de production chinois, l'idéologie du Parti communiste chinois, ainsi que le contexte international, permettent de comprendre le processus des réformes économiques ayant débuté sous Deng Xiaoping. Ces réformes nous apparaissaient d'ailleurs très similaires à celle mise en place par Lénine en URSS durant la période de la NEP. Nous croyons alors que notre recherche a rempli ses objectifs, c'est-à-dire de comprendre la logique de ces réformes à la lumière de l'expérience de la NEP soviétique. Les réformes chinoises ne sont donc pas une sorte de libéralisme comme certains commentateurs de gauche et de droite le pensent, mais sont plutôt une évolution originale du marxisme qui, dû à des causes structurelles et conjoncturelles, a créé une structure économique partageant une logique très similaire de celle de la NEP. Il faut rappeler que notre recherche ne se concentre pas sur les causes des changements économiques, mais plutôt sur l'évolution et la présente structure de l'économie chinoise. Nous ne cherchons donc pas à comprendre ce qui a poussé le leadership du PCC à prendre ces décisions, telles que nous l'avons fait pour la NEP. Cependant, l'étude de la structure économique et sociale chinoise peut nous éclairer sur ce sujet. Nous pouvons ainsi voir grâce à notre analyse de la structure économique Chinoise, comme Delaunay semble le croire (2018, p.144), que la stratégie du PCC repose sur l'extraversion de son économie, et non pas sur la croyance dans la supériorité de l'entreprise privée. Cette stratégie est en soi très différente de celle des bolcheviks lorsqu'ils ont implémenté la NEP. Néanmoins, les résultats de ces deux expériences ont donné des structures économiques et sociales qui se ressemblent énormément. Les quelques différences qui peuvent être aperçues entre ces deux pays nous

apparaissent alors comme étant des conséquences de cette extériorisation qui en soi ne reflètent pas une divergence de la théorie et de la structure marxiste-léniniste, mais reflètent plutôt une différence dans la structure économique mondiale, plus mondialisée aujourd'hui qu'à l'époque de la NEP, et une différence dans les relations que la Chine entretient avec le monde capitaliste lorsque les pays impérialistes lui ont permis d'entrer dans l'ordre économique mondialisé capitaliste. Ceci, l'URSS d'antan, Cuba et la République démocratique de Corée, par exemple, n'ont jamais pu y avoir accès. Comme nous l'avons dit, premièrement, ces différences ne sont pas assez grandes pour nous empêcher de dire que ces modèles ne correspondent pas l'un à l'autre. Selon notre analyse, les structures se ressemblent grandement et reflètent une logique d'accumulation similaire. Deuxièmement, le fait que les causes qui ont mené à la décision de mettre en place un pareil système ne changent pas le fait que les résultats de ces décisions ont donné des systèmes que nous jugeons très similaires. En gardant alors la NEP à l'esprit, nous pouvons comprendre la structure de l'économie chinoise moderne et comme faisant partie de la même famille que les autres économies mises en place par des partis marxistes-léninistes.

Dans toutes sociétés de classe, la classe dirigeante, ayant conquis l'hégémonie d'une manière ou d'une autre, a eu le pouvoir de façonner leurs sociétés conformément à leurs intérêts de classe (Ollman 2003, p.165). Le fait que le PCC, comme le Parti bolchevik à l'époque, règne principalement encore au nom de la classe ouvrière et secondairement au nom des autres classes et reste toujours en contrôle de la situation sociale et économique, bien qu'il ait acquis un certain degré d'autonomisation, nous pousse à croire que le projet chinois, tout comme celui soviétique de l'époque de la NEP, n'est pas en voie de régression capitaliste, mais plutôt en voie de construction économique. Une construction économique qui pourra aider grandement les éléments socialistes de l'économie à gagner en force et à offrir la possibilité d'une transition vers le socialisme. Cependant, les forces sociales engendrées par le marché chinois, aidées par un contexte international où les forces réactionnaires deviennent progressivement plus agressives, causeront aussi longtemps qu'elles existeront une menace à ce futur. Là se trouve un aspect à ne pas oublier, un aspect que nous avons que peu assez étudié dans notre analyse : la situation internationale dans laquelle se trouve ces deux pays. Tout comme les forces de l'ancien régime étaient prêtes à tout pour étouffer la nouvelle république bourgeoise issue de la Révolution française de 1789, l'Union soviétique et la Chine ont dû à leurs tours faire face aux forces bourgeoises prenant la forme de régimes capitalistes démocratiques et fascistes qui voulaient et veulent encore assurer leurs survies par la destruction de ces nouveaux systèmes sociaux qui posent un danger à leurs positions dominantes au sein d'un système productif capitaliste.

Bibliographie

- Allen, Robert C. 2009. *Farm to Factory A Reinterpretation of the Soviet Industrial Revolution*. Princeton: Princeton University Press.
- . 2011. *Global Economic History: A Very Short Introduction*. Very Short Introductions 282. Oxford: University Press.
- Amin, Samir. 2005. « China, Market Socialism, and U.S. Hegemony ». *Review (Fernand Braudel Center)* 28 (3): 259-79.
- . 2013. « China 2013 ». *Monthly Review* 64 (10). <https://monthlyreview.org/2013/03/01/china-2013/>.
- Ashraf, Muhammad Azeem. 2014. « Chinese Higher Education Enrollment Policy: Fairness of System for Students », mars. <https://doi.org/10.2991/gefhr-14.2014.5>.
- Banque Mondiale. 2019. « Population, Total - China | Data ». 2019. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CN>.
- Bettelheim, Charles. 1978. *Class Struggles in the USSR: 1923-1930. 2nd Period*. Monthly Review Press.
- Bian, Yanjie. 2002. « Chinese Social Stratification and Social Mobility ». *Annual Review of Sociology* 28 (1): 91-116. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.28.110601.140823>.
- Bottomore, Tom. 1992. *A Dictionary of Marxist Thought*. 2 edition. Oxford, UK ; Cambridge, Mass: Wiley-Blackwell.
- Bramall, Chris. 2008. *Chinese Economic Development*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203890820>.
- Brodsgaard, Kjeld Erik, et Koen Rutten. 2017. *From Accelerated Accumulation to Socialist Market Economy in China: Economic Discourse and Development from 1953 to the Present. From Accelerated Accumulation to Socialist Market Economy in China*. Brill. <https://brill.com/view/title/33433>.
- Brown, Kerry. 2016. *CEO, China: The Rise of Xi Jinping*. London ; New York: I.B. Tauris.
- Carr, Edward Hallett. 1950. *The Bolshevik Revolution, 1917-1923*. Vol. 2. A history of Soviet Russia. London: MacMillan. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb31909824f>.
- . 1958. *Socialism in one country, 1924-1926*. Vol. 1. A history of Soviet Russia. New York: Macmillan.
- CGTN. 2020. « China's dual circulation an active choice and long-term strategy: official », 30 octobre 2020.
- Chan, Chris King-Chi. 2010. « Class Struggle in China: Case Studies of Migrant Worker Strikes in the Pearl River Delta ». *South African Review of Sociology* 41 (3): 61-80. <https://doi.org/10.1080/21528586.2010.516126>.
- Chan, Chris King-Chi, et Elaine Sio-Ieng Hui. 2017. « Bringing Class Struggles Back: A Marxian Analysis of the State and Class Relations in China ». *Globalizations* 14 (2): 232-44. <https://doi.org/10.1080/14747731.2016.1207935>.
- Chan, Chris King-Chi, et Pun Ngai. 2009. « The Making of a New Working Class? A Study of Collective Actions of Migrant Workers in South China ». *The China Quarterly*, n° 198: 287-303.
- Changhong, Pei. 2014. « A Quantitative Estimate of the Dominant Position of Public Ownership in China and Trends in Its Development ». *Social Sciences in China* 35 (4): 5-30. <https://doi.org/10.1080/02529203.2014.999905>.
- Chen, Ling, et Barry Naughton. 2016. « An Institutionalized Policy-Making Mechanism: China's Return to Techno-Industrial Policy ». *Research Policy* 45 (10): 2138-52. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2016.09.014>.
- Cheng, Enfu. 2007. « Fundamental Characteristics of the Socialist Market Economy ». *Nature, Society, and Thought: a Journal of Dialectical and Historical Materialism* 20 (1): 44-51.

- China Institute. 2018. « State-Owned Enterprises in the Chinese Economy Today: Role, Reform, and Evolution ». University of Alberta. <https://cloudfront.ualberta.ca/-/media/china/media-gallery/research/policy-papers/soepaper1-2018.pdf>.
- Chow, Daniel C. K. 2015. « How China Promotes Its State-Owned Enterprises at the Expense of Multinational Companies Doing Business in China and in Other Countries ». SSRN Scholarly Paper ID 2669503. Rochester, NY: Social Science Research Network. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2669503>.
- Day, Alexander F. 2013. *The Peasant in Postsocialist China: History, Politics, and Capitalism*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139626309>.
- Day, Richard B. 1975. « Preobrazhensky and the theory of the transition period ». *Soviet Studies* 27 (2): 196-219.
- Delaunay, Jean-Claude. 2018. *Les trajectoires chinoises de modernisation et de développement : De l'empire agro-militaire à l'Etat-nation et au socialisme*. Paris: Editions Delga.
- Dirlik, Arif. 1989. « Postsocialism? Reflections on “socialism with Chinese characteristics” ». *Bulletin of Concerned Asian Scholars* 21 (1): 33-44. <https://doi.org/10.1080/14672715.1989.10413190>.
- Elfstrom, Manfred, et Sarosh Kuruvilla. 2014. « The Changing Nature of Labor Unrest in China ». *ILR Review*, avril. <https://doi.org/10.1177/001979391406700207>.
- Engels, Friedrich. 1847. « Principes du communisme ». marxists.org. 1847. <https://www.marxists.org/francais/marx/47-pdc.htm>.
- . 1950. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Paris: Les Éditions sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/socialisme_scientifique/socialisme_scientifique.html.
- Fan, Joseph, Randall Morck, et Bernard Yeung. 2011. « Capitalizing China ». Working Paper 17687. National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w17687>.
- Fitzpatrick, Sheila, Helmut Altrichter, Alexander Rabinowitch, Richard Stites, et Formerly Professor of History and International Affairs Richard Stites. 1991. *Russia in the Era of NEP: Explorations in Soviet Society and Culture*. Bloomington: Indiana University Press.
- Foster, John Bellamy, et Robert W. Mcchesney. 2012. « The Global Stagnation and China.(Review of the Month) ». *Monthly Review* 63 (9): 1-28. https://doi.org/10.14452/MR-063-09-2012-02_1.
- Fukuyama, Francis. 1989. « The End of History? » *The National Interest*, n° 16: 3-18.
- Gan, Nectar. 2020. « A new class struggle: Chinese party members get back to Communist Manifesto basics ». *South China Morning Post*, 29 avril 2020.
- Gao, Mobo. 2008. *The Battle for China's Past: Mao and the Cultural Revolution*. Ann Arbor, MI: Pluto Press.
- . 2018. *Constructing China: Clashing Views of the People's Republic*. London: Pluto Press.
- Giddens, Anthony, et David Held. 1982. « Classes, Power, and Conflict: Classical and Contemporary Debates ». Berkeley: University of California Press. <https://trove.nla.gov.au/version/45423541>.
- Goodman, S. G. David. 2014. *Class in Contemporary China*. Cambridge: Polity Press.
- Gopalakrishnan, Shankar. 2007. « Negative Aspects of Special Economic Zones in China ». *Economic and Political Weekly* 42 (17): 1492-94.
- Gramsci, Antonio. 1971. *Selections from the Prison Notebooks*. New York: International Publishers.
- . 1978. *Antonio Gramsci: Selections from political writings (1921-1926)*. Édité par Quintin Hoare. London: Lawrence and Wishart Ltd.
- Griffin, Keith, et Kimberley Griffin. 1984. « Commune- and Brigade-Run Enterprises in Rural China: An Overview ». Dans *Institutional Reform and Economic Development in the Chinese Countryside*, édité par Keith Griffin, 210-22. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-16662-6_6.

- Gross, Anna, Christian Shepherd, et Neil Hume. 2019. « Chinese Group Sparks Oversupply Fears in Steel Market ». *Financial Times*, 25 avril 2019. <https://www.ft.com/content/15a4a44c-6735-11e9-9adc-98bf1d35a056>.
- Guiheux, Gilles. 2006. « The Political “Participation” of Entrepreneurs: Challenge or Opportunity for the Chinese Communist Party? » *Social Research* 73 (1): 219-44.
- Harvey, David. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Ebook Central. Oxford, Oxford ; New York: Oxford University Press. <http://www.mylibrary.com?id=86998>.
- Herrera, Rémy. 2019. *La Chine est-elle capitaliste?* Paris: Éditions Critiques.
- Ho, Wing-Chung. 2012. « The Rise of the Bureaucratic Bourgeoisie and Factional Politics of China ». *Journal of Contemporary Asia* 42 (3): 514-21. <https://doi.org/10.1080/00472336.2012.687635>.
- Huang, Philip C. C., Gao Yuan, et Yusheng Peng. 2012. « Capitalization without Proletarianization in China’s Agricultural Development ». *Modern China* 38 (2): 139-73. <https://doi.org/10.1177/0097700411435620>.
- ILO Regional Office for Asia and the Pacific. 2016. « Wages, productivity and labour share in China ». Research Note | April 2016. International Labour Organization. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_475254.pdf.
- ILO Social Protection Department. 2016. « China: Extending social protection to rural migrants ». Social Protection in Action: Building Social Protection Floors.
- Jameson, Kenneth P., et Charles K. Wilber. 1981. « Socialism and Development: Editors’ Introduction ». *World Development* 9 (9): 803-11. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(81\)90042-5](https://doi.org/10.1016/0305-750X(81)90042-5).
- Knight, John B. 2014. « China as a Developmental State ». *The World Economy* 37 (10): 1335-47. <https://doi.org/10.1111/twec.12215>.
- Lefebvre, Henri. 2003. *Le marxisme*. Vol. 23e éd. Que sais-je ? Paris: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/le-marxisme--9782130538455.htm>.
- . 2012. « La sociologie marxiste ou matérialisme historique ». *Que sais-je?* 24e éd. (novembre): 58-73.
- Lenin, Vladimir Ilitch. 1921. « Letter on Oil Concessions ». marxists.org. 12 février 1921. <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1921/feb/12.htm>.
- . 1963. « Imperialism, the Highest Stage of Capitalism ». marxists.org. 1963. <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1916/imp-hsc/>.
- . 2014. *State and Revolution*. Chicago: Haymarket Books.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1920. « Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du parti ». marxists.org. 1920. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/11/vil19201121.htm>.
- . 1922. « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale: Rapport présenté au IVe congrès de l’Internationale Communiste, le 13 novembre 1922 ». marxists.org. 1922. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/11/4cic/vil19221113.htm>.
- . 1979. *De l’État*. Édition en langues étrangères. Pékin.
- Li, Jane. 2020. « China Is Rapidly Producing New Billionaires despite Covid-19 ». *Quartz*, 20 octobre 2020. <https://qz.com/1919974/china-created-a-record-number-of-billionaires-despite-covid-19/>.
- Li, Minqi. 2008. « Socialism, Capitalism, and Class Struggle: The Political Economy of Modern China ». *Economic and Political Weekly* 43 (52): 77-85.
- . 2016. *China and the Twenty-First-Century Crisis*. Pluto Press.
- . 2017. « China’s Changing Class Structure and National Income Distribution, 1952–2015 ». *Journal of Labor and Society* 20 (1): 61-84. <https://doi.org/10.1111/wusa.12280>.

- Lin, Justin Yifu, Fang Cai, et Zhou Li. 2003. *The China miracle: Development strategy and economic reform*. Chinese University Press.
- Lippit, Victor D. 2005. « The political economy of China's economic reform ». *Critical Asian Studies* 37 (3): 441-62. <https://doi.org/10.1080/14672710500200474>.
- Long, Zhiming, Remy Herrera, et Tony Andreani. 2018. « On the Nature of the Chinese Economic System.(Mixed Economy)(Essay) ». *Monthly Review* 70 (5): 32-43. https://doi.org/10.14452/MR-070-05-2018-09_4.
- Long, Zhiming, Rémy Herrera, et Andréani Tony. 2018. « On the Nature of the Chinese Economic System ». *Monthly Review* 70 (05): 32-43.
- Losurdo, Domenico. 2016. *Class Struggle: A Political and Philosophical History*. Marx, Engels, and Marxisms. Palgrave Macmillan US. <https://doi.org/10.1057/978-1-349-70660-0>.
- . 2017. « Has China Turned to Capitalism?—Reflections on the Transition from Capitalism to Socialism ». *International Critical Thought* 7 (1): 15-31. <https://doi.org/10.1080/21598282.2017.1287585>.
- Lu, Zhang, et J. Beverly Silver. 2009. « China as an Emerging Epicenter of World Labor Unrest ». Dans *China and the Transformation of Global Capitalism*, 174-87. Baltimore: The Johns Hopkins University Press. https://www.academia.edu/5411766/China_as_an_Emerging_Epicenter_of_World_Labor_Unrest.
- Mao, Zedong. 1937. *De la pratique*. <http://classiques.chez-alice.fr/mao/delapratique.html>.
- . 1971. *Selected Readings From The Works of Mao Tsetung*. First Edition. Peking: Foreign Languages Press.
- . 2020. *Selected Works of Mao Tse-Tung*. Vol. VI. Paris: Foreign Languages Press.
- Markwick, Roger D. 2020. « Failures and Successes: Soviet and Chinese State-Socialist Reforms in the Face of Global Capitalism ». Dans *30 Years since the Fall of the Berlin Wall: Turns and Twists in Economies, Politics, and Societies in the Post-Communist Countries*, édité par Alexandr Akimov et Gennadi Kazakevitch, 327-51. Palgrave Studies in Economic History. Singapore: Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-0317-7_15.
- Marx, Karl. 1888. « Thèses sur Feuerbach ». [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm). 1888. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm>.
- . 1992. *Capital: Volume I: A Critique of Political Economy*. Traduit par Ben Fowkes. Reprint edition. London ; New York, N.Y: Penguin Classics.
- Meisner, Maurice J. 1979. *Mao's China: A History of the People's Republic*. Transformation of Modern China Series. New York: Free Press.
- Millar, James R. 1978. « A note on primitive accumulation in Marx and Preobrazhensky ». *Soviet Studies* 30 (3): 384-93.
- Naughton, Barry. 1993. « Deng Xiaoping: The Economist ». *The China Quarterly*, n° 135: 491-514.
- . 2007. *The Chinese Economy: Transitions and Growth*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- . 2017. « Is China Socialist? » *The Journal of Economic Perspectives* 31 (1): 3-24.
- . 2018. *The Chinese economy : adaptation and growth*. 2nd edition. Cambridge, MA: MIT Press.
- Ngai, Pun, et Lu Huilin. 2010. « Unfinished Proletarianization: Self, Anger, and Class Action among the Second Generation of Peasant-Workers in Present-Day China ». *Modern China* 36 (5): 493-519. <https://doi.org/10.1177/0097700410373576>.
- Nogueira, Isabela, et Hao Qi. 2019. « The state and domestic capitalists in China's economic transition: from great compromise to strained alliance ». *Critical Asian Studies* 51 (4): 558-78. <https://doi.org/10.1080/14672715.2019.1665469>.
- Nove, Alec. 1992. *An Economic History of the USSR, 1917-1991*. Penguin Books.
- Oi, Jean C. 1999. « Two decades of rural reform in China: An overview and assessment ». *The China Quarterly*, n° 159: 616-28.

- Ollman, Bertell. 2003. *Dance of the Dialectic: Steps in Marx's Method*. Chicago: University of Illinois Press.
- O'Meara, Dan. 2010. « La théorie Marxiste ». Dans *Théories des relations internationales : contestations et résistances*, 2e éd. rev. et augm., 195-219. Outremont : Montréal: Athéna éditions ; CÉPÉS, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité.
- Pang, Xianzhi. 2015. « Deng Xiaoping and the Destiny of Chinese Socialism _ Qiushi Journal ». *Qiushi Journal*, 2015. http://english.qstheory.cn/2015-03/16/c_1114462252.htm.
- Paolucci, Paul B. 2007. *Marx's scientific dialectics : a methodological treatise for a new century*. Studies in critical social sciences, 1573-4234; volume 8. Leiden: Brill. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb410912515>.
- Peilin, Li. 2018. « China's Class Structure: Changes, Problems, and Policy Suggestions—A Study of Class Development since 1978 ». *International Critical Thought* 8 (4): 574-95. <https://doi.org/10.1080/21598282.2018.1539906>.
- Prashad, Vijay. 2019. *Red Star Over the Third World*. 1st Edition. Pluto Press.
- Resnick, Stephen A., et Richard D. Wolff. 2002. *Class Theory and History: Capitalism and Communism in the USSR*. New York: Routledge.
- Resnick, Stephen, et Richard Wolff. 1993. « State Capitalism in the USSR? A High-Stakes Debate ». *Rethinking Marxism* 6 (2): 46-68. <https://doi.org/10.1080/08935699308658054>.
- Saba, Paul, et Saba Malcom. 1981. « The peasantry and the Soviet State (1917-1932): From class alliance to split ». marxists.org. 1981. <https://www.marxists.org/history/erol/ca.secondwave/is-ussr-peasants.htm#fw03>.
- Saich, Tony. 2001. *Governance and Politics of China*. London: Macmillan International Higher Education.
- Serger, Sylvia, et Magnus Breidne. 2007. « China's Fifteen-Year Plan for Science and Technology: An Assessment ». *Asia Policy* 4 (août): 135-64. <https://doi.org/10.1353/asp.2007.0013>.
- Shih, Lea, et Kerstin Lohse-Friedrich. 2017. « Centralized Leadership - Heterogeneous Party Base: Changes in the membership structure of the Chinese Communist Party ». Mercator Institute for China Studies. https://www.researchgate.net/publication/319153892_Centralized_leadership_-_heterogeneous_party_base_Changes_in_the_membership_structure_of_the_Chinese_Communist_Party.
- Shi-Kupfer, Kristin, Mareike Ohlberg, Simon Lang, et Bertram Lang. 2017. « Ideas and Ideologies Competing for China's Political Future: How Online Pluralism Challenges Official Orthodoxy ». 5. Papers on China. Mercator Institute for China Studies. <https://merics.org/en/report/ideas-and-ideologies-competing-chinas-political-future>.
- Sit, Tsui, Wong Erebus, Kin Chi Lau, et Tiejun Wen. 2020. « Toward Delinking: An Alternative Chinese Path Amid the New Cold War » 72 (05).
- Stalin, Joseph V. 1929. « Concerning Questions of Agrarian Policy in the U.S.S.R. » marxists.org. 1929. <https://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1929/12/27.htm>.
- Strauss, Julia C. 2009. « The Past in the Present: Historical and Rhetorical Lineages in China's Relations with Africa ». *The China Quarterly*, n° 199: 777-95.
- Team, Trefis. 2017. « The Extent Of Overproduction In The Chinese Steel Industry ». *Forbes*, 9 janvier 2017, sect. Investing. <https://www.forbes.com/sites/greatspeculations/2017/01/09/the-extent-of-overproduction-in-the-chinese-steel-industry/>.
- Teiwes, Frederick C., et Warren Sun. 2011. « China's new economic policy under Hua Guofeng: party consensus and party myths ». *The China Journal*, n° 66: 1-23.
- Thomas, Neil. 2020. « Members Only: A Look at Recruitment Trends in the CCP ». MacroPolo. 12 juin 2020. <https://macropolo.org/analysis/members-only-recruitment-trends-in-the-chinese-communist-party/>.

- Trotsky, Leon. 1936. « The Revolution Betrayed ». marxists.org. 1936. <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1936/revbet/ch02.htm>.
- Tsai, Kellee S. 2005. « Capitalists without a Class: Political Diversity Among Private Entrepreneurs in China ». *Comparative Political Studies* 38 (9): 1130-58. <https://doi.org/10.1177/0010414005277021>.
- Tsui, Sit, Qiu Jiansheng, Yan Xiaohui, Erebus Wong, et Tiejun Wen. 2018. « Rural Communities and Economic Crises in Modern China ». *Monthly Review* 70 (04). <https://monthlyreview.org/2018/09/01/rural-communities-and-economic-crises-in-modern-china/>.
- Vendryes, Thomas. 2010. « Land Rights in Rural China since 1978. Reforms, Successes, and Shortcomings(». *China Perspectives* 2010 (2010/4). <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.5345>.
- Wallerstein, Immanuel Maurice. 2006. *Comprendre le monde: introduction à l'analyse des systèmes-monde*. Grands repères. Manuels. Paris: La Découverte.
- Wang, Hui. 2011. *The End of the Revolution: China and the Limits of Modernity*. New York: Verso.
- . 2014. « The Crisis of Representativeness and Post-Party Politics* ». *Modern China* 40 (2): 214-39. <https://doi.org/10.1177/0097700413511317>.
- Wang, Jin. 2013. « The Economic Impact of Special Economic Zones: Evidence from Chinese Municipalities ». *Journal of Development Economics* 101 (mars): 133-47. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2012.10.009>.
- Wu, Xuangong. 2019. « Achievements, Problems and Direction of China's Reform and Opening ». *International Critical Thought* 9 (1): 1-12. <https://doi.org/10.1080/21598282.2019.1585153>.
- Xi, Jinping. 2018a. « Commemorate the 30th Anniversary of the Promulgation and Implementation of the Current Constitution ». Dans *The Governance of China*. Vol. 1. Beijing: Foreign Languages Press.
- . 2018b. « Hard Work Makes Dreams Come True ». Dans *The Governance of China*, Second Edition. Vol. 1. Beijing: Foreign Languages Press.
- Xinhua. 2018. « Xi calls for developing China into world science and technology leader ». *People's daily*, 29 mai 2018. <http://en.people.cn/n3/2018/0529/c90000-9464968.html>.
- Xu, Zhun. 2018. *From Commune to Capitalism : How China's Peasants Lost Collective Farming and Gained Urban Poverty*. New York: Monthly Review Press.
- Yeung, Karen. 2020. « Chinese President Xi Jinping says Marxist political economy is the bedrock for nation's growth ». *South China Morning Post*, 16 septembre 2020.
- Yeung, Yue-man. 2009. « China's Openness and Reform at 30: Retrospect and Prospect ». *China Review* 9 (2): 157-67.
- Yeung, Yue-man, Joanna Lee, et Gordon Kee. 2009. « China's Special Economic Zones at 30 ». *Eurasian Geography and Economics* 50 (2): 222-40. <https://doi.org/10.2747/1539-7216.50.2.222>.
- Yingshuai, Sun. 2015. « "Recurrence" and "Reconstitution": The Rise of "New Workers" and the Transition of China's Social Structure—Marxist Class Theory and the New Changes in the Contemporary Working Class ». *International Critical Thought* 5 (2): 148-63. <https://doi.org/10.1080/21598282.2015.1031935>.
- Yu, Jianrong. 2007. « Social Conflict in Rural China ». *China security* 3 (2): 2-17.
- . 2014. « China's Underclass: My research and Standpoint » 45 (4): 18-41.
- Zhang, Han. 2018. « Who Serves the Party on the Ground? Grassroots Party Workers for China's Non-Public Sector of the Economy ». *Journal of Contemporary China* 27 (110): 244-60. <https://doi.org/10.1080/10670564.2018.1389022>.
- Zhang, Q. Forrest, et John A. Donaldson. 2010. « From Peasants to Farmers: Peasant Differentiation, Labor Regimes, and Land-Rights Institutions in China's Agrarian

- Transition ». *Politics & Society* 38 (4): 458-89.
<https://doi.org/10.1177/0032329210381236>.
- Zhou, Cissy. 2019. « China's Capital Outflow Controls Have Gone to the 'Extreme', Former Central Bank Adviser Says ». *South China Morning Post* 4, 29 mai 2019.
- Zweig, David. 1983. « Opposition to Change in Rural China: The System of Responsibility and People's Communes ». *Asian Survey* 23 (7): 879-900. <https://doi.org/10.2307/2644294>.